

REVUE DE PRESSE 2013

YVES BERTONCINI DANS LES MÉDIAS

Interventions médiatiques 2013 d'Yves Bertoncini, directeur de Notre Europe - Institut Jacques Delors

Notre Europe - Institut Jacques Delors intervient régulièrement dans les médias européens et internationaux, par la voix de ses [présidents](#), de son [directeur](#) et de son [équipe](#). Cela lui permet de valoriser ses travaux et de prendre position dans les principaux débats d'actualité.

Yves Bertoncini, le directeur de Notre Europe - Institut Jacques Delors, est intervenu à **95 reprises** dans les médias français, européens et internationaux en 2013 :

- **56 fois en France,**
- **23 fois dans les autres pays de l'UE, hors France,**
- **16 fois à l'international.**



Contact presse :

Stéphanie Baz,

Responsable communication et relations médias

sbaz@notre-europe.eu

+33 1 44 58 97 84

Interventions médiatiques en France

Date	Média	Type de média	Pays	Titre	Type d'intervention
22/01/2013	La Croix	Presse	France	Paris juge l'Allemagne trop provinciale	Article
23/01/2013	Métro	Presse	France	Référendum sur l'UE "Un défi compliqué pour Cameron"	Interview
23/01/2013	RMC	Radio	France	Les relations GB-UE	Interview
06/02/2013	Le Monde	Presse	France	Il faut augmenter le budget du programme "Erasmus"	Mention
08/02/2013	LCP	Télévision	France	Analyse du Conseil européen dédié au budget	Article
25/02/2013	RSF - Radio de Sciences Po	Radio	France	Débat autour de la Grande-Bretagne et l'UE : "Bye bye England"	Interview
27/02/2013	La Croix	Presse	France	"L'Europe sous le choc des élections italiennes"	Interview JT
01/03/2013	Le Monde	Presse	France	Imbroglia italien ou fiasco européen ?	Mention
16/03/2013	France Inter	Radio	France	Analyse des décisions du Conseil européen	Interview
19/03/2013	Le Mouv'	Radio	France	Invité sur Le Mouv' à propos de la crise chypriote	Article
20/03/2013	Le Monde	Presse	France	Les ambitions démesurées de "la petite Suisse" de la Méditerranée	Mention
30/03/2013	France info	Radio	France	À propos des pouvoirs de l'UE sur les budgets nationaux	Interview
01/04/2013	Huffington Post	Presse	France	"UE et croissance: trois pactes plutôt qu'un"	Interview
19/04/2013	Le Monde	Presse	France	"Hormis la Lettonie, les candidats à l'euro ne sont pas pressés d'adhérer"	Mention
09/05/2013	Le Mouv'	Radio	France	"Qui est le chef de l'Europe ?"	Mention
17/05/2013	Public Sénat	Télévision	France	JT de Public Sénat pour débattre des priorités européennes évoquées par François Hollande	Article
28/05/2013	Le Monde	Presse	France	"Vers des élections anti-Europe ?"	Article
30/05/2013	Le Monde	Presse	France	Commission européenne : les manœuvres pour l'après-Barroso	Interview
03/06/2013	Huffington Post	Presse en ligne	France	Bruxelles et la France : recommander n'est pas commander	Mention
25/06/2013	Public Sénat	Télévision	France	Pourquoi l'Europe est-elle devenue un bouc-émissaire ?	Interview
27/06/2013	20 minutes	Presse	France	Pourquoi Barroso est le bouc émissaire de la France	Mention
28/06/2013	Huffington Post	Presse	France	"L'Europe" et ses "élargissements" : stop ou encore ?	Interview
01/07/2013	Le Mouv'	Radio	France	L'entrée de la Croatie dans l'UE et les modalités d'élargissement	Interview
10/07/2013	Paris-Berlin	Presse	France	L'Europe démocratique se muscle	Interview
22/07/2013	Le Dauphiné Libéré	Presse	France	"Crise de foi politique en Italie"	Interview
22/07/2013	Le Progrès	Presse	France	"Crise de foi politique en Italie"	Interview
22/07/2013	Le Bien public	Presse	France	"Crise de foi politique en Italie"	Interview

22/07/2013	Dernières Nouvelles d'Alsace	Presse	France	"Crise de foi politique en Italie"	Interview
22/07/2013	L'Est Républicain	Presse	France	"Crise de foi politique en Italie"	Article
22/07/2013	Le Républicain lorrain	Presse	France	"Crise de foi politique en Italie"	Article
22/07/2013	L'Alsace	Presse	France	"Crise de foi politique en Italie"	Article
29/07/2013	Huffington Post	Presse en ligne	France	"Au-delà de la Troïka : quels clivages et quels visages pour l'UE ?"	Article
12/08/2013	Le Dauphiné Libéré	Presse	France	"Il y aura une poussée eurosceptique mais..."	Article
12/08/2013	Le Progrès	Presse	France	"Il y aura une poussée eurosceptique mais..."	Article
12/08/2013	Le Bien public	Presse	France	"Il y aura une poussée eurosceptique mais..."	Article
12/08/2013	Dernières Nouvelles d'Alsace	Presse	France	"Il y aura une poussée eurosceptique mais..."	Article
12/08/2013	L'Est Républicain	Presse	France	"Il y aura une poussée eurosceptique mais..."	Mention
12/08/2013	Le Républicain lorrain	Presse	France	"Il y aura une poussée eurosceptique mais..."	Interview
12/08/2013	L'Alsace	Presse	France	"Il y aura une poussée eurosceptique mais..."	Mention
28/08/2013	Euractiv.fr	Presse en ligne	France	"Quand les socialistes imaginent un Parlement européen de gauche"	Interview
04/09/2013	L'Alsace	Presse	France	L'UE pourrait compter 35 membres	Article
20/09/2013	La Croix	Presse	France	L'élection allemande, un moment européen très attendu	Mention
23/09/2013	Public Sénat	Télévision	France	Résultat des élections législatives allemandes	Article
01/10/2013	Huffington Post	Presse en ligne	France	L'Allemagne et l'UE : un nouveau cycle	Interview
04/10/2013	France soir	Presse	France	Budget européen mythes et réalités	Mention
14/10/2013	Le Taurillon	Site	France	"Citoyens européens car citoyens du monde ?"	Mention
04/11/2013	20 minutes	Presse	France	L'Europe peut-elle encore s'élargir ?	Mention
13/11/2013	L'Alsace	Presse	France	Un "dialogue fracassant" dans tous les pays	Article
27/11/2013	Contexte	Presse en ligne	France	Quels rapports de force pour le prochain Parlement européen ?	Mention
03/12/2013	La Dépêche du Midi	Presse	France	"Albi. Huit débats pour bâtir l'Europe de demain"	Mention
06/12/2013	Le Figaro	Presse	France	"Élections européennes : en avant, toute !"	Mention
13/12/2013	Le Monde	Presse	France	"Leçons à retenir du traitement de choc irlandais"	Article
13/12/2013	Les Échos	Presse	France	"L'Europe sera-t-elle gouvernable dans un an ?"	Interview
17/12/2013	Le Nouvel Observateur	Presse	France	Comment la finance fait la loi	Mention
20/12/2013	Huffington Post	Presse en ligne	France	Union bancaire et fonds de résolution : une étape politique décisive	Article
21/12/2013	France Inter	Radio	France	Europe : cohésion en question ?	Interview

Interventions médiatiques dans l'UE, hors France

Date	Média	Type de média	Pays	Titre	Type d'intervention
17/01/2013	BBC	Radio	Grande-Bretagne	Relation Grande-Bretagne/UE	Interview
23/01/2013	La Razon	Presse	Espagne	Estar o no estar	Article
28/01/2013	ITVNEWS	Télévision	Grande-Bretagne	Le couple franco-allemand et la Grande Bretagne	Interview JT
Mars 2013	Raeson	Presse	Danemark	"Fortidens Franske Synder"	Mention
26/03/2013	BBC RADIO 4	Radio	Grande-Bretagne	Analyse de la situation économique en Europe et le cas chypriote	Interview
31/03/2013	La Razon	Presse	Espagne	¿Crisis de depósitos o de confianza?	Article
31/03/2013	Kathiremini	Presse	Chypre	The Cyprus parliament's "no" helped the eurozone	Interview
09/04/2013	La Libre Belgique	Presse	Belgique	"Une architecte européenne malgré tout"	Interview
17/07/2013	Zoom es	Presse en ligne	Espagne	Bruselas espera que el escándalo del PP no afecte a sus compromisos económicos	Interview
29/07/2013	euractiv.sk	Presse en ligne	Slovaquie	"Ako napraviť politické škody napáchané Troikou"	Article
26/09/2013	Politiken	Presse	Danemark	Bankunion: Genstart af EU's motor presser Danmark	Mention
26/09/2013	Politiken	Presse	Danemark	Hele Europa venter på kansleren	Mention
11/10/2013	RTBF	Radio	Belgique	Comment réinventer l'Europe	Interview - Chat
12/10/2013	De Morgen	Presse	Belgique	Franse kiezer leidt anti-EU-dans	Mention
07/11/2013	Panorama	Presse	Italie	Relations USA – Allemagne "Che cosa hanno scritto"	Mention
08/12/2013	Publico	Presse	Portugal	"Em frente pelas eleições europeias de 2014!"	Article
12/12/2013	To Vima	Presse	Grèce	"Ολοταχώς προς τις Ευρωεκλογές με τρεις στόχους"	Article
13/12/2013	Kurier	Presse	Autriche	"Rechtspopulisten im Anmarsch"	Mention
20/12/2013	La Repubblica	Presse	Italie	"La sfida della grande Europa"	Article
27/12/2013	Jornal de notícias	Presse	Portugal	"Populismo aumenta na Europa, mas partidos tradicionais mantêm domínio"	Interview
27/12/2013	Noticias ao minuto	Presse	Portugal	"Populismo aumenta na Europa, mas partidos tradicionais mantêm domínio"	Interview
27/12/2013	Agence Lusia	Presse	Portugal	Montée des populismes	Interview
Déc. 2013	Panorama	Presse	Italie	La caricade gli EUroscettici"	Mention

Interventions médiatiques à l'international

Date	Média	Type de média	Pays	Titre	Type d'intervention
17/01/2013	Le quotidien du peuple	Presse	Chine	Dialogue avec des internautes chinois	Interview
23/01/2013	France 24	Télévision	France - International	Les relations Grande-Bretagne/UE	Interview
27/02/2013	France 24	Télévision	France - International	Europe's rising populists	Interview
20/03/2013	Sina Finance	Presse	Chine	专家称塞浦路斯危机令欧盟公信力受损	Interview
23/03/2013	France 24	Télévision	France - International	Analyse de la crise chypriote	Interview
27/05/2013	O Globo	Presse	Bresil	Crise é combustível para nova onda de xenofobia na Europa	Interview
03/07/2013	France 24	Télévision	France - International	JT de l'économie sur les négociations entre France UE et USA	Interview
29/07/2013	Euractiv.com	Presse en ligne	EU	Repairing the political damage caused by the Troika	Article
04/09/2013	RFI	Radio	France - International	50 ans de la mort de Robert Schuman	Interview
17/09/2013	Euractiv	Presse en ligne	EU	Think tanks: EU elections could get 'pretty ugly'	Mention
01/10/2013	Euractiv	Presse en ligne	EU	"Germany and the EU: a new cycle?"	Article
14/10/2013	International New York Times	Presse	USA	"Europeans Are Faulted Over Using Funds to Support Like-Minded Voices"	Mention
06/11/2013	Deutsche Welle	Presse - Télévision - Radio	UE	Troika tensions heat up	Interview
03/12/2013	Euractiv	Presse en ligne	UE	Eurosceptic tug-of-war expected in next EU Parliament	Mention
06/12/2013	Le Temps	Presse	Suisse	"En avant pour les élections européennes 2014 !"	Article
13/12/2013	France 24	Télévision	France - International	Le détachement des travailleurs et la fiscalité européenne	Interview

Interventions médiatiques en France



Yves Bertoncini mentionné dans La Croix: "Paris et Berlin une amitié critique"

le 22 Janvier 2013 à 11:38

Mention par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, est interrogé par le journal La Croix à l'occasion de l'anniversaire de l'Elysée, sur la perception des Allemands par les Français dans un article intitulé "Paris juge l'Allemagne trop provinciale".

Yves Bertoncini dans Métro :
Référendum sur l'UE "Un défi compliqué pour Cameron"

le 23 Janvier 2013 à 15:36

Entretien par Yves Bertoncini



Notre directeur répond aux questions de [Métro](#) suite au discours de David Cameron le 23 janvier 2013.

David Cameron assure que le Royaume-Uni veut rester dans l'UE, mais que pour cela l'Europe doit changer. C'est du chantage ?

Chantage, c'est peut-être un grand mot. Cameron est en position de faiblesse sur le plan intérieur, et il est obligé de prendre cette position sous la pression des eurosceptiques et des indépendantistes de son parti. Il a une partition difficile à jouer. D'un côté, il promet un référendum "in or out", mais déjà, il commence la campagne en se prononçant pour que son pays reste dans l'UE. Vis-à-vis de ses partenaires européens, ce référendum est un moyen de pression dont il a besoin pour chercher à créer un rapport de force plus favorable. Mais c'est un défi compliqué : ces derniers mois, les Allemands et les Français ont montré qu'ils avaient un peu perdu patience. Sur le mécanisme européen de stabilité, le pacte fiscal ou encore le pacte de compétitivité, ils ont dit : "Vous ne voulez pas ? Ce n'est pas grave, on fait sans vous."

Que peut obtenir Cameron ?

C'est difficile à dire. Dans son discours, il a pris un seul exemple concret, sur le temps de travail des médecins dans les hôpitaux qui ne doit pas être décidé à Bruxelles. Il faut qu'il précise ses demandes. Le paradoxe, c'est qu'il est plus facile de sortir l'UE : il y a dans les traités une clause, rajoutée à Lisbonne, qui explique qu'un pays a tout à fait le droit de le faire.

Les Britanniques étant largement eurosceptiques, y aurait-il un risque qu'ils quittent effectivement l'Europe ?

Oui, il y a un risque. Déjà parce que lors des référendums, les gens répondent autant à la question posée qu'à la personne qui la pose. Et je ne sais pas qu'elle sera la popularité de Cameron en 2017 s'il est réélu, sachant que le Royaume-Uni traverse une crise grave. Il faut aussi savoir dans quel Etat sera l'Europe.

Pour l'UE, quelles seraient les conséquences d'une sortie du Royaume-Uni ?

Ce serait embêtant pour l'UE. C'est quand même un de ses acteurs majeurs ! Une Europe désunie aurait moins de force aux yeux des Chinois ou des Américains. Et sur les sujets de politique étrangère ou de défense, le Royaume Uni joue un rôle clé, plus que l'Allemagne. Après, d'autres diront que sans ce pays, il y aurait un peu moins de libéralisme en Europe, et plus de cohésion. Mais au total, les partenaires européens préféreraient que le Royaume-Uni reste dans l'UE, même avec des dérogations.

Yves Bertoncini, co-signe une tribune dans le quotidien Le Monde en faveur d'une augmentation du budget du programme d'échange européen "Erasmus"

Le Monde

Il faut augmenter le budget du programme "Erasmus"

LE MONDE | 06.02.2013 à 15h04 • Mis à jour le 07.02.2013 à 20h54 | Par Yves Bertoncini, Guillaume Klossa, Franziska Brantner

Réagir Classer

Partager facebook twitter google + linkedin pinterest



François Hollande a rappelé, mardi 5 février, alors qu'il répondait aux questions des parlementaires européens à Strasbourg, que, si l'Europe doit avoir une seule priorité, cela devait être la jeunesse. Nous partageons son opinion et nous l'invitons avec ses collègues chefs d'Etat et de gouvernement à traduire en réalité budgétaire concrète cette ambition nécessaire à l'intégration sociale et professionnelle de millions de jeunes en Europe.

Nous comprendrons le cas échéant que la France s'oppose à un budget qui ne prendrait pas correctement en compte cette priorité. Il est temps que l'Union européenne (UE) et ses Etats-membres rompent le cercle infernal de leurs contradictions. Conseil européen après Conseil européen, nos dirigeants appellent à une Europe proche de ses citoyens et soucieuse de sa jeunesse.

PROGRAMME EMBLÉMATIQUE, CITÉ EN EXEMPLE PAR LE CONGRÈS AMÉRICAIN

Mais, quand l'heure de vérité approche et qu'ils ont l'occasion d'adresser un signal fort à des jeunes en plein désarroi, ils choisissent une sortie par le bas. Dernier exemple en date, Erasmus, ce programme emblématique, cité en exemple par le Congrès américain, dont l'Asie souhaite s'inspirer pour favoriser la mobilité de ses jeunes, et que les Européens maltraitent, négociant sur quelques milliards d'euros d'abondement supplémentaire.

Dans le projet de cadre financier 2014-2020 discuté les 7 et 8 février, le financement du programme "Erasmus pour tous" représentera moins de 2 % d'un budget global de 1000 milliards d'euros. Dix-neuf milliards d'euros sur sept ans, soit à peine plus de 2 milliards par an, afin de permettre à des dizaines de millions de jeunes d'ouvrir leurs horizons et contribuer à une meilleure intégration sur le marché du travail, ce n'est déjà pas beaucoup.

Il est pourtant à craindre que ces montants soient revus à la baisse comme va l'être l'ensemble du futur budget communautaire. Que les programmes d'aide à la mobilité et à la jeunesse fassent office de variable d'ajustement dans les négociations budgétaires européennes symbolise le déséquilibre entre la puissance des intérêts coalisés pour défendre certains crédits (agricoles et de cohésion) et la faiblesse de ceux qui sont mobilisés en appui d'Erasmus et plus largement des programmes en faveur des jeunes.

MIGRER POUR TROUVER DU TRAVAIL DANS UN AUTRE PAYS

Ce désintérêt est d'autant plus surprenant à un moment où la crise conduit un nombre croissant de jeunes à migrer pour trouver du travail dans un autre pays, souvent dans l'impréparation la plus totale. Ainsi ce sont des dizaines de milliers de jeunes Espagnols qui se sont rendus en Allemagne. Le marché allemand, comme celui de nombreux autres pays européens qui résistent à la crise, a besoin de travailleurs qualifiés et est prêt à les intégrer.

Mais, faute de compétences linguistiques et de formations adaptées aux besoins, ces jeunes migrants récupèrent souvent des emplois sous-qualifiés. Il faut au plus tôt sortir de cette logique perdant-perdant et adapter à cette nouvelle donne le périmètre, les moyens et les objectifs du nouveau programme "Erasmus pour tous" et, plus largement, de tous les programmes de mobilité, de formation et de citoyenneté des jeunes européens.

C'est pour ces raisons que nous invitons les dirigeants européens à ne pas se tromper de priorité s'ils ne veulent pas conforter l'image d'une Union européenne qui se préoccupe d'abord de secourir ses banques avant de se soucier d'aider ses jeunes. C'est un enjeu d'efficacité économique autant que de citoyenneté politique.

La Commission européenne a proposé la mise en place d'une "garantie pour la jeunesse" relativement large. Le Conseil européen des 7 et 8 février a l'occasion d'en faire une réalité, en votant à minima l'intégralité du financement proposé pour le programme "Erasmus pour tous", puis en se donnant les moyens d'une approche globale de l'intégration des jeunes sur le marché du travail européen.

Si le Conseil européen ne parvient pas à saisir l'importance de telles décisions, il restera à s'en remettre à la vigilance et à la sagesse du Parlement européen. Ce dernier a déjà dû se battre en 2006 pour renégocier à la hausse l'accord conclu par les chefs d'Etat et de gouvernement, et obtenir une rallonge de plusieurs centaines de millions d'euros pour les programmes destinés aux jeunes européens.

LA VALEUR AJOUTÉE DE CES EXPÉRIENCES

En tant que bénéficiaires d'expériences de mobilité européenne et internationale, nous pouvons témoigner de la valeur ajoutée de ces expériences, qui ont été déterminantes dans la réussite de notre insertion professionnelle. A un moment où la tentation du repli sur soi est aiguësée par la crise, Erasmus reste plus que jamais une clé de succès pour former une conscience européenne, préalable indispensable à l'adhésion des citoyens au projet européen et l'avènement d'une véritable démocratie plurinationale.

Certains d'entre nous se sont battus pour démocratiser la mobilité pour tous les jeunes Européens, en obtenant le 23 novembre 2008 que les ministres de l'éducation et de l'enseignement supérieur s'engagent à ce que la moitié d'une génération puisse effectuer une mobilité européenne ou internationale.

Nous souhaitons plus que jamais que cet engagement soit effectivement mis en oeuvre, afin que les expériences de mobilité ne demeurent pas le privilège de quelques-uns.

MILITER POUR UN TRIPLEMENT AU PLUS VITE DES SOMMES ALLOUÉES

L'augmentation des financements communautaires consacrés à la mobilité des jeunes ainsi que la modulation des bourses en fonction des revenus familiaux permettraient d'augmenter le nombre de leurs bénéficiaires et le niveau moyen des bourses de mobilité (200 euros par mois en moyenne pour Erasmus, parfois moins) tout en favorisant l'accès des catégories sociales dont les familles ne sont pas en mesure d'apporter le complément de ressources aujourd'hui nécessaire.

A ce titre, il ne serait pas déraisonnable, même en ces temps difficiles, de militer pour un triplement au plus vite des sommes allouées aux programmes européens de mobilité.

Dans cette perspective, la récente proposition franco-allemande d'utiliser une partie des ressources tirées de la future "taxe sur les transactions financières" pour le financement

d'actions destinées à la jeunesse, y compris en termes de mobilité, mérite d'être saluée et soutenue comme il se doit.

Au-delà des gouvernements européens, qui agissent à la fois au niveau communautaire et dans un cadre national ou bilatéral, nous souhaitons souligner le rôle important que jouent les familles, les collectivités locales, le monde associatif et le système bancaire ainsi que la nécessité de mettre en oeuvre une stratégie globale et concertée permettant de mobiliser l'ensemble des acteurs au service d'une démocratisation des programmes de mobilité.

Pour aller plus loin, vraiment plus loin, nous invitons les citoyens européens à nous rejoindre pour lancer une initiative citoyenne faisant du droit à la mobilité de tous les jeunes un droit fondamental de l'Union européenne.

Yves Bertoncini, secrétaire général de Notre Europe-Institut Jacques Delors.

Guillaume Klossa, président d'EuropaNova, initiateur du projet "Erasmus pour tous".

Franziska Brantner, députée européenne, vice-présidente de l'intergroupe " Jeunesse " du Parlement européen, défend le financement de " Erasmus pour tous "/YES au Parlement

Pauline Gessant, préside les Jeunes Européens Fédéralistes.

Sandro Gozi, député, ancien chef de cabinet du président de la Commission européenne, a été à l'initiative de " Erasmus Mundus ".européen.

Christian Mandl, fondateur de Sky Europe.

Peter Matjasic, président du Youth European Forum, défend la " garantie pour la jeunesse " européenne et un investissement prioritaire de l'UE en faveur des jeunes.

Daniela Schwarzer, auteur du rapport « The divisiness of mobility », est chef du département sur l'intégration européenne au SWP.



**Yves Bertoncini sur Public Sénat
pour analyser le Conseil européen dédié au budget**

le 08 Février 2013 à 14:26

Emission par Yves Bertoncini

Yves Bertoncini, notre directeur, est l'invité du journal de 19H de la chaine Public Sénat vendredi 8 février 2013 pour analyser le Conseil européen des 7 et 8 février dédié au budget de l'Union.

**Yves Bertoncini sur Radio Sciences Po
pour débattre de la Grande-Bretagne et l'UE**

le 22 Février 2013 à 18:04

Emission par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, est l'invité de la radio des étudiants de sciences po, participant à l'émission "La voix des vingt-sept" lundi 25 février et répond aux questions liées à la place de la Grande-Bretagne dans l'UE. Il participe à un débat avec Christophe Caresche député et de secrétaire de la Commission des affaires européennes.

**Yves Bertoncini cité par La Croix :
"L'Europe sous le choc des élections italiennes"**

le 27 Février 2013 à 16:11

Mention par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, a répondu aux questions du journal La Croix au sujet des élections en Italie. Ses propos sont repris dans un article intitulé "L'Europe sous le choc des élections italiennes" de mercredi 27 février 2013.

Le Monde

En réaction aux élections en Italie, Yves Bertoncini, notre directeur, signe un article publié sur le site du Monde vendredi 1er mars et intitulé: "[Imbroglia italien ou fiasco européen ?](#)"

Imbroglia italien ou fiasco européen ?

Le Monde.fr | 01.03.2013 à 12h45 • Mis à jour le 01.03.2013 à 13h59 | Par Yves Bertoncini, directeur de Notre Europe-Institut Jacques Delors

Réagir Classer

Partager facebook twitter google + linkedin pinterest

L'Union européenne (UE) a naturellement une responsabilité dans la crise politique qui secoue aujourd'hui l'Italie mais, sauf à être myope voire aveugle, on ne peut occulter ses dimensions internationales et domestiques.

La crise politique italienne est d'abord le sous-produit d'une crise économique secouant la plupart des pays développés et européens, que ces derniers soient ou non membres de la zone euro (*isnt'it ?*). Elle a été particulièrement dure en raison de la défiance brutale que les marchés financiers ont exprimée vis-à-vis de la dérive des comptes publics de la péninsule - défiance que l'imbroglia actuel pourrait malheureusement ranimer.

Cette crise politique traduit aussi l'exaspération sociale d'une population souffrant des ajustements et des réformes impulsées par le gouvernement du courageux Mario Monti. Il n'est guère surprenant que, comme en Espagne, en Grèce ou ailleurs, cette crise sociale ait conduit les électeurs italiens à rejeter l'austérité pratiquée dans leurs pays - même si, on finirait par l'oublier, ils ont placé en tête la coalition sociale-démocrate conduite par Pier Luigi Bersani, adepte d'un meilleur équilibre entre rigueur, équité et croissance.

La crise italienne a enfin beaucoup à voir avec la déliquescence du système politique national (verrouillage, corruption, etc.), qui a même réussi à accoucher d'un mode de scrutin empêchant en l'espèce la formation d'un gouvernement stable : c'est d'abord le rejet de ce système que traduit l'impressionnante progression du mouvement 5 stelle, alors que la résurrection de Berlusconi s'apparente à l'inverse au retour en grâce d'un ancien président du Conseil...

UN PROCÈS INFONDÉ

Dans un tel contexte, il faut bien peu connaître l'Italie pour s'échiner à faire de l'UE la première responsable et la principale cible du vote de ses électeurs. Ou alors être trop heureux de trouver là une nouvelle occasion de réactiver le spectre d'une hypothétique dislocation de la zone euro ou, plus sérieusement, le procès des insuffisances de la construction européenne.

Les enquêtes qualitatives déterminant les motivations clés des votants ne tarderont pas à dire si les Italiens ont vraiment et durablement décidé de rompre avec l'ancrage européen de leur

pays. A ce stade, il n'est guère aisé d'identifier les députés du mouvement 5 étoiles vouant l'Europe aux gémonies ou souhaitant sortir de l'euro, mais ce n'est bien sûr qu'un indice parmi d'autres. Il reste donc, dans l'immédiat, à en revenir aux responsabilités subsidiaires mais bien réelles de l'UE.

D'abord en rappelant une évidence : l'UE ne peut être appréciée de ses peuples si elle se réduit à une maison de redressement budgétaire ou économique. L'Italie n'est certes pas un "pays sous programme", comme le Portugal ou l'Irlande, mais ses citoyens ont pu avoir le sentiment qu'ils étaient gouvernés par deux "super Mario" adoubé ou employé par l'UE, sans avoir été directement élus, et qui leur ont administré une potion bien amère.

DES EFFORTS DE RIGUEUR EXCESSIFS

Il faut aussi souligner que, si elles ont fait preuve d'une solidarité inédite depuis quatre ans, les autorités nationales et européennes ont en contrepartie exigé des efforts de rigueur excessifs dans leur montant et leur calendrier, et qui ont pour principal effet de tuer la croissance et de doucher les espoirs de sortie de crise. Il leur appartient de prendre des décisions plus favorables à la relance dans les semaines qui viennent, y compris via l'amélioration du récent compromis sur le budget européen et l'approfondissement du marché unique.

Ajoutons que la situation de l'Italie doit conduire l'UE à se pencher enfin sur la manière d'alléger ou de mutualiser le poids des dettes accumulées au cours des dernières décennies. Alors que ce pays dégage un excédent primaire et qu'il a engagé des réformes qui porteront leurs fruits à moyen terme, c'est d'abord cette "vieille dette" qui plombe ses efforts de redressement économique et social. Ce n'est pas parce que le travail de rédemption n'a jamais été le point fort de l'Italie qu'il faut refuser à ce pays et à d'autres la perspective d'un "European Redemption fund" d'ailleurs proposé par le bien nommé "Conseil des 5 sages" Allemand.

Si la responsabilité de l'UE est bel et bien engagée dans l'imbroglia italien, ce n'est pas une raison pour en faire un "bouc émissaire" trop commode, dans un contexte de crise dont tous les Européens sortiront d'autant plus vite qu'ils agiront ensemble.

Yves Bertoncini, directeur de Notre Europe-Institut Jacques Delors

Yves Bertoncini sur France Inter pour analyser les décisions du Conseil européen

le 15 Mars 2013 à 11:16

Emission par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, est l'invité du journal de l'économie sur France Inter, samedi 16 mars 2013, à 7H50 pour analyser le Conseil européen.

Il y débat également avec l'économiste Mathilde Lemoine.

Yves Bertoncini sur Le Mouv' à propos de la crise chypriote

le 18 Mars 2013 à 11:38

Emission par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, est interviewé par la radio Le Mouv' à propos de l'affaire chypriote mercredi 19 mars 2013 à 7h45.

Yves Bertoncini cité dans Le Monde à propos de l'affaire chypriote

le 21 Mars 2013 à 09:26

Mention par Yves Bertoncini

Le Monde

Yves Bertoncini, notre directeur, est cité dans un article du Monde analysant la situation à Chypre, publié le 20 mars 2013 et intitulé "Les ambitions démesurées de "la petite Suisse de la Méditerranée".

Extraits:

Chypre s'est ainsi transformée en une petite "Suisse de la Méditerranée". Et si la République dit répondre aux standards européens de lutte contre le blanchiment d'argent, *"il y a quelques doutes sur la bonne mise en œuvre"*, souffle une source européenne.

La découverte, en 2001, des comptes secrets de l'ancien dictateur serbe Slobodan Milosevic à Chypre a marqué les esprits. Un audit sur le blanchiment est en cours. Mais fallait-il attendre que Chypre s'effondre pour dénoncer ce "paradis bancaire" ?

En 2004, lorsque l'île a intégré l'Union européenne, puis, en 2008, la zone euro, les voix n'ont pas grondé à ce sujet. Ou si peu. **A l'époque, Chypre était un problème, mais pour des raisons géopolitiques, dues à l'occupation de sa partie nord par les troupes turques, se souvient Yves Bertoncini, directeur du think tank Notre Europe. Aujourd'hui la "vision romantique" d'une Europe accueillant le plus possible de démocraties n'a plus cours, constate-t-il.**

**Yves Bertoncini sur France Info
pour évoquer les pouvoirs de l'UE sur les budgets nationaux**

le 29 Mars 2013 à 11:45

Emission par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, est l'invité de l'émission "C'est en France, c'est en Europe" de France Info, samedi 29 mars 2013 pour expliquer les pouvoirs réels de la Commission européenne sur les Etats membres de l'UE. Cette émission « vrai-faux » intervient en réaction aux propos de Florian Philippot, le vice-Président du Front national en France, ayant affirmé le 12 mars 2013 que la Commission pourrait demander aux Etats membres des changements budgétaires nationaux.

L'émission est diffusée samedi 30 mars 2013 à 5h20, 14h10, 16h55, 18h52 et 0h52 et disponible en podcast sur le site de [France info](http://franceinfo.fr).

UE et croissance: trois pactes plutôt qu'un

Publication: 01/04/2013 06h00

Par Jacques Delors, António Vitorino, Erik Belfrage, Yves Bertoncini, Joachim Bitterlich, Josep Borrel Fontelles, Jean-Louis Boursanges, Laurent Cohen-Tanugi, Jonathan Faull, Nicole Gnesotto, Pierre Lepetit, Sophie-Caroline de Margerie, Riccardo Perissich, Julian Priestley, Maria João Rodrigues, Philippe de Schoutheete, Daniela Schwarzer, Christian Stoffer, membres du Conseil d'administration de Notre Europe - Institut Jacques Delors.

Les faibles perspectives de [croissance](#) de la plupart des pays européens et les débats relatifs au sauvetage de [Chypre](#), à l'application du pacte de stabilité et à l'adoption du budget de l'UE incitent à rappeler une évidence : si la croissance ne se décrète pas, elle peut être durablement affaiblie lorsqu'on bafoue quelques principes élémentaires, qui forment autant de pactes à respecter.

1. Consolider le "pacte de confiance" financier

La controverse ayant entouré le [sauvetage de Chypre](#) rappelle tout d'abord que l'UE est confrontée à une crise qui est aussi de nature bancaire, et que la consolidation/restructuration du bilan des banques européennes est une condition sine qua non d'un retour de la confiance, et donc de la croissance.

Les autorités européennes ont commis une erreur d'appréciation en approuvant le principe d'une taxation de l'ensemble des dépôts placés dans les banques chypriotes, et pas seulement des plus importants d'entre eux. Elles ont su corriger cette erreur, qui a malheureusement affecté le pacte de confiance conclu entre les banques et leurs clients, au point de nourrir la crainte de l'extension d'un tel procédé à d'autres pays que Chypre.

Il est normal que les contribuables, qu'ils soient européens ou chypriotes, ne soient pas les seuls à devoir assumer les coûts des sauvetages bancaires, comme ils l'ont fait en Irlande. Mais on ne peut mettre à contribution les actionnaires des banques (comme en Espagne) ou les investisseurs (comme en Grèce) sans susciter leur défiance. Le fait de mettre à contribution les déposants les plus riches dans des cas extrêmes (comme à Chypre) ne saurait par ailleurs constituer un précédent, comme l'a rappelé la BCE. Il est en tous cas crucial que de telles décisions soient expliquées et assumées de manière claire et que leur caractère exceptionnel soit souligné à chaque fois : c'est aussi sur ce point que les autorités européennes et nationales ont été prises en défaut dans le cas chypriote.

Cette nouvelle péripétie doit naturellement conduire les pays de l'UE à avancer d'autant plus vite dans la voie d'une véritable union bancaire européenne. Un mécanisme unique de supervision sous l'égide de la BCE est en cours de mise en place, et le Mécanisme européen de stabilité sera donc bientôt en mesure d'aider directement les banques qui en ont besoin, par exemple en Espagne. Compte tenu de l'émotion qu'elle a suscité partout en Europe, la crise chypriote aura aussi souligné l'utilité des deux autres piliers d'une véritable union bancaire : la création de mécanismes européens de garantie des dépôts et de résolution des crises bancaires est plus que jamais une ardente obligation !

2. Appliquer le Pacte de stabilité de manière plus réaliste

Les autorités européennes ont fait preuve de davantage de clairvoyance lors du Conseil européen des 14 et 15 mars, en assouplissant la manière dont est appliqué le "pacte de stabilité et de croissance", afin d'en revenir à un meilleur équilibre entre réduction des déficits excessifs et soutien à l'activité économique.

Ses conclusions soulignent en effet la nécessité d'un "assainissement budgétaire différencié", adapté aux situations diverses des pays en difficulté, mais aussi celle de privilégier la notion de déficit structurel, conformément aux dispositions du récent "pacte budgétaire". Elles ont ainsi utilement ouvert la voie à l'octroi d'un délai plus réaliste pour le retour en dessous du seuil de 3% de déficit pour des pays comme le Portugal ou la France, en tenant compte des efforts déjà engagés.

Ces reports dans le temps ont avant tout des vertus conjoncturelles, puisqu'ils permettent de ne pas asphyxier la demande, et donc la croissance. Ils ne dispensent cependant en rien d'importantes réformes structurelles au niveau national, dont il faut rappeler qu'elles constituent le premier volet du "pacte pour la croissance" adopté en juin 2012. Beaucoup a déjà été fait au cours des dernières années sur ce registre, notamment dans les "pays sous programme", mais beaucoup reste encore à faire pour aller au-delà des incantations.

Dans le contexte récessif actuel, il va de soi que l'ensemble des mesures budgétaires prévues par ce Pacte, à hauteur de 120 milliards d'euros, doit être mis en œuvre sans délai. À ce stade, le manque de visibilité entourant l'extension des capacités de prêts de la BEI, l'usage des fonds structurels inutilisés ou le lancement de "project bonds" mine lui aussi la confiance que ses citoyens placent en l'exécution des décisions de l'UE, et au final sa crédibilité.

Agir de manière structurelle doit enfin conduire les autorités européennes à s'engager dans la création d'un Fonds d'amortissement des dettes, tel que cela est envisagé par le compromis conclu entre Conseil et Parlement européen pour l'adoption du "Two Pack". Un pays comme l'Italie a par exemple fait d'importants efforts de réformes et d'ajustement budgétaire, et il dégage des excédents primaires depuis plusieurs années. Aider les pays européens à se délester ensemble de leur "vieille dette" contribuerait sans nul doute à conforter leurs perspectives de croissance, tout en redonnant espoir à leurs citoyens.

3. Mettre en œuvre un Pacte pour la jeunesse grâce au budget européen

La crise actuelle fait de nombreuses victimes, en particulier chez les jeunes : ils pourraient à terme former une "génération perdue", aussi bien pour l'UE que pour ses pays, alors même que la place qui leur est accordée est cruciale dans l'Europe vieillissante. Si mettre en œuvre un "pacte européen pour la jeunesse" n'est pas une idée inédite, c'est donc plus que jamais une urgence.

Là encore, c'est bien entendu au niveau national que les principaux efforts doivent être engagés afin d'améliorer l'éducation, la formation et les conditions d'entrée des jeunes sur le marché du travail. Mais il est indispensable que ces jeunes bénéficient aussi d'une contribution subsidiaire mais visible de l'UE, notamment via son budget.

Trois initiatives méritent plus particulièrement d'être encouragées grâce au budget 2013 et dans le cadre des négociations sur le prochain cadre financier pluriannuel : d'abord "l'initiative pour l'emploi des jeunes", dont il faut augmenter la dotation de 6 milliards d'euros prévue à ce stade, qui doit accorder une priorité à l'apprentissage ; ensuite, dans le cadre de cette initiative, la mise en place d'une "garantie européenne pour la jeunesse", permettant à l'UE d'aider ses États membres à offrir une formation ou un emploi à tous leurs jeunes ; enfin les programmes de mobilité de type "Erasmus", qui aident efficacement les jeunes Européens à se doter de compétences linguistiques et transversales, et dont il faut encore accroître le financement. C'est aussi à l'aune des ressources accordées à ces trois initiatives que l'on pourra mesurer si l'UE mobilise de manière adéquate son budget, qui est d'abord un outil de solidarité qu'on peut en l'espèce rendre utile pour la croissance s'il bénéficie plus directement à la jeunesse.

Au-delà de ces mesures ciblées, la jeunesse européenne pourra aussi bénéficier du nouveau "paquet" que l'UE doit adopter pour approfondir son marché intérieur tout en ajustant son budget. La mise en place d'un marché unique pour les services numériques apparaît notamment comme une priorité à cet égard, de même que l'augmentation des dépenses consacrées à la R&D et à l'innovation ou le financement des réseaux transeuropéens de transports et d'énergie, qui sont au fondement de toute croissance durable.

Stabilité financière, rigueur budgétaire, soutien à la jeunesse : c'est à chaque fois en combinant efforts de solidarité et soutien à la croissance que l'Union européenne pourra le plus efficacement aider ses États membres à retrouver des perspectives économiques et sociales plus favorables, et ainsi renforcer le pacte de confiance qui l'unit à ses citoyens.

Voir le site de [Notre Europe - Institut Jacques Delors](#)

Yves Bertoncini cité dans Le Monde:
"Hormis la Lettonie, les candidats à l'euro ne sont pas pressés d'adhérer"

le 19 Avril 2013 à 09:59

Mention par Yves Bertoncini

Le Monde

Yves Bertoncini, notre directeur, est cité dans cet article du Monde, publié le 18 avril 2013, qui cherche à analyser l'attitude des futurs candidats à la zone euro.

Extraits:

ABANDONS DE SOUVERAINETÉ

Yves Bertoncini, secrétaire général de la fondation Notre Europe, créée par Jacques Delors, évoque le *"syndrome slovaque"* : *"Moins riches que les Grecs, les Slovaques ne voulaient pas les aider financièrement. Cela leur a coûté un gouvernement."*

L'argument a été avancé par la Bulgarie pour différer sine die son adhésion, même si Sofia remplit tous les critères. Plus pauvre que tous les membres de l'UE, le pays n' imagine pas soutenir des Etats où les salaires et les retraites sont plus élevés que chez lui.

Ces réticences des anciens pays du bloc communiste ont aussi des causes plus profondes. *"Aujourd'hui, adopter l'euro est une marche d'escalier beaucoup plus haute qu'il y a quelques années, rappelle M. Carton. Cela signifie souscrire à l'union bancaire ou au pacte budgétaire, soit de nouveaux abandons de souveraineté."*

**Yves Bertoncini sur Le Mouv'
répond à la question "Qui est le chef de l'Europe?"**

le 07 Mai 2013 à 16:03

Emission par Yves Bertoncini



A l'occasion de la Journée de l'Europe, Yves Bertoncini, notre directeur, est invité à l'émission "Le 8/9" de Le Mouv, présentée par Benoit Bouscarel, de 8h10 à 9h, pour répondre à la question "Qui est le chef de l'Europe?".

Pour écouter l'émission [cliquez ici](#)

**Yves Bertoncini interrogé par Le Monde
sur le fonctionnement du Parlement européen**

le 30 Mai 2013 à 13:55

Mention par Yves Bertoncini

Le Monde

Yves Bertoncini, notre directeur, est interrogé par [Le Monde](#) sur le fonctionnement du Parlement européen dans un article intitulé "Commission européenne : les manœuvres pour l'après-Barroso" et publié le 28 mai 2013.

Extraits:

"ÉLU" PAR LES EURODÉPUTÉS

"Pour la première fois, l'élection du Parlement européen va revêtir un enjeu de pouvoir puisque chaque famille devra établir son programme, au niveau européen, pour faire élire son candidat à la Commission", explique l'eurodéputé Alain Lamassoure (UMP). D'après le président de la commission des budgets, cette politisation accrue s'inscrit dans le cadre fixé par le traité de Lisbonne : conformément à celui-ci, le président de la Commission doit être "élu" par les eurodéputés sur la base d'une proposition faite par le Conseil européen en *"tenant compte des élections au Parlement européen"*. Pour les parlementaires, fini le temps des tractations occultes entre Etats : c'est à eux d'avoir la main. *"La vie politique nationale est ultrapersonnalisée, celle de l'Europe ne l'est pas assez"*, souligne Yves Bertoncini, directeur du centre de réflexion Notre Europe-Institut Jacques-Delors.

Les plus avancés dans cette logique sont les socialistes européens. Au demeurant, cette famille a gardé un très mauvais souvenir de la reconduction de José Manuel Barroso en 2010, quand certains chefs de gouvernement de gauche, comme l'Espagnol José Luis Rodriguez Zapatero et le Portugais José Socrates, avaient soutenu le candidat conservateur, par solidarité "ibérique".

L'un des dirigeants socialistes, Martin Schulz, aujourd'hui président du Parlement européen, est d'ores et déjà en lice pour conduire la campagne. Les candidatures ne seront officiellement ouvertes qu'en octobre, et le choix du candidat ne sera pas définitif avant février 2014. Mais le social-démocrate allemand profite de sa position pour pousser son avantage. Il se présente comme *"l'autre Allemand"*, moins porté sur l'austérité que la chancelière chrétienne-démocrate, Angela Merkel.

**Yves Bertoncini cité dans un article du Monde
sur la montée de l'eurosepticisme**

le 30 Mai 2013 à 14:14

Mention par Yves Bertoncini

Le Monde

Yves Bertoncini, notre directeur, est cité dans un article du Monde sur la montée de l'eurosepticisme "Vers des élections anti-Europe ?" publié le 28 mai 2013.

Extraits:

IMPACT D'UN PARTI ANTI-EURO EN ALLEMAGNE

L'eurosepticisme gagne aussi, plus au nord, des populations globalement préservées, lassées des efforts de sauvetage de l'Union monétaire. Le gouvernement allemand redoute ainsi l'impact du nouveau parti anti-euro Alternative pour l'Allemagne. *"Ses performances devraient rester limitées aux élections législatives de septembre, mais il peut en aller différemment pour les européennes, où les gens pourraient se défouler"*, estimait récemment un haut responsable allemand.

Au Parlement européen, la vague radicale redoutée, si elle se concrétisait, pourrait redistribuer les cartes du pouvoir. Le groupe des Libéraux et démocrates, emmené par le fédéraliste belge Guy Verhofstadt, et celui des Verts, délaissé par Daniel Cohn-Bendit, craignent d'être marginalisés, après avoir joué un rôle de pivot et d'aiguillon dans le Parlement sortant. Les deux forces principales de la vie politique européenne, les conservateurs du Parti populaire européen (PPE), dont fait partie l'UMP, et les sociaux-démocrates, se préparent à devoir cohabiter avec une fraction importante d'euroseptiques. Une situation d'autant plus volatile que ces formations, à l'instar du Front national français et de l'UKIP britannique dans l'actuelle mandature, auront du mal à s'associer et risquent de siéger en ordre dispersé.

Dès lors, la difficulté pourrait être de dégager des majorités stables pour codécider, avec le conseil des ministres, des propositions de la Commission. Et, plus généralement, l'Assemblée risque de se déchirer sur les grands enjeux du moment : *"L'heure est à plus d'intégration avec une dimension sociale et économique plus forte"*, souligne l'eurodéputée PS Pervenche Berès. *Mais une partie du Parlement sera à contre-courant."*

"Les circonstances sont extrêmement défavorables", reconnaît l'eurodéputée MoDem Sylvie Goulard. *Les partis anti-européens prospèrent en raison des difficultés de nos démocraties nationales, que ce soit en France, en Italie ou au Royaume-Uni, mais aussi du vide des partis traditionnels au sujet de l'Europe."* Mais la campagne n'a pas encore commencé. Bruno Gollnisch se méfie des sondages et craint un nouveau record d'abstention. D'après Yves Bertoncini, directeur du centre de réflexion Notre Europe-Institut Jacques Delors, la centaine d'eurodéputés actuels, clairement identifiés comme "euroseptiques", ne seront pas deux fois plus nombreux et ne formeront sûrement pas un bloc. *"Beppe Grillo est contre l'actuelle organisation de l'euro, mais ne défend pas les thèses de l'UKIP de Nigel Farage"*, insiste Mario Telo.

Yves Bertoncini dans le Huffington Post :
"Bruxelles et la France : recommander n'est pas commander"

le 03 Juin 2013 à 10:04

Article par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, signe un article dans le [Huffington Post](#) : "Bruxelles et la France : recommander n'est pas commander", publié le 2 juin 2013.

Les récentes tensions entre les autorités françaises et "Bruxelles" autour des [recommandations de réformes formulées par la Commission](#) appellent plus que jamais à clarifier la portée des pouvoirs nationaux et communautaires en matière économique et sociale. Ces tensions font directement écho aux réformes de la gouvernance de la zone euro rendues nécessaires par la crise en cours. La succession des "memorandums d'accord", "packs" et "pactes" a en effet engendré un système politique reposant sur un partage des responsabilités en apparence flou, mais qui repose en réalité sur quatre grands modèles.

Il y a tout d'abord le "modèle FMI", tout à fait inédit et qui a brutalement modifié les relations de pouvoir qu'entretiennent l'UE (et plus précisément la Troïka) et quelques "pays sous-programme". Ces relations ont été établies parce que ces pays ont de facto perdu une partie de leur souveraineté, en raison de leur incapacité à se financer sur les marchés financiers à un prix acceptable, et qu'ils ont donc dû faire appel aux autres pays de la zone euro, devenus prêteurs, donc décideurs. De telles relations reposent toujours sur l'expression de choix démocratiques, notamment parce que les plans de sauvetage et de réformes sont, en bonne logique, votés par les parlements nationaux. Dans ce modèle, la souveraineté des pays bénéficiaires de l'aide extérieure est toutefois restreinte et les représentants de la Troïka et du Conseil européen peuvent exiger des engagements précis et importants en compensation des prêts qu'ils accordent : tel un banquier face à des débiteurs en difficulté, l'UE peut donc temporairement commander, pour le meilleur et pour le pire. Il est plus que jamais utile de souligner que ce modèle ne concerne que quatre pays de l'UE, c'est-à-dire la Grèce, l'Irlande, le Portugal et bientôt Chypre (en Espagne, seul le secteur bancaire est concerné). Et qu'il se distingue très clairement des trois autres modèles décrits-ci-après.

Le "modèle ONU" concerne le contrôle des excès budgétaires nationaux (non des budgets nationaux), et donc plus directement la France. Il repose sur l'engagement des États membres à ne pas franchir certaines limites budgétaires, au risque de menacer la stabilité de l'ensemble de la communauté (la crise en cours l'a bien rappelé). Les États membres sont ainsi

principalement tenus de maintenir leur déficit courant sous la barre des 3 % de leur PIB et leur déficit structurel sous le seuil de 0,5 % de leur PIB. Dès lors qu'ils respectent ces limites, ils peuvent agir en toute liberté : l'UE n'intervient pas dans leurs choix budgétaires. Mais ils peuvent tous être placés sous surveillance s'ils approchent de ou dépassent ces limites, en écho aux dispositions du chapitre 6 de la charte des Nations unies. Si leurs excès persistent, ils peuvent théoriquement faire l'objet d'une approche coercitive (l'équivalent du chapitre 7), reposant sur de possibles sanctions, dont décide le Conseil des ministres sur proposition de la Commission. Encore faut-il tenir compte des circonstances exceptionnelles et/ou de l'indulgence de l'UE : la France n'a par exemple respecté les limites requises que 6 fois sur 15 depuis 1997, sans encourir la moindre sanction... Dans tous les cas, les États membres sont confrontés à une obligation de résultats (repasser sous la limite) et non à une obligation de moyens : il leur appartient de définir comment y parvenir et de respecter ou non les recommandations détaillées de l'UE. Les réformes introduites par le Six-Pack, le Two-Pack et le "Pacte budgétaire" n'ont pas fondamentalement modifié ce mode de relations. En matière de suivi budgétaire, l'UE peut donc réprimander, mais non commander.

Le "modèle hyper-OCDE" concerne lui les relations établies entre l'UE et ses États membres pour le suivi des politiques économiques et sociales des États membres, et donc des fameuses "réformes structurelles". Ces relations reposent sur la définition d'objectifs communs, en particulier dans le cadre de la stratégie "Europe 2020". Elles se fondent également sur une combinaison d'incitations politiques (recommandations, contrôle et pressions mutuelles) entre les pays membres. Cette pression politique est bien supérieure à celle qu'exerce l'OCDE et même appelée à se renforcer dans le but d'éviter des divergences structurelles majeures entre les économies de la zone euro. Elle n'a cependant aucun effet contraignant sur les choix politiques domestiques des États membres. L'objectif parfaitement louable de consacrer 3 % du PIB aux dépenses de R&D ne doit ainsi en aucun cas être confondu avec la limite des 3 % de PIB fixée pour le déficit : l'UE est compétente pour demander des efforts à ses États membres dans les deux cas, mais elle ne détient des pouvoirs de sanctions que dans le second. D'où d'ailleurs la tentation européenne de lier le contrôle des excès budgétaires et le suivi des réformes structurelles, même si ces deux exercices renvoient à des pouvoirs distincts. Les autorités françaises ont donc eu raison de rappeler qu'en matière de réformes structurelles, l'UE peut recommander, mais non commander.

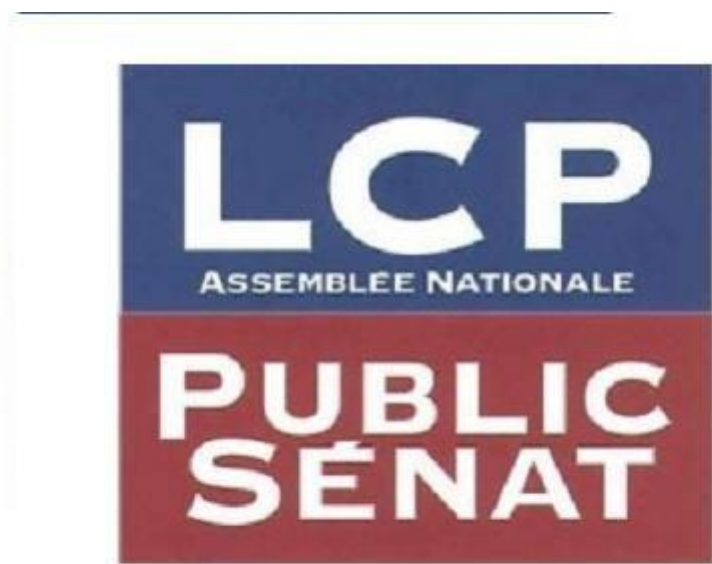
C'est d'ailleurs si vrai qu'est peut-être en train d'émerger un quatrième modèle, le "modèle Banque mondiale", fondé sur le principe que, si l'UE apporte une aide financière à ses États membres, une telle aide doit servir à la promotion de réformes au niveau national. L'émergence de ce modèle découle directement des résultats mitigés des relations de type "hyper-OCDE" et reflète une transition des mesures d'incitation politique vers des mesures d'incitation financière, présumées plus efficaces car plus légitimes. La proposition européenne d'instaurer un nouvel "instrument financier pour la convergence et les réformes structurelles" illustre cette évolution, tout comme les tentatives répétées d'imposer une plus grande conditionnalité macroéconomique en contrepartie de l'accès aux fonds structurels européens.

Il serait salubre que ces quatre modèles de relations politiques puissent plus clairement être distingués dans le débat public. D'une part pour que l'UE ne gaspille pas son crédit politique en apparaissant comme décideur lorsqu'elle ne l'est pas, au risque d'être taxée à la fois d'inefficacité et d'illégitimité. D'autre part afin que les Français et, au-delà, les citoyens des États membres, soient pleinement conscient des marges de manœuvre, et donc des responsabilités, qui sont les leurs.

**Yves Bertoncini sur Public Sénat :
pourquoi l'Europe est-elle devenue un bouc-émissaire ?**

le 20 Juin 2013 à 17:00

Entretien par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, est interrogé par Public Sénat le mardi 25 juin 2013 dans l'émission "Preuve par 3" et tente de répondre à la question de savoir pourquoi l'Europe est devenue un bouc-émissaire?

Pour voir son intervention (14ème minute): [Public Sénat](#)

Yves Bertoncini dans 20 minutes: Pourquoi Barroso est-il le bouc émissaire de la France?

le 27 Juin 2013 à 19:03

Mention par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, a répondu aux questions du quotidien [20 minutes](#), le 27 juin 2013, qui se posait la question de savoir pourquoi José-Manuel Barroso est le bouc-émissaire de la France.

Extraits:

En tapant sur le président de la Commission européenne, le gouvernement socialiste poursuit également une stratégie politique à un an des [élections européennes de mai 2014](#), selon Yves Bertoncini, administrateur de la Commission européenne et directeur du centre de réflexion Notre Europe-Institut Jacques Delors. Cette stratégie consiste à «défendre l'Europe de gauche, sociale, progressiste, contre l'Europe libérale et conservatrice qu'incarne Barroso, en fin de mandat», affirme-t-il. «L'enjeu, poursuit Yves Bertoncini, c'est de montrer qu'il n'y a pas l'Europe d'un côté, et les peuples de l'autre - un clivage caricatural exploité par les forces populistes - mais des peuples européens qui se font face. Ce clivage entre les peuples est au cœur de la crise». La question de l'aide à la Grèce a ainsi fait débat au sein des peuples eux-mêmes (les Allemands, les Autrichiens ou encore les Finlandais n'y étaient pas favorables), et pas seulement au sein des institutions européennes.

Le problème, c'est que la stratégie française peut paraître illisible de l'extérieur et passe plutôt pour de «l'Europe bashing», phénomène classique en temps de crise où la tentation est grande d'accuser de tous les maux la «machine» européenne, perçue justement comme un monstre froid dictant sa loi aux peuples. En incriminant Barroso, et à travers lui la Commission européenne, Paris espère faire pencher la balance à gauche et contrer la montée du populisme, notamment de droite, comme le prouve la poussée du Front national. Mais elle prend paradoxalement le risque de l'alimenter, ou du moins d'encourager l'euroscpticisme, qui gagne déjà toute l'Europe face à la [remise en cause des politiques d'austérité](#).

Yves Bertoncini sur Le Mouv' pour évoquer l'entrée de la Croatie dans l'UE

le 28 Juin 2013

Emission par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, est l'invité de la radio [Le Mouv'](#) lundi 1er juillet 2013 entre 8H et 8H30 pour évoquer l'entrée de la Croatie dans l'UE et les modalités d'élargissement.

**Y.Bertoncini et S.Andoura dans le Huffington Post :
"'L'Europe' et ses 'élargissements': stop ou encore?"**

le 30 Juin 2013

Article par Yves Bertoncini et Sami Andoura



Yves Bertoncini, notre directeur et Sami Andoura, chercheur à Notre Europe - Institut Jacques Delors, signent dans le Huffington post un article intitulé "[L'Europe](#)" et ses "élargissements": stop ou encore?" publié le 28 juin 2013.

"L'Europe" et ses "élargissements": stop ou encore?

Publication: 29/06/2013 06h00

Par Yves Bertoncini et Sami Andoura, Directeur et Senior Research Fellow / Notre Europe - Institut Jacques Delors

L'adhésion de la Croatie à [l'Union européenne](#) (UE) et l'entrée annoncée de la Lettonie dans la zone euro redonnent un peu de vigueur au débat européen sur "l'élargissement" et fournit l'occasion de quelques utiles rappels à la fois civiques, diplomatiques et politiques.

1. Les "élargissements" confirment que "l'Europe" demeure attractive, malgré la crise

La volonté d'adhésion de pays comme la Croatie et la Lettonie confirme tout d'abord que, si la crise européenne en cours a indubitablement affaibli l'image de "l'Europe" auprès de ses citoyens et à l'extérieur, "l'Europe" demeure un authentique pôle d'attraction.

Cinq pays sont actuellement considérés par les autorités européennes comme "candidats" à l'adhésion à l'UE : la Macédoine, le Monténégro, la Serbie, l'Islande et la Turquie, les négociations n'étant à ce stade ouvertes qu'avec les deux derniers. Trois autres sont considérés comme "candidats potentiels", l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo. Pour ces pays, l'UE conserve un énorme attrait en tant qu'espace de réconciliation et de stabilité d'abord, comme espace d'échanges économiques également, enfin comme espace historique et géographique incarnant la "famille européenne" aux yeux du monde, et à laquelle il est logique d'appartenir. Seuls des pays aussi périphériques que l'Islande et la Turquie semblent désormais plus réservés quant à la perspective d'aboutir à une adhésion pleine et entière à l'UE, qui demeure en revanche particulièrement mobilisatrice pour les pays de l'Europe du Sud-Est.

La volonté lettonne de rejoindre la "zone euro" traduit une réalité politique du même type : face à une crise financière de dimension mondiale et à des stratégies d'investissement et attaques spéculatives tout aussi globales, l'appartenance à l'union monétaire constitue un point d'ancrage bienvenu d'un point de vue économique et politique. Il faudra naturellement que les tensions liées à la gestion de la crise de la zone euro s'apaisent davantage pour que d'autres pays puissent s'engager sur le chemin de la Lettonie - la Lituanie étant sur les rangs à l'horizon 2015. Pour autant, il est concevable que les citoyens de ces pays pourront faire un calcul

comparable à celui récemment opéré par les Européens déjà membres de la zone euro, tous très conscients des avantages d'appartenir à une union monétaire et très majoritairement opposés à un hypothétique retour à leur monnaie nationale.

2. La politique d'élargissement est l'un des principaux outils de la politique étrangère de l'UE

L'adhésion à l'UE de la Croatie rappelle également que la politique d'élargissement est l'un des principaux outils de l'introuvable "politique étrangère et de sécurité", si difficile à faire émerger sur d'autres enjeux. Cette politique a d'ores et déjà permis à l'UE de contribuer à la stabilité et au développement économique de nombre de ses voisins, notamment en Europe centrale. Elle a d'abord pour but de faire entrer l'Europe chez ses voisins, avant que ce ne soit l'inverse, et est à ce titre un vecteur d'influence-clé pour l'UE.

La Croatie a ainsi dû consentir d'intenses efforts tout au long de ses négociations d'adhésion afin de respecter les conditions juridiques, économiques et politiques requises, et être ainsi en mesure de rejoindre l'UE près de dix ans après son voisin slovène. Des efforts comparables ont été engagés par la Serbie, qui a par exemple été conduite à conclure récemment un accord avec le Kosovo dans l'espoir d'obtenir l'ouverture de telles négociations. De même, c'est la perspective d'une adhésion à l'UE qui a conduit les pays de l'ex-Yougoslavie à livrer la quasi-intégralité de leurs criminels de guerre présumés au Tribunal pénal international de La Haye, et donc à créer les conditions d'une réconciliation durable dans cette région.

À l'inverse, l'influence de l'UE vis-à-vis de la Turquie semble avoir décliné en proportion des difficultés et attermoissements entourant les négociations ouvertes avec ce pays - d'où la décision récente de les relancer. Si la perspective d'adhésion ne saurait certes constituer l'unique instrument de la politique européenne de "bon voisinage" qu'il s'agit de développer au niveau du continent tout entier, il est donc plus que jamais utile de souligner qu'elle n'a pas encore épuisé toutes ses vertus politiques.

3. La stratégie d'élargissement de l'UE doit être réajustée sur plusieurs points

La stratégie européenne d'élargissement sera d'autant plus efficace et légitime qu'elle sera ajustée d'un point de vue juridique, social et politique.

Ajustement juridique d'abord, dès lors que, pour des raisons diverses, la situation de pays comme la Bulgarie, Chypre, la Grèce, la Hongrie et la Roumanie suscite d'intenses controverses, au point de nourrir un questionnement sur le "voile d'insouciance" qui a parfois pu recouvrir les précédentes vagues d'adhésion. Il s'agit donc désormais d'assortir la stratégie d'élargissement d'un contrôle extrêmement strict du respect des conditions liées aux adhésions au moment des négociations autant qu'après leur conclusion ; cette exigence vaut pour les adhésions à l'UE et à la zone euro tout comme à l'espace Schengen ; elle pourra paraître un peu injuste pour les nouveaux pays candidats, mais c'est le prix à payer pour garantir la cohésion et la solidité des "clubs" qu'ils entendent rejoindre.

La stratégie d'élargissement doit également être ajustée d'un point de vue social, dès lors que l'Europe n'est pas seulement un lieu de réconciliation, mais aussi un espace de délocalisations, aussi limitées dans leur ampleur que coûteuses pour leurs victimes et pour l'image de l'UE. Il convient dès lors d'organiser une prise en charge européenne claire et explicite des Européens qui pourraient pâtir des prochaines adhésions, quand bien même leur impact sera réduit (le PIB de la Croatie représente ainsi 0,3 % du PIB total de l'UE). Si l'entrée de l'Espagne et du Portugal a donné lieu à la mise en place de Programmes intégrés méditerranéens, rien de comparable n'a été établi à l'occasion du "grand élargissement" de 2004. Il est essentiel, à la fois symboliquement et concrètement, que de telles "dépenses d'ajustement" soient prévues dans la perspective de l'adhésion des pays de l'ex-Yougoslavie, et impératif qu'une application érigée du principe de subsidiarité en matière sociale ne fasse pas obstacle à un tel accompagnement.

La stratégie d'élargissement doit enfin être ajustée d'un point de vue politique, ce qui suppose de tenir un discours clair sur les nouvelles frontières de "l'Europe" afin d'éviter l'impression d'une fuite en avant sans limites. Pour l'UE, cela doit conduire à clarifier rapidement le statut

de l'ensemble de nos voisins, qui ne sont pas tous destinés à la rejoindre, notamment en Europe orientale. Pour la zone euro, qui a théoriquement vocation à accueillir la quasi-totalité des pays de l'UE (sauf les deux ayant négocié des clauses d'exemption), il s'agit de préciser à quelles conditions et à quels rythmes de nouvelles adhésions pourraient être envisagées, à la lumière des enseignements de la crise en cours.

C'est sur de telles bases politiques que les autorités européennes pourront le plus aisément entretenir les dynamiques interne et externe en matière d'élargissement, aussi bien au niveau de l'UE qu'à celui de la zone euro. Tout comme c'est en envisageant ces élargissements à cette double échelle qu'elles pourront le mieux concilier élargissement et approfondissement de l'intégration européenne à court et moyen termes.

Yves Bertoncini cité dans l'article "L'Europe démocratique se muscle" du magazine Paris-Berlin

le 10 Juillet 2013 à 10:28

Mention par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, est cité dans l'article "L'Europe démocratique se muscle" du magazine Paris-Berlin de juin 2013.

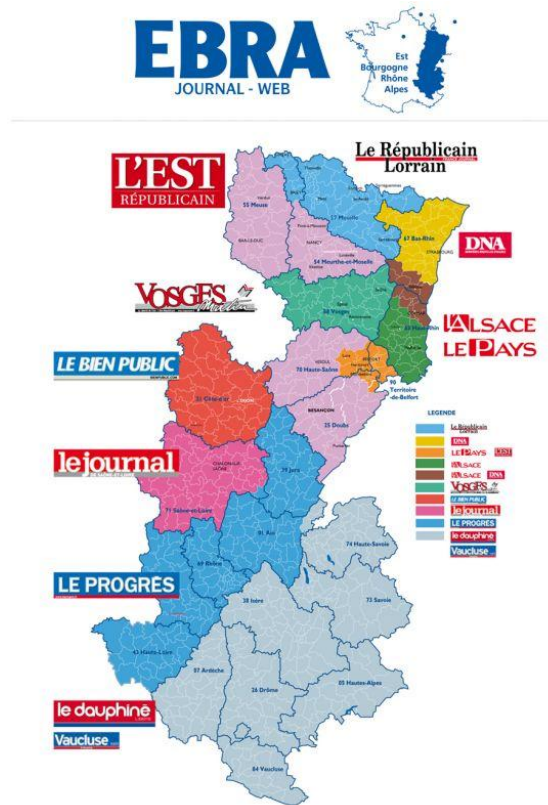
Extraits:

"Il serait utile de souligner davantage les clivages entre les partis politiques car ils structurent en partie la gouvernance de la zone euro".

Yves Bertoncini cité dans les DNA et d'autres titres de la presse régionale française à propos de la situation de l'Italie

le 22 Juillet 2013 à 12:32

Mention par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, est cité dans plusieurs titres de la presse régionale française du groupe Ebra (Le Dauphiné Libéré, Le Progrès, Le bien public, les DNA, L'Est Républicain, Le Républicain Lorrain et l'Alsace), dans un article publié le 22 juillet 2013 intitulé "Crise de foi politique en Italie".

Y.Bertoncini et V.Kreilinger dans le Huffington Post "Au-delà de la Troïka : quels clivages et quels visages pour l'UE?"

le 29 Juillet 2013 à 14:57

Article par Yves Bertoncini et Valentin Kreilinger



Yves Bertoncini et Valentin Kreilinger signent ce mot dans le Huffington Post: "Au-delà de la Troïka: quels clivages et quels visages pour l'UE?" publié le 26 juillet 2013.

Au-delà de la Troïka: quels clivages et quels visages pour l'UE?

Publication: 27/07/2013 06h49

[Les interventions](#) de la Troïka [en Grèce](#), en Irlande, au Portugal et à [Chypre](#) ont engendré des dommages politiques durables pour l'image de l'Union européenne, qu'il convient de réparer ou de compenser. Cela implique de promouvoir un jeu politique européen structuré de manière plus visible, sur des bases démocratiques classiques, c'est-à-dire sur une confrontation entre des logiques nationales et partisans.

La crise de la zone euro a suscité un intense débat démocratique dans l'UE

Composée d'experts du FMI, de la Commission et de la BCE, la Troïka symbolise l'exercice de pouvoirs très importants par des acteurs technocratiques, faisant ainsi parfaitement écho à la critique traditionnelle du "déficit démocratique" de l'UE. L'émergence de cette nouvelle instance ne doit pas seulement conduire à mieux apprécier la nature et l'étendue réelle des compétences de l'UE vis-à-vis de ses États membres, mais également à identifier plus clairement la manière dont l'UE prend ses décisions et sur quelle légitimité elles se fondent.

Sur ce second point, il est frappant de constater que la crise de la zone euro a suscité d'intenses débats, sans précédent, dans toute l'Europe, ce qui renforce naturellement la légitimité des décisions de l'UE, même si cela la rend moins efficace et moins populaire. De tels débats prennent en effet du temps et compliquent l'adoption des décisions par les autorités nationales et européennes. Ils ont également conduit à prendre des décisions considérées comme insatisfaisantes, par exemple concernant l'équilibre austérité-croissance. Mais ces débats participent aussi de la nature démocratique de la prise de décision européenne et révèlent de véritables clivages politiques, qu'il convient de mieux analyser.

Dans cette perspective, il est intéressant de constater que le clivage politique réellement nouveau qui a émergé de cette crise n'est pas celui opposant les experts européens et

internationaux aux peuples, mais plutôt les peuples d'Europe entre eux. Promouvoir l'image d'une "Europe de Bruxelles" ou d'une "Troïka venue d'ailleurs" n'ayant aucun lien avec les citoyens, et qui agiraient successivement contre tous les peuples européens, semble traduire un réflexe de nature idéologique. Un examen plus attentif des réalités politiques montre que les décisions de l'UE sont façonnées par les positions exprimées par les citoyens des pays européens, qui sont parfois profondément divisés sur la voie à suivre, divisions qui apparaissent aussi bien au sein des pays qu'entre eux.

L'équation à l'œuvre pendant cette crise n'est donc pas "Bruxelles contre le peuple", mais plutôt "les Allemands contre les Grecs", ou d'autres variations sur le même thème, pour le meilleur et pour le pire. La portée explicative de ces dernières est en tous cas bien plus grande que celle du clivage classique "Bruxelles contre le peuple". Cette situation étant cependant potentiellement dangereuse pour la construction européenne, il est vital de promouvoir un débat organisé de manière plus visible sur des fondements politiques classiques, à savoir sur une confrontation nationale et partisane, comme alternative aux clivages "peuple-élite" ou "peuple-peuple".

Les clivages entre États membres devraient être rendus plus visibles

Les antagonismes entre États membres ont souvent été mentionnés au cours des derniers mois, notamment lors de la succession de réunions du Conseil européen ou de sommets de la zone euro consacrés à la résolution de la crise, qui ont fait l'objet d'une forte couverture médiatique.

Rendre ces clivages politiques plus visibles aiderait les citoyens à comprendre les raisons sous-tendant les différentes positions des États membres. La *commedia del arte* pratiquée à l'occasion des réunions du Conseil européen a au moins le mérite d'illustrer les défis en jeu. Elle peut aussi rendre les citoyens plus conscients de la possibilité d'exprimer leurs préférences européennes lors des scrutins nationaux, dès lors que les élections nationales changent la composition des institutions intergouvernementales de l'UE. Actuellement, 12 chefs d'État ou de gouvernement appartiennent au [PPE](#) (Parti Populaire Européen, droite), 12 au [PSE](#) (Parti Socialiste Européen, gauche), 2 à l'[ECR](#) (Conservateur et réformistes européens, droite souverainiste) et 2 à l'[ADLE](#) (Alliance des Démocrates et Libéraux pour l'Europe, centre): la situation était assez différente au cœur de la crise (à l'automne 2011) avec 16 États membres dirigés par le PPE et 4 seulement par le PSE.

Lors des réunions du Conseil européen, les responsables européens ont une double casquette, nationale et partisane. Avant le Conseil européen de juin 2012, le Premier ministre espagnol Rajoy s'est rallié au Président français Hollande et au Premier ministre italien Monti et n'a donc pas placé "le parti avant le pays", sinon, il aurait dû forger une alliance de centre-droit avec la Chancelière allemande Merkel. Coiffés de leur casquette nationale, les responsables politiques clament souvent qu'ils représentent leur pays et ont le "peuple" derrière eux. En parallèle, le système partisan européen s'est progressivement davantage intégré, au point que le PSE, le PPE et d'autres partis organisent des pré-sommets de "leurs" responsables.

La situation n'est pas suffisamment transparente s'agissant du fonctionnement du Conseil des ministres, même si ses votes sont maintenant rendus publics par son Secrétariat général. Concernant le vote relatif au projet de budget 2013 de l'UE, on constate par exemple que trois États membres y étaient opposés et ont voté contre. Sur une longue période, il est aussi possible de relever que le Royaume-Uni se trouve souvent en minorité, contrairement à la France et à la Lituanie, pour qui cela est exceptionnel. Toutefois, la transparence pourrait être renforcée dans les cas où le Conseil agit comme législateur: en effet, elle ne s'applique pas aux actes législatifs qui ne sont pas adoptés, tandis que le processus de décision au sein du Conseil lui-même reste largement opaque (négociations intergouvernementales et documents informels). Plus de transparence permettrait de mettre davantage de visages et de drapeaux sur les discussions politiques très intenses qui se déroulent dans le bâtiment Justus Lipsius lorsque les chefs d'État ou de gouvernement ont quitté les lieux.

Les clivages au sein du Parlement européen méritent aussi davantage d'attention

Le Parlement européen constitue l'autre institution au sein de laquelle les citoyens européens peuvent mettre plus facilement des visages sur des clivages. Le niveau de cohésion des groupes politiques européens atteint en effet un niveau de 90% (contre 80% pour les parlements nationaux), ce qui souligne la primauté des lignes partisans (voir le site [VoteWatch Europe](#)).

Les majorités ne sont bien entendu par les mêmes selon les différents domaines: récemment, le PPE s'est retrouvé dans la position du groupe politique faisant basculer l'équilibre des forces et remportant le plus de votes. Dans le domaine des libertés civiles, les députés ADLE votent souvent avec le centre-gauche, sur les questions commerciales ou de gouvernance économique, ils votent avec le centre-droit, comme cela a été le cas pour le Six-Pack. L'analyse de certains votes indique également qu'une délégation nationale peut parfois ne pas suivre la ligne de son groupe politique européen, comme cela a été récemment le cas sur la question du lancement des négociations du accord de libre-échange UE-USA, puisque la majorité des députés français "Socialistes et démocrates" (le groupe parlementaire du parti socialiste européen) se sont abstenus.

Ces clivages partisans devraient être de plus en plus mis en exergue à l'approche des élections européennes de mai 2014, qui seront l'objet d'une confrontation démocratique entre toutes les forces politiques de l'UE. Il sera éclairant pour les citoyens de confronter les députés sortants et les autres candidats aux élections aux votes de la législature 2009-2014. Outre les "manifestes" des partis, les candidats s'affrontant pour la présidence de la Commission (par le biais de débats et d'auditions) pourront aussi offrir aux électeurs européens des "visages incarnant des clivages", aiguillant ainsi leur prise de conscience que leurs votes lors de ces élections pourront conduire à des majorités diverses, et donc à des choix politiques différents.

L'affirmation de ces clivages nationaux et partisans permettra de mieux souligner que le débat sur les décisions de l'UE est plus ouvert qu'il n'y paraît. C'est aussi une bonne manière de rappeler que les critiques de ces décisions ne doivent pas les considérer comme "anti-démocratiques", mais plutôt se mobiliser pour modifier l'équilibre des forces aux élections européennes et nationales, puis respecter ensuite le résultat des votes.

Yves Bertoncini interviewé dans la presse régionale française « Il y aura une poussée eurosceptique mais... »

le 12 Août 2013 à 09:59

Entretien par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, est interviewé dans plusieurs titres de la presse régionale française du groupe Ebra (Le Dauphiné Libéré, Le Progrès, Le bien public, les DNA, L'Est Républicain, Le Républicain Lorrain et l'Alsace), dans un article publié le lundi 12

Aout 2013 sur la situation politique de la zone euro.

Yves Bertoncini cité par Euractiv : " Quand les socialistes imaginent un Parlement européen de gauche "

le 27 Août 2013 à 11:46

Mention par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, est cité par Euractiv.fr dans l'article "[Quand les socialistes imaginent un Parlement européen de gauche](http://www.euractiv.fr/autres/quand-les-socialistes-imaginent-un-parlement-europeen-de-gauche-20123.html)" suite à son intervention lors de l'université d'été du PS le 24 août 2013.

Extraits:

Pour Yves Bertoncini, directeur du think-tank Notre Europe-Jacques Delors, une étape majeure pourrait être de permettre au parlement de proposer des directives, un pouvoir aujourd'hui réservé à la commission. "C'est le seul parlement au monde à ne pas avoir ce droit !" observe le spécialiste.

Source : <http://www.euractiv.fr/autres/quand-les-socialistes-imaginent-un-parlement-europeen-de-gauche-20123.html>

Copyright © EurActiv.fr

Yves Bertoncini dans l'Alsace
"L'Union européenne pourrait compter 35 membres"

le 04 Septembre 2013 à 10:58

Entretien par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, a accordé une interview à [l'Alsace](#), à l'occasion de la célébration des 50 ans de la mort de Robert Schuman, le 4 septembre 2013.

Yves Bertoncini, 43 ans, est le directeur de « Notre Europe - Institut Jacques Delors ». Cet Institut de recherche européen a été fondé par Jacques Delors, homme politique français, défenseur de l'Europe, en 1996.

Est-ce que l'idéal [le rêve] des pères fondateurs, quand ils ont imaginé cette union, a été respecté ?

Oui, si l'on s'en tient à leur objectif principal : organiser la réconciliation entre les pays européens. Ils voulaient arrêter le cycle infini des guerres sur notre continent, notamment entre la France et l'Allemagne. Un conflit militaire entre pays de l'UE est devenu presque impossible. Le Prix Nobel de la Paix, décerné à l'Union européenne l'an dernier, a d'ailleurs célébré une telle prouesse [exploit].

L'Union européenne rassemble 28 pays. Jusqu'à combien ira-t-elle ?

Les 6 pays de l'Europe du Sud-Est (Serbie, Monténégro, Bosnie, Kosovo, Albanie, Macédoine) ont tous vocation [sont destinés] à adhérer, comme vient de le faire la Croatie. Il faut ajouter la Turquie, qui négocie son adhésion depuis 2005. On peut aussi imaginer que les pays de l'espace économique européen (Islande, Norvège, Liechtenstein) pourraient un jour rejoindre l'UE. Au total, l'UE pourrait donc compter environ 35 pays membres d'ici 2030.

Peut-on imaginer que la Russie en fasse partie un jour ?

La Russie est une grande puissance eurasiatique [située sur l'Europe et l'Asie].

Mais son histoire, sa géographie et sa taille ne sont pas favorables à ce qu'elle fasse partie de l'UE.

Ses gouvernants et son peuple n'ont d'ailleurs jamais exprimé de souhait en ce sens.

Nos lecteurs seront des citoyens européens de demain. Avez-vous un message à leur transmettre ?

Je les encourage à s'intéresser à l'UE, comme espace de voyages, d'échanges et de découvertes, mais aussi comme niveau de pouvoir.

Tout ne doit pas être décidé au niveau européen mais, sur d'importants sujets (environnement, énergie, finance, transports, agriculture, pêche...), c'est à ce niveau-là qu'il est plus efficace d'agir.

De même, dans les relations avec les autres pays, « l'union fait la force » dans un monde où l'Europe devient plus petite et plus vieille.

Les décisions de l'UE ne tombent pas du ciel : c'est en s'adressant davantage aux députés et gouvernements de l'UE, notamment au moment des élections, que les citoyens européens, jeunes et moins jeunes, pourront orienter les décisions dans le sens qu'ils souhaitent.

Yves Bertoncini dans La Croix à propos des élections allemandes

le 20 Septembre 2013 à 16:37

Mention par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, est interviewé dans le journal La Croix quelques jours avant les élections allemandes, le 19 septembre 2013.

Extrait: « Il y a eu un effet d'apprentissage, on sait davantage ce qui se passe chez nos voisins, et il en restera quelque chose à l'avenir, commente Yves Bertoncini, directeur de Notre Europe-Institut Jacques Delors. Moi-même j'ai appris des choses, je n'avais jamais vu un premier ministre grec prêter serment devant les prêtres orthodoxes ! »

Yves Bertoncini sur Public Sénat pour analyser le résultat des élections législatives allemandes

le 25 Septembre 2013 à 17:02

Emission par Yves Bertoncini



Notre Directeur Yves Bertoncini était l'invité du Journal de 19h de Public Sénat lundi 23 septembre 2013 afin d'analyser le résultat des élections législatives allemandes, aux côtés de la Sénatrice Fabienne Keller

Yves Bertoncini dans France Soir à propos du budget européen

le 04 Octobre 2013 à 17:52

Entretien par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini notre directeur est interviewé dans France Soir à propos du budget européen dans un dossier spécial publié le 4 octobre 2013.

Yves Bertoncini dans le Taurillon "Citoyens européens car citoyens du monde ?"

le 14 Octobre 2013 à 16:00

Article par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, signe dans le Taurillon un article intitulé "[Citoyens européens car citoyens du monde ?](#)" dans lequel il s'efforce d'identifier les principales voies à suivre pour rendre l'Europe plus "citoyenne".

Cet article est directement inspiré de son intervention le 12 octobre 2013 lors des "journées de Bruxelles" organisées par le Nouvel Observateur.

Citoyens européens car citoyens du monde ?

lundi 14 octobre 2013, par [Yves Bertoncini](#)

Les 10, 11 et 12 octobre 2013, le Nouvel Observateur organisait les « Journées de Bruxelles » avec pour mot d'ordre « Ré-inventer l'Europe » et pour hashtag #MonEurope. Tribune d'Yves Bertoncini, un des intervenants de cet événement.



Auteurs

- [Yves Bertoncini](#)



Directeur de Notre Europe - Institut Jacques Delors

[Notre-Europe.eu](#)

Mots-clés

- [Citoyenneté](#)

S'il est entendu que la construction européenne doit sortir définitivement du despotisme éclairé, plusieurs voies doivent être combinées pour la rendre plus « citoyenne » - pas forcément les plus souvent empruntées jusqu'à lors.

Premier impératif, quasi psychologique : admettre plus volontiers que, même si elles sont hautement critiquables, les décisions du Conseil européen sont en prise directe avec les citoyens, comme l'a illustré la gestion de la crise de la zone euro. S'il est vrai que tenir compte des citoyens de tel ou tel Etat membre ne saurait suffire à dégager un intérêt général européen, cela ne signifie pas que les décisions du Conseil européen sont déconnectées des réalités citoyennes. La BCE a récemment pu agir de manière rapide et efficace car ses

membres ne représentent pas les citoyens ; si le Conseil européen a souvent agi « trop peu, trop tard », c'est à l'inverse parce que les chefs d'Etat et de gouvernement ont dû tenir compte des attentes contradictoires de leurs citoyens. Le clivage à l'œuvre au cours des dernières années n'est pas d'abord le clivage classique « élite contre citoyens » mais, malheureusement, un clivage « citoyens contre citoyens » - par exemple « les Allemands contre les Grecs »... Le déficit de popularité actuel de l'UE n'est donc pas nécessairement synonyme de déficit démocratique ou de déficit civique.

Donner plus de pouvoirs aux citoyens ou à leurs représentants (hors Conseil européen) n'en demeure pas moins nécessaire. Rôle décisionnel accru pour les parlementaires européens, que nous sommes tous appelés à renouveler en mai 2014, lors d'une élection qui doit mettre des visages sur des clivages. Renforcement des pouvoirs de contrôle des parlementaires nationaux vis-à-vis de leurs gouvernements et au niveau communautaire. Simplification et multiplication des « initiatives citoyennes européennes ». Transparence du Conseil afin de renforcer le pouvoir de contrôle des observateurs et des médias... Enfin et surtout, recours régulier à des enquêtes d'opinion pan-européennes avant chaque grande décision de l'UE, dès lors que les sondages constituent le plus court chemin vers les citoyens dans nos « démocraties d'opinion ». Les « eurobaromètres », ces enquêtes d'opinion semestrielles, globales et trop peu connues, ne suffisent plus : demandons à l'UE des « euro-thermomètres », qui permettent aux autorités nationales et bruxelloises de mieux savoir ce que pensent les citoyens, mais aussi à ces derniers de mesurer ce qui nous rassemble et ce qui nous sépare, selon les sujets, sur la voie des compromis patiemment façonnés à Bruxelles et dans les capitales.

La volonté d'« agir concrètement dans la vie quotidienne des Européens » est l'autre voie souvent invoquée pour rapprocher l'UE de ses citoyens. Il est de fait utile que l'UE démontre qu'elle peut intervenir très directement dans nos vies, et pas seulement dans celles des agriculteurs et des pêcheurs. Mais est-il bien certain qu'une telle voie soit si féconde vis-à-vis de citoyens « unis dans la subsidiarité », et qui trouvent pour beaucoup que l'UE a été très intrusive ces dernières années, soit pour leur demander d'aider leurs voisins, soit pour leur imposer des réformes drastiques ? Ne serait-il pas plus avisé de rappeler aussi parfois que l'essentiel se joue globalement au niveau national (voire régional), notamment en matière de croissance et d'emplois, et que cela explique par exemple que le taux de chômage varie du simple au double entre Allemagne et France, alors que ces deux pays sont membres du même marché unique et de la même union monétaire ? Attention en tout cas, sous couvert d'illustrer le rôle de l'UE, à ne pas communier avec les « europhobes » dans l'idée que tout se passe à Bruxelles (que ce soit en bien ou en mal...).

Face aux limites des « réalisations concrètes » de l'UE, la voie royale ne consisterait-elle pas à s'adresser à l'imaginaire, aux sentiments et même aux peurs des Européens, sans laisser aux europhobes le monopole d'un tel registre ? C'est parce que les Pères fondateurs avaient peur que leurs pays revanchards ne s'entredéchirent à nouveau qu'ils ont lancé la construction européenne, sous la menace de Staline. C'est parce que la réunification allemande angoissait ses voisins que la monnaie unique a pu être établie ; et c'est parce qu'ils pressentent qu'un retour aux monnaies nationales les affaiblirait que les citoyens des pays de la zone euro souhaitent tous majoritairement continuer à en faire partie. Retrait programmé des Etats-Unis, ombre portée de la Russie, concurrence des pays émergents, instabilité des pays du voisinage : les autres sujets d'inquiétude ne manquent pas dans une Europe qui vieillit et qui rétrécit. L'horizon de la construction européenne était la réconciliation, et donc la protection contre la guerre, qu'il faut valoriser comme un trésor inestimable. Le grand horizon du projet européen est désormais la mondialisation, dans laquelle l'union fait la force afin de promouvoir les valeurs et les intérêts des Européens, que rassemble un modèle de développement combinant comme aucun autre des objectifs d'efficacité économique, de cohésion sociale et de préoccupation environnementale, dans un cadre démocratique.

Vaste programme certes, dont doivent découler des actes concrets : mais c'est sans doute désormais parce qu'ils regarderont davantage le monde ensemble que les citoyens de l'UE pourront devenir un peu plus « citoyens européens ».

Voir en ligne : [Le programme des « journées de Bruxelles »](#)

Yves Bertoncini interviewé par 20 minutes sur le possible élargissement de l'UE

le 04 Novembre 2013 à 11:07

Entretien par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, est interviewé par le journal 20 minutes sur le possible élargissement de l'UE, le 31 octobre 2013: [L'Europe peut-elle encore s'élargir?](#)

EUROPE - L'Union européenne fête ses 20 ans vendredi...

Nous sommes maintenant 28. Depuis le 1er juillet, [depuis l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne](#) (UE). En vingt ans, la taille de l'Europe a plus que doublé. Mais cet élargissement va-t-il se poursuivre? Huit pays le souhaiteraient, puisqu'ils sont déjà en négociations. A commencer par ceux de l'espace balkanique, comme la Serbie, le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine ou encore l'Albanie, pour lesquels **«il existe un relatif consensus. Ils ont déjà fait des efforts. La Serbie par exemple a livré ses criminels de guerre»**, analyse Yves Bertoncini, directeur du centre de réflexions Notre Europe.

Le consensus est moins évident pour six autres pays, situés plus à l'Est, à savoir l'Ukraine, la Biélorussie, la Moldavie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et l'Arménie. «Ils sont sortis de l'Union soviétique, mais doivent-ils pour autant entrer dans l'Union européenne? La question fait débat», assure l'expert. Les discussions sont encore plus vives pour la Turquie, [bien que ce pays soit déjà en négociations](#).

Mais pour Yves Bertoncini, il faut absolument maintenir ces négociations, quelle qu'en soit l'issue. Car, en attendant que la Turquie entre ou non dans l'Europe, «c'est l'Europe qui entre en Turquie, puisque ce pays doit se plier à de nombreuses normes et valeurs européennes».

Suite à la crise, l'adhésion à l'UE est plus difficile

Pour adhérer à l'UE, la route est en effet très longue. Et [depuis la crise de 2008](#), elle est encore plus périlleuse. **«En théorie, les conditions sont les mêmes, mais en pratique, elles sont appliquées bien plus sévèrement. Je ne suis pas sûr que la Grèce entrerait dans l'union monétaire aujourd'hui. A l'inverse, je pense que la Roumanie et la Bulgarie auraient été bien plus facilement acceptés dans l'espace Schengen il y a 10 ans», avance le directeur.**

Mais un nouvel élargissement est-il réellement souhaitable? Et la crise n'a-t-elle pas mis un frein à l'ambition de l'Europe en la matière? **«Certains pays sont effectivement fatigués par cette idée, mais d'un point de vue diplomatique, la seule façon de peser sur la scène internationale est de poursuivre cet élargissement. De plus, treize pays sont prêts à consentir de nombreux efforts pour nous rejoindre, il faut le prendre en compte.»**

L'expert est plus mesuré concernant l'agrandissement de la zone euro. Si la Lettonie et la Lituanie la rejoindront en 2014 et en 2015, l'élargissement devrait être limité dans les prochaines années. Contrairement à celui de l'UE: **«Nous sommes 28 et nous pourrions facilement, d'ici à 2025, être 35 voire 40 pays», pronostique Yves Bertoncini.**

Yves Bertoncini cité par l'Alsace au sujet des élections européennes

le 15 Novembre 2013 à 10:18

Mention par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, est cité par le journal l'Alsace au sujet des élections européennes dans un [article](#) publié le 13 novembre 2013.

Extrait:

Tous les sondages actuels annoncent le triomphe des europhobes. Mais le directeur de Notre Europe-Institut Jacques Delors tempère ces prévisions : « Oui, il y aura une poussée eurosceptique », nous déclarait-il récemment. Mais ces forces, en progression dans la plupart des pays, « resteront minoritaires au Parlement ». Dans tous les cas, insiste Yves Bertoncini, « elles ne seront pas de nature à bloquer le système ».

**Yves Bertoncini dans la Dépêche du midi :
"Albi. Huit débats pour bâtir l'Europe de demain"**

le 03 Décembre 2013 à 15:06

Mention par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, est cité par la Dépêche du midi dans un article intitulé "[Albi. huit débats pour bâtir l'Europe de demain](#)" à l'occasion du lancement du cycle de conférence "Droit d'inventaire, droit d'inventer" organisé le 25 novembre 2013 avec le Mouvement européen - France.

Albi. Huit débats pour bâtir l'Europe de demain

Publié le 19/11/2013 à 03:50, Mis à jour le 19/11/2013 à 08:13

concertation



Les membres du mouvement européen Tarn/ Photo DDM, J-M Lamboley.

Les bénévoles du Mouvement européen France du Tarn ouvriront le feu, lundi prochain, dès 18 heures, dans l'amphi de la CCI-Maison de l'économie à Cantepau. Ils organisent le premier des huit débats qui se tiendront en France pour les élections européennes. L'objectif étant que tout le monde participe et s'exprime sur les thèmes choisis de l'emploi et de la mondialisation, et plus largement sur l'Europe, la mal-aimée. «Il faut que les gens se sentent libres de venir s'exprimer. Ces mêmes personnes seront celles qui voteront pour les élections européennes en mai 2014, confie Anne Laperrouze, la présidente du mouvement tarnais apolitique. Nous ne sommes pas là pour convaincre mais pour écouter, rassembler et servir de relais. Il faut que l'Europe soit forte et soudée pour faire face aux enjeux de la mondialisation». L'autre objectif est de toucher les jeunes, les étudiants de la fac, de l'école des Mines, «car l'Europe qui se construit, c'est pour eux !» Le débat, ouvert à tous et gratuit, sera introduit par Daniel Eclache, chef d'entreprise et président du Medef Tarn, Jean-Louis Hormière, le président de la chambre de Métiers, Antoine Jankowski, le consul honoraire de Pologne, Me Jean-Pierre Spitzer, avocat, spécialiste du droit européen et des affaires, ancien conseiller technique au cabinet du ministre des affaires européennes (1983) et Yves Bertoncini, directeur de l'institut Jacques Delors. Des représentants d'associations, de syndicats, de conseils de quartier, des élus, ont également été invités. «Il faut que le plus grand nombre de citoyens s'investisse dans les débats préalables aux élections des députés européens, le 25 mai 2014. Il faut qu'ils portent aux urnes, leurs choix, leurs envies», conclut Anne Laperrouze.

P S.

" Elections européennes: en avant, toute ! ": la déclaration finale de notre CEO 2013 dans le Figaro:

le 09 Décembre 2013 à 11:50

Article par Comité Européen d'Orientation/European Steering Committee, Jacques Delors, Pascal Lamy, António Vitorino et Yves Bertoncini



La déclaration de notre Comité Européen d'Orientation ([CEO](#)) adoptée à l'issue des débats du 30 novembre 2013, a été publiée dans le Figaro le 6 décembre 2013 sous le titre: " Elections européennes: en avant, toute ! ".

Les analyses d'Y.Bertoncini et V. Kreiling sur les élections européennes citées par les Echos

le 13 Décembre 2013 à 15:16

Mention par Yves Bertoncini et Valentin Kreiling



Les analyses d'Yves Bertoncini, notre directeur, et Valentin Kreiling, chercheur, issues de leurs travaux sur les élections européennes, sont citées par Les Echos dans un article publié le 13 décembre 2013: "[L'Europe sera-t-elle gouvernable dans un an ?](#)"

INTERNATIONAL

INTERNATIONAL [ACTUALITÉS](#)

L'Europe sera-t-elle gouvernable dans un an ?

Par [Catherine Chatignoux](#) | 13/12 | 06:00



Patrick Hertzog/AFP

Ca passe ou ça casse ! Après s'être serré la ceinture pendant quatre ans, avoir perdu presque partout du pouvoir d'achat et souvent leur emploi, fait le gros dos en attendant que leurs gouvernements inconséquents mènent les réformes douloureuses qui s'imposent, les opinions publiques sont à bout. Elles attendent une reprise qui s'annonce, au mieux, faible et progressive. La zone euro n'est donc pas près de résorber le chômage, qui atteint plus de 12 % de la population active et près de 25 % des jeunes de moins de 25 ans. Si la croissance ne revient pas, combien de temps encore les populations déçues et appauvries accepteront-elles de faire confiance à leurs gouvernements et à l'Union européenne accusée d'impuissance ? D'autant qu'une ligne de fracture s'est clairement dessinée entre une Allemagne vertueuse, volontiers donneuse de leçons, encline à se replier sur elle-même, et des pays du Sud rincés par les politiques d'austérité et sans horizon. Les élections européennes vont inévitablement servir de défouloir à cette colère diffuse. Les analystes de Notre Europe évaluent à 25 % le score attendu des partis eurosceptiques aux élections européennes de mai. Jusqu'ici la vague populiste a été contenue dans les pays européens, mais elle a néanmoins enflé en Grèce, en Italie, en Finlande, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et en France. La crise a fragilisé les démocraties. Il suffirait d'un soulèvement populaire, ici, ou de l'explosion d'un parti populiste, là, pour déstabiliser un pays et déclencher un tsunami qui ferait à nouveau trembler la zone euro.

Yves Bertoncini cité dans Le Monde au sujet de l'Irlande

le 16 Décembre 2013 à 18:19

Mention par Yves Bertoncini

Le Monde

Yves Bertoncini, notre directeur, est cité dans le journal Le Monde au sujet de l'Irlande et de sa nouvelle situation économique, le 13 décembre 2013 dans un article intitulé "[Leçons à retenir du traitement de choc irlandais](#)".

Extrait:

Les « austériens », partisans de la rigueur, veulent y voir leur victoire sur les « dépensiers », les avocats de la relance budgétaire. Dimanche 15 décembre, l'Irlande devait sortir officiellement, après trois années de purge, du programme d'aide imposé par la Banque centrale européenne (BCE), la Commission européenne et le Fonds monétaire international (FMI).

L'ex-Tigre celtique a appliqué à la lettre les recommandations de cette « troïka » de bailleurs de fonds. Depuis 2008, il s'est infligé, à coup de coupes dans les dépenses de l'Etat-providence et de hausses d'impôts, un choc budgétaire de 28 milliards d'euros, retrouvant ainsi son indépendance financière.

En Grèce, au Portugal ou à Chypre, trois des autres pays européens sous assistance, ce succès fait rêver. « L'Irlande est un exemple », atteste une source européenne. Les résultats obtenus par Dublin sont la preuve que les efforts finissent par payer et que, « au bout d'un moment, la purge fait effet sur la compétitivité », commente Yves Bertoncini, directeur du think tank Notre Europe.

L'Irlande n'est pas la seule dans ce cas. Au Royaume-Uni, l'austérité semble aussi faire ses preuves. Au point que l'économie britannique distance peu à peu le reste de la zone euro. Sa croissance devrait avoisiner 2 % en 2014, contre 1,4 % pour l'union monétaire. Quant à l'Espagne, après des réformes et des coupes franches dans le budget de l'Etat, elle redevient compétitive et attire les constructeurs automobiles français et allemands.

**L'étude d'Y.Bertoncini sur l'impact des interventions de l'UE au niveau national dans
le Nouvel Obs**

le 17 Décembre 2013 à 10:21



[L'étude](#) d'Yves Bertoncini, notre directeur, parue en 2009 et portant sur l'impact des interventions de l'UE au niveau national, est mentionnée par le Nouvel Observateur dans un article de décembre 2013.

Y.Bertoncini et Eulalia Rubio dans le Huffington Post sur l'Union bancaire

le 23 Décembre 2013 à 14:23

Article par Yves Bertoncini et Eulalia Rubio



Yves Bertoncini, notre directeur et Eulalia Rubio, chercheur sénior, signent une [tribune](#) dans la version française du Huffington Post sur l'Union bancaire.

Union bancaire et fonds de résolution: une étape politique décisive

Publication: 20/12/2013 15h42

L'Europe a fait [un grand pas de plus vers l'union bancaire](#) à la faveur du Conseil européen des 19 et 20 décembre 2013. Après une quinzaine de jours de difficiles négociations, impliquant six réunions distinctes des ministres des Finances, les pays de l'UE ont en effet réussi à se mettre d'accord sur la création d'un régime de résolution bancaire commun pour la zone euro, comprenant un fonds unique de résolution bancaire.

Il faut d'abord souligner la dimension politique de cet accord, dès lors que le grand public a parfois tendance à percevoir "l'union bancaire" comme un projet de nature essentiellement technique loin de ses préoccupations ou, pire encore, qui bénéficie seulement les banques.

En réalité, la création d'une véritable union bancaire, dotée d'un volet préventif (contrôle et surveillance des banques) mais aussi d'un volet "curatif" (mutualisation des risques en cas de crises bancaires) nous concerne tous. D'une part parce que les banques seront mieux contrôlées sous l'égide de la Banque centrale européenne qu'elles ne l'ont semble-t-il été depuis Dublin, Nicosie ou encore Madrid... D'autre part parce qu'elles devront contribuer elles-mêmes à leur éventuel sauvetage, en lieu et place des contribuables, qui devront rembourser pendant des années les factures liées aux sauvetages récents. Enfin parce que la mise en place de l'union bancaire va contribuer à rapprocher les taux d'intérêts consentis aux entreprises et aux particuliers au sein de la zone euro, dès lors que les différentiels actuels conduisent à une concurrence inéquitable (les acteurs économiques ne peuvent durablement emprunter à 2% en Allemagne et à 6% au Portugal). La mise en place d'une union bancaire européenne a ainsi vocation à briser le cercle vicieux établi entre crises bancaires et crises des dettes souveraines : le sauvetage des banques nationales par les Etats accroît l'endettement de ces derniers, qui émettent des bons du trésor de qualité moindre achetés par les banques nationales, dont le bilan est fragilisé etc.

Suite à la décision déjà prise en juillet 2012 de mettre un mécanisme de supervision unique sous l'égide de la BCE, un accord européen vient donc d'intervenir afin de créer un fonds unique dédié au mécanisme de résolution bancaire - et non pas un réseau de fonds nationaux, comme le souhaitaient initialement les autorités allemandes. Financé par les banques, ce fonds sera mis en place de manière progressive à partir de Janvier 2016, jusqu'à atteindre entre 55 et 60 milliards d'euros à l'horizon 2025. La taille de ce fonds augmentera progressivement,

tout comme le degré de mutualisation des risques entre Etats membres : il sera d'abord composé de compartiments nationaux, qui fusionneront progressivement dans l'entité commune.

Autre point positif, celui du champ d'application de ce fonds. Alors que certains pays souhaitent limiter l'étendue du mécanisme unique de résolution aux 130 grandes banques placées sous la supervision directe de la BCE, l'accord prévoit que le mécanisme unique couvre directement ou indirectement toutes les banques de la zone euro. Ainsi, tandis que les autorités nationales prendront en charge la recapitalisation ou restructuration des banques de taille petite ou moyenne, le futur "conseil européen de résolution bancaire" pourra également intervenir s'il s'avère que la résolution d'une banque nécessite l'usage du fonds de résolution européen.

Deux éléments du récent accord européen soulèvent davantage d'inquiétudes : l'un concerne la gouvernance du nouveau mécanisme de résolution, l'autre le "filet de sécurité" mis en place pour le compléter.

Pour être crédible et efficace, un mécanisme de résolution bancaire doit être en mesure de prendre des décisions rapides et isolés de toute pression politique. Or, le système qui se dessine pour l'activation du fonds est assez complexe et risque d'être fortement politisé. Il est convenu qu'un "comité de résolution" composé des autorités nationales et d'une poignée de personnalités qualifiées indépendantes élabore des recommandations sur la façon de liquider ou de sauver une banque défaillante. Pour les décisions concernant de petites sommes, le comité pourra agir de manière rapide et autonome: il prendra des décisions en formation restreinte (seulement le président et les membres indépendants) et la décision entrera en vigueur en 24 heures à moins que la Commission soulève des objections (dans ce cas, la décision sera prise par le Conseil, statuant à la majorité simple). Mais pour le déblocage de sommes importantes, le comité de résolution prendra des décisions en formation plénière et sur la base d'une double majorité complexe (deux tiers des membres de la commission plénière, représentant au moins 50 pour cent des contributions des pays).

L'autre source d'inquiétude concerne le "filet de sécurité" qu'il convient de mettre en place. Un fonds de 50 ou 60 milliards d'euros ne paraît pas capable de faire face à une crise financière majeure : une fois constitué, il représentera en effet environ 0,2% du total des actifs bancaires de la zone euro, qui s'élèvent actuellement à environ 31 000 milliards d'euros. Pour que le fonds soit crédible, il est donc indispensable de l'épauler avec un filet de sécurité public : dans cette perspective, le Conseil Européen a pris une décision très importante, en s'accordant sur la création d'un filet de sécurité -sous forme peut-être de capacité d'emprunt - pour le cas où le fonds unique s'avèrerait insuffisant. Mais l'accord reste flou à ce stade quant au moment où ce filet de sécurité sera opérationnel, "au plus tard après dix ans"... Entretemps, ce seront les Etats qui joueront les pompiers, soutenus si besoin par le Mécanisme Européen de Stabilité et par les autres fonds de résolution nationaux.

Mécanisme de supervision unique, effectif courant 2014 ; mécanisme de résolution unique, désormais mis sur les rails, mais à consolider : les fondations de deux des piliers d'une véritable union bancaire ont aujourd'hui été posées, qu'il faudra compléter par des mécanismes européens de garantie des dépôts. Une nouvelle étape décisive vient d'être franchie par l'UE, mais la marche vers l'union bancaire sera encore longue. C'est sans doute à partir du moment où elle aura un impact positif plus net sur les dettes publiques, la croissance et l'emploi, qu'elle pourra bénéficier du soutien populaire plus large qu'elle mériterait d'ores et déjà.

Yves Bertoncini invité de France inter pour analyser les conclusions du Conseil européen

le 26 Décembre 2013 à 21:43

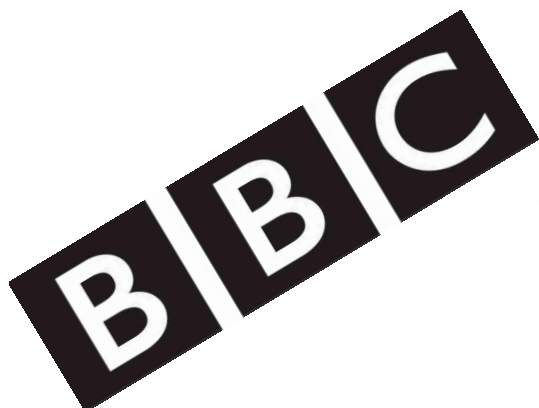
Emission par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, est l'invité de l'émission "l'interview éco" de France inter le samedi 21 décembre 2013 afin d'analyser les conclusions du Conseil européen des 19 et 20 décembre 2013, aux côtés du Président de la Fondation Schuman Jean-Dominique Giuliani.

Il évoque notamment les progrès de l'union bancaire, l'aide européenne aux réformes structurelles et les avancées de "l'Europe de la défense".

**Interventions médiatiques dans les autres pays de l'UE,
hors France**



Yves Bertoncini réagit au discours de David Cameron dans La Razon

le 24 Janvier 2013 à 10:23

Article par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, réagit au discours de David Cameron dans le journal espagnol [La Razon](#) dans une analyse intitulée "Estar o no estar" et publiée le 23 janvier 2013.

INTERNACIONAL

Estar o no estar

24 de enero de 2013. 02:08h **Yves Bertoncini.**

El discurso de David Cameron resulta paradójico porque ha dicho a la vez que es el interés de su país permanecer dentro de la Unión Europea, pero que va a organizar un referéndum sobre una posible salida. Para superarla aseguró que se propone modificar el modo en el que la UE funciona y que pretende renegociar las relaciones entre Reino Unido y Europa, por lo que pedirá a los votantes que ratifiquen el «Nuevo Acuerdo». Aunque también advirtió de que esta votación no tendrá lugar hasta dentro de tres o cuatro años puesto que la UE está inmersa en un proceso de transformación, por lo que necesita tiempo. Este discurso paradójico refleja sobre todo la debilidad del primer ministro, atrapado entre los parlamentarios euroescépticos e independentistas por una parte y los socios europeos, cuya paciencia podría haber llegado a un límite, por otro. Cameron se encuentra ante una situación difícil, pues a pesar de que Reino Unido no es miembro de la zona euro, su economía también atraviesa una grave crisis. Es más fácil para él hacer recaer la responsabilidad de la situación en Bruselas. Parece improbable que pueda apaciguar a los euroescépticos con otra cosa que no sea una salida pura y simple de la UE, que está contemplada en los tratados actuales. Aunque, ¿puede producirse un debilitamiento de los euroescépticos hacia 2016-17? Los socios europeos han expresado recientemente que están dispuestos a seguir adelante sin Reino Unido, pero ¿está éste preparado para abandonar la UE? Para tener éxito, Cameron necesitará reflexionar durante varios semestres sobre las competencias que desea que sean devueltas y eso no tiene por qué significar una salida pura y dura de la UE.

Yves Bertoncini sur ITVNEWS à propos du couple franco-allemand et de la Grande Bretagne

le 28 Janvier 2013 à 10:17

Emission par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, est interviewé par ITV News, chaîne d'informations britannique, dans un reportage consacré au couple franco-allemand en Europe, à l'occasion des 50 ans du Traité de l'Elysée, et de la place éventuelle de la Grande-Bretagne.



Yves Bertoncini cité dans la revue économique danoise "Raeson" au sujet de la politique fiscale européenne

le 12 Mars 2013 à 14:41

Mention par Yves Bertoncini

RÆSON

Editors' picks

Yves Bertoncini, notre directeur, répond aux questions de la revue économique internationale danoise Raeson, pour son édition de mars 2013, dans un article intitulé "[FORTIDENS FRANSKE SYNDER](#)" à propos de la politique fiscale européenne.

Yves Bertoncini sur BBC Radio 4 pour analyser la situation économique en Europe et le cas chypriote

le 26 Mars 2013 à 09:57

Emission par Yves Bertoncini



Notre directeur Yves Bertoncini sur BBC Radio 4 est l'invité de Today's Program pour analyser la situation économique en Europe et le cas chypriote, mardi 26 mars 2013.

Yves Bertoncini dans le journal chypriote Kathimerini analyse le plan d'aide accordé à Chypre

le 02 Avril 2013 à 16:24

Entretien par Yves Bertoncini



Η ΚΑΘΗΜΕΡΙΝΗ

Ημερήσια Πολιτική και Οικονομική Εφημερίδα

Yves Bertoncini, notre directeur, dans le journal chypriote Kathimerini, analyse le plan d'aide accordé à Chypre dans un entretien publié le 31 mars 2013.

Yves Bertoncini dans la Razon analyse la crise chypriote

le 02 Avril 2013 à 12:34

Article par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, signe un article le 31 mars 2013 dans le journal espagnol la Razon et y analyse la crise chypriote.

ECONOMÍA / [RESCATE A CHIPRE](#)

¿Crisis de depósitos o de confianza?

31 de marzo de 2013. 13:56h **Yves Bertoncini** *.

El debate abierto sobre el rescate de Chipre nos enseña en primer lugar y ante todo, que la Unión Europea afronta una crisis que tiene también una vertiente bancaria, y que la consolidación y reestructuración de los bancos europeos es una condición indispensable para el regreso de la confianza y, por tanto, del crecimiento. Lo más normal es que los contribuyentes, sean chipriotas o del resto de Europa, no fueran los únicos en tener que arrimar el hombro para salvar a los bancos, como ocurrió en Irlanda, para enfado de los ciudadanos. Pero resulta un riesgo forzar a los accionistas (como en España) o a los depositantes (como en Grecia) a contribuir, sin disipar su desconfianza. Ante este dilema, las autoridades europeas cometieron un colosal error de juicio cuando decidieron penalizar a todas las cuentas en bancos chipriotas, en vez de actuar sólo sobre las más cuantiosas.

Luego fueron capaces de corregir este error tras el rechazo del Parlamento chipriota, que demostró, por cierto, que no hubo imposición alguna sobre Chipre. La pregunta que surge es saber si este error tendrá un impacto real en el «pacto de confianza» que existe entre los bancos y sus clientes en otros países europeos. Tendría que quedar claro que las quitas sobre las cuentas más cuantiosas en situaciones extremas (como en Chipre) no constituyen en sentido alguno un precedente, como así ha subrayado el Banco Central Europeo.

Este nuevo incidente debe también alentar a los socios europeos a poner en marcha incluso con mayor celeridad los progresos necesarios para la unión bancaria europea. Un único mecanismo de supervisión bajo la tutela del BCE ya se está creando y, de esta forma, el Mecanismo Europeo de Estabilidad será capaz muy pronto de asistir directamente a los bancos que necesiten ayuda, especialmente en España. La crisis chipriota ha desvelado también lo necesarios que podrían llegar a ser los otros dos pilares de la unión bancaria, en concreto los mecanismos diseñados para garantizar las cuentas bancarias y resolver las crisis de las entidades. Ahora tenemos que esperar y ver si las tensiones políticas derivadas del plan de rescate de Chipre afectan positiva o negativamente a este proyecto.

*Director de Notre Europe-Instituto Jacques Delors

Yves Bertoncini dans La Libre Belgique: "Une architecte européenne malgré tout"

le 09 Avril 2013 à 17:02

Entretien par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, réagit à la mort de Margaret Thatcher dans La Libre Belgique en analysant son rapport à l'UE dans un [entretien](#) publié le 9 avril 2013.

Extraits:

Une architecte européenne malgré tout

Gilles Toussaint

L'ex-Dame de fer était un partenaire difficile autour de la table européenne. Mais elle n'était pas une saboteuse.

Directeur de l'institut de recherche "Notre Europe" fondé par Jacques Delors, Yves Bertoncini nous éclaire sur les relations d'amour-haine que Margaret Thatcher entretenait avec l'Union européenne.

Quels sont selon vous les apports de Mme Thatcher à la construction européenne ?

Elle a toujours été dans une logique d'optimisation très pragmatique, mais cela montrait aux Britanniques que la voix du Royaume-Uni comptait et que leurs intérêts nationaux étaient bien défendus dans la Communauté Economique Européenne. Du coup, l'opinion publique anglaise vis-à-vis de l'Europe, sans être enthousiaste, n'était pas si mauvaise que cela.

Cela contraste très fort avec la situation actuelle où l'on a un Premier ministre britannique très affaibli au sein de l'UE, qui s'est notamment tenu à l'écart de tout ce qui se passe dans la zone euro et même du pacte budgétaire. Les citoyens de son pays voient bien qu'il ne pèse pas vraiment à ce niveau et dès lors leur attachement à l'Union est plus faible que jamais. Même si ce n'est évidemment pas la seule raison.

Margaret Thatcher était un partenaire difficile, mais avec qui on pouvait faire des compromis. Elle a su pousser certaines priorités britanniques comme le marché unique où l'élargissement européen dans l'idée de créer un grand espace de prospérité et de paix. A la chute du mur, elle s'est rapprochée de François Mitterrand et n'a pas accueilli très favorablement la réunification allemande. Elle avait peur que ce pays devienne une puissance trop forte. En revanche, elle était plus favorable que les Français à l'accueil des pays d'Europe centrale et orientale car, à ses yeux, cela pouvait bénéficier à l'Europe dans son ensemble.

Au niveau des entraves, il y a le fameux "I want my money back"...

C'est quand même un poison qu'elle a instillé dans les négociations budgétaires communautaires, même si tout est dans la dose. En soi, le fait que l'on puisse regarder l'argent qui sort et l'argent qui rentre n'est pas complètement absurde. Mais le problème, c'est qu'elle a incarné cette logique de manière assez exclusive. La philosophie thatchérienne consistant à dire : *"Un euro s'en va, donc un euro revient"* contribue à une idée de la construction européenne selon laquelle il n'y a pas de transfert et donc pas de solidarité. Elle n'a jamais obtenu complètement satisfaction, mais elle a laissé l'image de quelqu'un qui avait voulu obtenir cela. En outre, elle a mis en avant les impacts financiers négatifs pour son pays, sans jamais mettre en lumière les bénéfices.

A sa décharge, au moment où elle a dit cela, le Royaume-Uni était un des pays les plus pauvres de la CEE. Il n'était donc pas complètement anormal qu'elle s'exprime de la sorte à ce moment-là. Le problème, c'est que ses héritiers continuent à le dire aujourd'hui alors que la situation économique du pays n'est plus du tout la même.

Yves Bertoncini analyse la situation politique espagnole dans zoomnews.es

le 17 Juillet 2013 à 10:57

Mention par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, analyse la situation politique espagnole pour le site d'informations zoomnews.es, le 17 juillet 2013.

Yves Bertoncini rappelle que l'incertitude politique en Espagne fragilise le gouvernement actuel et que la situation est assez critique - l'autorité des politiques en Espagne est remise en cause. Or d'un point de vue européen, c'est très important d'avoir des autorités capables de prendre des décisions.

Extraits:

"No es buen momento". Así se resume la sensación que tienen los 'hombres de negro' en Bruselas frente a la cascada de informaciones provenientes de España que apuntan a una presunta financiación ilegal del Partido Popular con implicaciones directas sobre el presidente del Gobierno, **Mariano Rajoy**.

La fragilidad de la recuperación económica del país -esperada para 2014- viene ahora a mezclarse con la incertidumbre del proceso judicial que está acorralando al partido de Gobierno. Y, como todo el mundo repite en Bruselas, la inestabilidad política es el principal enemigo de la estabilidad económica. Se ha visto en Grecia, Italia, Portugal, Chipre... De ahí, la importancia de que el escándalo se sortee sin dejar de cumplir los compromisos establecidos por el Eurogrupo.

Ante los micrófonos, los responsables de la Comisión Europea mantienen su tradicional prudencia frente a los temas nacionales. "No tengo ningún comentario particular sobre asuntos internos actuales en España", afirma la portavoz comunitaria **Pia Ahrenkilde**.

Bertoncini asegura que la nueva incertidumbre política en España "es muy mala porque fragiliza al gobierno de Rajoy"

Ahora bien, la sola idea de una crisis de gobierno que decapite a España durante algunos meses, tiene visos de pesadilla para Bruselas, que no quiere tener que lidiar con esa carga durante meses, poniendo en peligro de nuevo a la zona euro.

"Es verdad que tanto la estabilidad financiera como la política son importantes, pero generalmente hablando, confiamos en que nuestras democracias están preparadas para hacer

frente a situaciones que pueden surgir en democracias", recalcó el lunes Ahrenkilde, tan sólo unas horas antes de que **Rajoy** se pronunciara en términos curiosamente parecidos. "Cumpliré mi mandato. Esta es una democracia seria y las instituciones no se someten a chantaje", aseguró Rajoy, en un claro mensaje a sus socios europeos.

El director del Instituto Jacques Delors, **Yves Bertoncini**, destaca que la nueva incertidumbre política en España "es muy mala porque fragiliza al gobierno de Rajoy". "La experiencia nos muestra que cuando vemos que hay una fragilización de las autoridades políticas nos encontramos con tipos de interés que suben. Aunque sea coyuntural, aunque el gobierno se mantenga, es bastante serio porque es un verdadero problema que afecta a la credibilidad de las decisiones", indica.

Yves Bertoncini et Valentin Kreilinger sur EurActiv.sk: "Ako napraviť politické škody napáchané Troikou"

le 29 Juillet 2013 à 15:10

Article par Yves Bertoncini et Valentin Kreilinger



Yves Bertoncini notre directeur et Valentin Kreilinger chercheur à Notre Europe - Institut Jacques Delors ont signé ce mot en slovaque sur Euractiv.sk: "Au-delà de la Troïka: quels clivages et quels visages pour l'UE?" le 25 juillet 2013

Ako napraviť politické škody napáchané Troikou

(EN)

Zdroj: [Notre Europe](#)

Autor: Yves Bertoncini, Valentin Kreilinger

[Pôvodná analýza](#)

(26.07.2013)

Intervencie Troiky v Grécku, Írsku, Portugalsku a na Cypre spôsobili dlhodobé škody na politickom obraze EÚ, ktoré treba napraviť, píše Yves Bertoncini a Valentin Kreilinger.

Yves Bertoncini je riaditeľom think-tanku „Notre Europe-Inštitút Jacquesa Delorsa“. Valentin Kreilinger je výskumným pracovníkom v tomto inštitúte.

[Troika](#) Európska troika je názov pre formu v ktorej Európska únia vystupuje vo vonkajších vzťahoch. Od podpisu Amsterdamskej dohody sa Troika skladá z ministra zahraničných vecí prededajúcej krajiny EÚ, európskeho komisára pre vonkajšie vzťahy a vysokého predstaviteľa EÚ pre SZBP. [viac na www.EuropskaUnia.sk](http://www.EuropskaUnia.sk) » zložená z expertov z MMF, Komisie a z ECB, sa stala symbolom obrovských právomocí zverenej do rúk technokratom. Ako taká je dokonalým odrazom toho, za čo EÚ tradične kritizujú – za „demokratický deficit“.

Objavenie sa Troiky by malo viesť k nie len k prehodnoteniu skutočnej povahy a rozsahu právomocí EÚ vo vzťahu k členským štátom ale aj k tomu, aby sme jasnejšie zadefinovali ako EÚ svoje rozhodnutia prijíma a na základe akej „vstupnej“ legitimacy.

Pokiaľ ide o legitimitu, stojí za pozornosť, že kríza v eurozóne vyvolala nebývalú diskusiu v celej EÚ, ktorá prirodzene k vstupnej legitimitate rozhodnutí EÚ prispieva, hoci zároveň znižuje efektivitu EÚ a robí ju nepopulárnejšou.

Takéto diskusie naozaj zaberajú veľa času a komplikujú rozhodovanie inštitúciám na národnej úrovni. Vedú k rozhodnutiam, ktoré sú považované za neuspokojivé, napríklad vo vyvažovaní úsporných a pro-rastových opatrení.

No tieto diskusie zároveň posilňujú k demokratickú povahu tvorby európskych politík a odhaľujú skutočné politické deliace čiary, ktoré je potom potrebné lepšie analyzovať.

V tejto perspektíve môže byť zaujímavé si všimnúť, že nové politické delenie, ktoré sa objavilo ako dôsledok krízy, nie je medzi technokratmi z Troiky, ale rozpor medzi európskymi národmi. Obraz „Európy podľa Bruselu“ alebo „Troiky ktovieodkiaľ“ bez akýchkoľvek väzieb k občanom, a ktorá koná proti občanom – je vytvorený ideologicky.

Podrobnejšie skúmanie politickej reality ukazuje, že rozhodnutia EÚ formujú pozície, ktoré vyjadrili občania jednotlivých krajín vo voľbách. Tí sú momentálne jasne rozdelení v otázke, akou cestou sa ďalej vydať v rámci svojich krajín aj na európskej úrovni.

Rovnica, ktorá najčastejšie formovala krízový manažment teda nie je „Brusel vs ľudia“, ale skôr „Nemci vs Gréci“ a jej iné variácie.

Výpovedná hodnota tohto druhého delenia je oveľa väčšia ako pre niektorých pohodlné chápanie problému ako „Brusel vs ľudia“. Ale keďže takéto delenie je potenciálne nebezpečné pre európsky projekt, je mimoriadne dôležité jasnejšie formovať diskusiu na klasickom politickom poli – na poli politických strán. Je to vždy lepšie ako delenie „ľudia-elity“ alebo „ľudia-ľudia“.

Antagonizmus medzi členskými štátmi si v poslednej dobe získal veľkú, aj mediálnu, pozornosť, hlavne počas schôdzí Európskej rady a summitov predstaviteľov Eurozóny, ktorých témou bolo riešenie krízy.

Ak by však ale boli politické delenia výraznejšie, pomohli by ľuďom lepšie pochopiť dôvody, ktoré sa skrývajú za rozdielnymi pozíciami členských štátov. „Commedia dell'arte“ na stretnutiach Európskej rady má aspoň tú svetlú stránku, že ukazuje, čo je v hre.

Tiež by to mohlo pomôcť občanom, aby si viac uvedomovali možnosť vyjadriť svoje európske preferencie v národných voľbách, keďže sú to národné voľby, ktoré menia zloženie medzivládnych orgánov EÚ.

Momentálne v Európskej rade sedí 12 premiérov/prezidentov z Európskej ľudovej strany (EPP), 12 zo Strany európskych socialistov PES Strana európskych socialistov (PES) vznikla v roku 1992 po podpise Zmluvy o Európskej únii (Maastrichtskej zmluvy) ako nástupnícka strana Konfederácie socialistických strán Európskeho spoločenstva.[viac na www.EuropskaUnia.sk](http://www.EuropskaUnia.sk) », 2 patria k skupine Európskych konzervatívcov a reformistov (ECR) a 2 k európskym liberálom (ALDE). Situácia v období najväčšej krízy, na jeseň 2011, však bola celkom iná. 16 štátnych predstaviteľov Európskej rady vtedy patrilo k EPP a iba 4 k PES.

Keď sa lídri stretnú na zasadnutí Európskej rady (summite) zastupujú krajinu aj politickú stranu.

V júni 2012 sa pred summitom spojil španielsky premiér Rajoy (EPP) s francúzskym prezidentom Hollandom (PES) a talianskym premiérom Montim, dal teda prednosť spoločnému záujmu s inými krajinami, nesprával sa podľa straníckej príslušnosti. To by musel stáť na strane nemeckej kancelárky Merkelovej (EPP).

Ak lídri zastupujú v prvom rade národné záujmy, tvrdia, že reprezentujú svojich občanov. Súčasne sa ale viac integruje aj európsky stranícky systém. PES a EPP i ďalší organizujú vlastné summity tesne pred zasadnutím Európskej rady.

V Rade ministrov je ale situácia už menej transparentná a to napriek tomu, že záznamy hlasovaní sú už verejné.

Napríklad na hlasovaní o návrhu rozpočtu EÚ na rok 2013 môžeme vidieť, že tri členské štáty hlasovali proti. Najčastejšie prehlasovanou krajinou je [Velká Británia](http://www.EuropskaUnia.sk) Velká Británia je zakladajúcim členom NATO NATO je medzivládna organizácia združených krajín s úlohou chrániť slobodu a bezpečnosť svojich členov politickými a vojenskými prostriedkami.[viac na www.EuropskaUnia.sk](http://www.EuropskaUnia.sk) » členom G-8, stálym členom Bezpečnostnej rady OSN, členom EHS sa stala až v 70. rokoch.[viac na www.EuropskaUnia.sk](http://www.EuropskaUnia.sk) » Naopak [Francúzsko](http://www.EuropskaUnia.sk) Francúzsko patrí medzi zakladajúce krajiny EÚ, jeho politickí predstavitelia zohrali rozhodujúcu úlohu v procese

vytvárania európskej integrácie po druhej svetovej vojne. [viac na www.EuropskaUnia.sk](http://www.EuropskaUnia.sk) » a Litva sa sú pri hlasovaní v menšine iba zriedkakedy.

V prípadoch kedy Rada legislatívne akty neprijme ale nemáme ani takúto úroveň transparentnosti. Rozhodovací proces, teda medzivládne vyjednávania a dokumenty, ktoré nie sú súčasťou formálnych rokovaní, sú pre vonkajší svet neviditeľné.

Iným typom inštitúcie je **Európsky parlament**. Európsky parlament je jediný priamo volený orgán Európskej únie. 785 poslancov je volených každých 5 rokov voličmi vo všetkých členských štátoch Európskej únie. [viac na www.EuropskaUnia.sk](http://www.EuropskaUnia.sk) » v ktorom sa poslanci jasne diferencujú a majú svoje tváre, ktoré môžu byť občanom známe.

Úroveň súdržnosti európskych politických strán dosahuje úroveň 90 % (v porovnaní s 80 % pri národných parlamentoch), čo len potvrdzuje politické rozhodovanie (viď stránku VoteWatch Europe).

Väčšina samozrejme nie sú rovnaké vo všetkých oblastiach politiky.

Analýzy niektorých hlasovaní tiež ukazujú, že národné delegácie niekedy nehlasujú v súlade s líniou ich európskej politickej strany, napríklad v hlasovaní o začiatku rokovaní EÚ s USA o obchodnej dohode sa väčšina francúzskych poslancov zo Strany európskych socialistov zdržala.

Tieto stranické rozdiely musíme viac spomínať pri nadchádzajúcich voľbách do Európskeho parlamentu v máji 2014. Budú príležitosťou pre stranícku demokratickú konfrontáciu medzi všetkými politickými silami EÚ.

Pre občanov by mohlo byť nápomocné, ak by konfrontovali kandidátov na budúcich europoslancov s históriou ich hlasovaní v súčasnom období 2009-2014.

Okrem stranických volebných programov to budú aj kandidáti na predsedu Európskej komisie z jednotlivých európskych politických strán, ktorí môžu pomôcť občanom uvedomiť si, že aj ich voľba môže viesť k inej dynamike rozhodovaní európskych inštitúcií.

Zdôrazňovanie týchto národných a straníckych delení by lepšie ukázalo, že diskusie o európskych rozhodnutiach sú otvorenejšie než sa javia. Kritici týchto rozhodnutí by ich nemali odpísať ako nedemokratické, ale mali by radšej pracovať na zmene rovnováhy síl v národných a európskych voľbách a následne výsledok volieb rešpektovať. ■

- See more at: <http://www.euractiv.sk/parlamentny-spravodaj-000461/analyza/ako-napravit-politicke-skody-napachane-troikou-021355#sthash.nLlQ0zGW.dpuf>

Yves Bertoncini interviewé par Politiken à propos des élections allemandes

le 26 Septembre 2013 à 11:46

Mention par Yves Bertoncini

POLITIKEN

den levende avis

Yves Bertoncini notre directeur est interviewé par le quotidien danois Politiken à propos des élections allemandes dans un article publié le 22 septembre.

Yves Bertoncini dans Politiken au sujet de l'union bancaire et des progrès de l'intégration européenne

le 26 Septembre 2013 à 16:00

Mention par Yves Bertoncini

POLITIKEN

den levende avis

Yves Bertoncini notre directeur est interviewé dans le quotidien danois Politiken au sujet de l'union bancaire et des progrès de l'intégration européenne le 23 septembre 2013 (voir article en pièce jointe).

Yves Bertoncini interrogé par De Morgen sur les relations France-Europe

le 15 Octobre 2013 à 18:10

Mention par Yves Bertoncini

[Texte intégral](#)



Yves Bertoncini, notre directeur, est interrogé par le journal belge néerlandophone [De Morgen](#) sur les relations France-Europe, le vendredi 11 octobre 2013.

**Yves Bertoncini cité dans le magazine italien Panorama sur les relations USA-
Allemagne**

le 07 Novembre 2013 à 16:04

Mention par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, est cité dans le magazine italien [Panorama](#) sur les relations USA-Allemagne le 6 novembre 2013.

Em frente pelas eleições europeias de 2014!": la déclaration finale de notre CEO 2013 dans Publico

le 09 Décembre 2013 à 11:50

Article par Comité Européen d'Orientation/European Steering Committee, Jacques Delors,
Pascal Lamy, António Vitorino et Yves Bertoncini

[Texte intégral](#)



La déclaration finale de notre Comité Européen d'Orientation, adoptée à l'issue des débats du 30 novembre 2013, a été publiée dans le journal portugais Publico le 8 décembre 2013 sous le titre: "Em frente pelas eleições europeias de 2014!".

"Ολοταχώς προς τις Ευρωεκλογές με τρεις στόχους " la déclaration finale de notre CEO 2013 dans To Vima

le 12 Décembre 2013 à 11:50

Article par Jacques Delors, Pascal Lamy, António Vitorino, Yves Bertoncini et Comité Européen d'Orientation/European Steering Committee

Texte intégral



La déclaration de notre Comité Européen d'Orientation (CEO) adoptée à l'issue des débats du 30 novembre 2013, a été publiée dans le journal grec le 12 décembre 2013 sous le titre: "Ολοταχώς προς τις Ευρωεκλογές με τρεις στόχους".

Delors Jacques, Lamy Pascal, Vitorino Antonio

Ολοταχώς προς τις Ευρωεκλογές με τρεις στόχους

ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΗ: 12/12/2013 06:00

[emailεκτύπωση](#)

Οι Ευρωεκλογές, στις 22 - 25 Μαΐου 2014, έχουν σημασία ευθέως ανάλογη με την πολύπλευρη κρίση που πλήττει το ευρωπαϊκό οικοδόμημα. Το μεγάλο αυτό δημοκρατικό ραντεβού πρέπει να μας ωθήσει να αντιμετωπίσουμε τρεις αλληλοσυμπληρωματικές πολιτικές προκλήσεις διατυπώνοντας προτάσεις για την σημασία της ΕΕ, την ολοκλήρωση της ευρωζώνης και την τροφοδότηση μιας ανοιχτής και αποφασιστικής δημόσιας συζήτησης.

1. Να ξαναγίνει θετική η «Ευρύτερη Ευρώπη»

Η υπερβολική προσοχή που δίνουμε στην κρίση της ευρωζώνης δεν πρέπει να μας κάνει να ξεχάσουμε ότι οι επικείμενες Ευρωεκλογές αφορούν την «Ευρύτερη Ευρώπη» (την ΕΕ των «28»). Η «Ευρύτερη Ευρώπη» είναι η ενδεδειγμένη κλίμακα σήμερα, περισσότερο από οποτεδήποτε στο παρελθόν, για να επανεπιβεβαιώσουμε τον αυξανόμενο ρόλο της ΕΕ σε ένα παγκοσμιοποιημένο κόσμο, έναν ρόλο που οι περισσότεροι από τους λαούς της επιθυμούν να ενισχύσουν γνωρίζοντας ότι η ισχύς εν τη ενώσει.

Αυτό έχει εφαρμογή μεταξύ άλλων στην εμπορική πολιτική σε μια εποχή που προχωρούν οι διατλαντικές διαπραγματεύσεις, στις προσπάθειες της Ευρώπης να ρυθμίσει καλύτερα τον «αχαλίνωτο χρηματοπιστωτικό τομέα» οι οποίες πρέπει να διευρυνθούν και στη μετανάστευση.

Τέλος «Ευρύτερη Ευρώπη» είναι η ενιαία αγορά. Η οποία μπορεί να εμβαθύνει κι άλλο στους τομείς των υπηρεσιών, της ψηφιακής οικονομίας και των μεγάλων υποδομών προκειμένου να ενισχυθούν η ανάπτυξη και η απασχόληση. Η οποία πρέπει να κάνει πιο ρευστή και καλύτερα δομημένη την ελευθερία μετακίνησης των εργαζομένων. Και η οποία πρέπει να γίνει αντικείμενο μεγαλύτερης κοινωνικής και

δημοσιονομικής εναρμόνισης προκειμένου να χαλαρώσει η ένταση ανάμεσα στην ανατολή και τη δύση ή ανάμεσα στο κέντρο και την περιφέρεια.

2. Να ολοκληρωθεί η Οικονομική και Νομισματική Ένωση

Η κρίση ανέδειξε τα λάθη που προκλήθηκαν από την ανισορροπία ανάμεσα στη νομισματική ένωση και την οικονομική ένωση. Είναι αναγκαίο πρώτα απ' όλα να συνεχίσουμε ενέργειες που ήδη έχουν ξεκινήσει όπως: η καθιέρωση της πλήρους «τραπεζικής ένωσης» βασισμένης στην επιτήρηση των τραπεζών σε ευρωπαϊκό επίπεδο, ο εξαναγκασμός των χρηματοπιστωτικών παικτών να συμβάλουν οι ίδιοι στη διάσωσή τους και να μειώσουν τις διαφορές στα επιτόκια που πληρώνουν επιχειρήσεις και νοικοκυριά, η βελτίωση του ευρωπαϊκού συντονισμού στην οικονομική και κοινωνική πολιτική των κρατών-μελών και ο μερικός επιμερισμός του θέματος του εθνικού χρέους ενόψει της απειλής μιας συστημικής κρίσης που είναι ακόμη υπαρκτή...

Η ολοκλήρωση της Οικονομικής και Νομισματικής Ένωσης (ONE) σημαίνει επίσης να προσδώσουμε μια συγκεκριμένη κοινωνική διάσταση στην ένωση αυτή εμπλέκοντας τους κοινωνικούς εταίρους, για παράδειγμα στην καλύτερη οργάνωση της ελεύθερης μετακίνησης των εργαζομένων ή στην ανάληψη ευθύνης από την Ευρώπη για τα θύματα της διαρθρωτικής προσαρμογής.

Τέλος είναι αναγκαίο να ολοκληρώσουμε την διακυβέρνηση της ευρωζώνης συγκαλώντας πάλι τακτικές «συνόδους κορυφής της ευρωζώνης», χαρίζοντας στο Γιούρογκρουπ έναν πρόεδρο πλήρους απασχόλησης και επιτρέποντας στους βουλευτές των εθνικών κοινοβουλίων και του Ευρωκοινοβουλίου να ασκούν καλύτερα τις δημοκρατικές ελεγκτικές εξουσίες τους τόσο στις Βρυξέλλες όσο και στις διάφορες πρωτεύουσες.

3. Να προωθηθεί το ευρωπαϊκό οικοδόμημα στη βάση των σαφών εναλλακτικών

Μόνο διατυπώνοντας μια διπλή, θετική ατζέντα στα επίπεδα της ΕΕ και του ευρώ θα δώσουμε στην προεκλογική εκστρατεία των Ευρωεκλογών την πλήρη σημασία της. Πρώτα πρέπει να επανεπιβεβαιώσουμε την εμπιστοσύνη μας στο ευρωπαϊκό οικοδόμημα βελτιστοποιώντας το βασικό *acquis*, όπως για παράδειγμα την αρχή της ελευθερίας μετακίνησης.

Εξτρεμιστικά κόμματα θα προσπαθήσουν να μετατρέψουν τις επικείμενες εκλογές σε ένα είδος δημοψηφίσματος υπέρ ή κατά της ΕΕ ή του ευρώ, εκμεταλλευόμενα το ότι έχει αμαυρωθεί η εικόνα τους από την ύφεση και τον χειρισμό της. Εμείς οφείλουμε να υπερασπιζόμαστε ακούραστα την Ευρώπη.

Οι επικείμενες Ευρωεκλογές πρέπει επίσης να πυροδοτήσουν μια σαφή πολιτική δημόσια συζήτηση ανάμεσα στις διάφορες προσεγγίσεις για τη λειτουργία της ΕΕ, τις πολιτικές και το μέλλον της. Πρέπει να τονίσουμε τις διαφορές ανάμεσα στους συντηρητικούς, τους φιλελεύθερους, τους σοσιαλδημοκράτες, τους οικολόγους, τη ριζοσπαστική αριστερά και τις υπόλοιπες πολιτικές δυνάμεις και να επιτρέψουμε στους ψηφοφόρους να ξεχωρίσουν τις διαφορετικές ατζέντες για την ΕΕ από σήμερα ως το 2020.

Χαιρετίζουμε το ότι οι ευρωπαϊκές πολιτικές δυνάμεις βρίσκονται στη διαδικασία ορισμού των υποψηφίων τους για την θέση του προέδρου της ευρωπαϊκής Επιτροπής. Επειδή θα μπει ένα πρόσωπο σε καθένα από τους κυριότερους προσανατολισμούς του ευρωπαϊκού οικοδομήματος καθώς και στα χόρτα της ευρωπαϊκής πολιτικής ζωής, οι ευρωπαίοι ψηφοφόροι θα μπορέσουν να κατανοήσουν πλήρως την σημασία της μεγάλης δημοκρατικής διορίας που πλησιάζει την άνοιξη του 2014, στην Ελλάδα όπως και στην υπόλοιπη Ευρώπη.

Για μια ακόμη φορά προς τις κάλπες, αγαπητοί συμπολίτες, για μια ακόμη φορά!

***Οι κκ. Ζακ Ντελόρ, πρώην πρόεδρος της Επιτροπής, Αντόνιο Βιτορίνο, πρώην επίτροπος, ο Πασκάλ Λαμί, πρώην επικεφαλής του Παγκόσμιου Οργανισμού Εμπορίου και οι υπόλοιποι υπογράφωντες είναι μέλη της Ευρωπαϊκής Διευθύνουσας Επιτροπής του Ινστιτούτου Notre Europe-Jacques Delors.**

Ανάμεσά τους περιλαμβάνονται οι γαλλίδες πολιτικοί Μαρτίν Ομπρί και Ελιζαμπέτ Γκιγκού, ο πρώην πρωθυπουργός της Φινλανδίας Πάαβο Λίπονεν, οι πρώην πρόεδροι του Ευρωκοινοβουλίου Ενρίκε Μπαρόν Κρέσπο και Χοσέπ Μπορέλ, οι πρώην επίτροποι Πέδρο Σόλμπες, Άννα Διαμαντοπούλου, διπλωμάτες, ευρωβουλευτές και άλλοι.

Σχόλια αναγνωστών (0)

Y.Bertoncini et V.Kreilinger cités dans Kurier à propos de leur analyse des prochaines élections européennes

le 13 Décembre 2013 à 17:30

Mention par Yves Bertoncini et Valentin Kreilinger



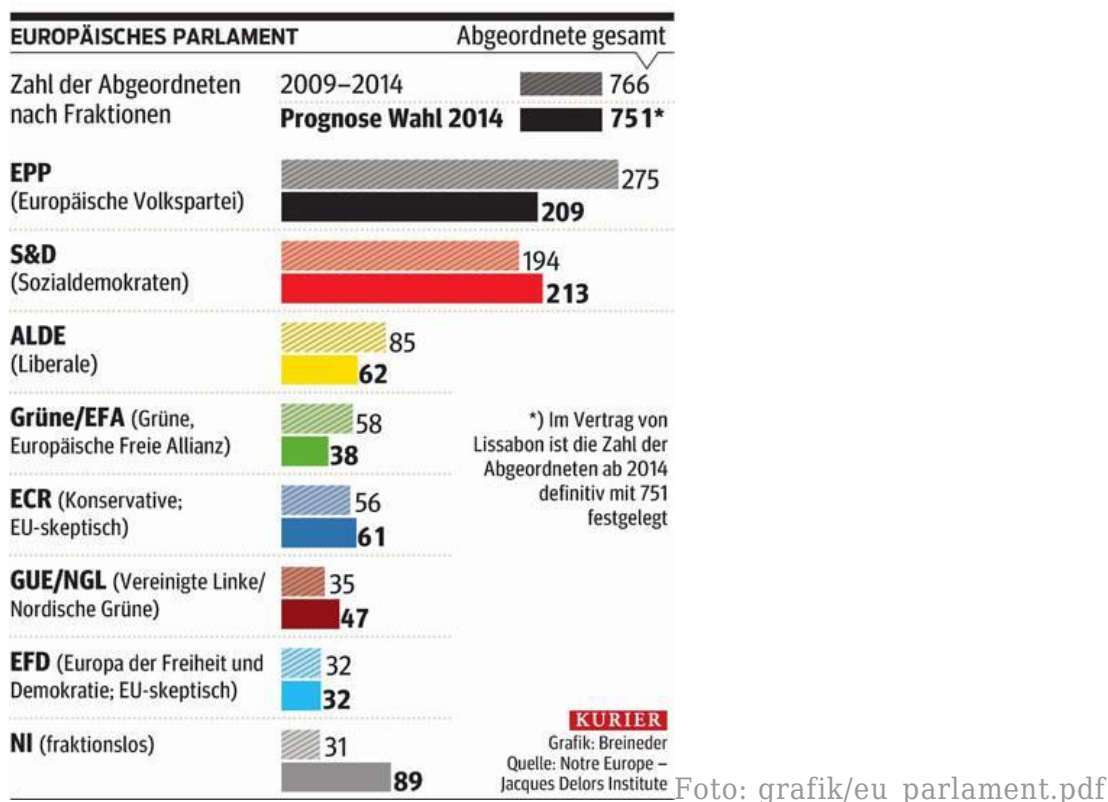
Yves Bertoncini, notre directeur et Valentin Kreilinger, chercheur, sont cités dans le journal autrichien Kurier à propos de leur [analyse des prochaines élections européennes](#) dans l'article "[Rechtspopulisten im Anmarsch](#)".

Letztes Update am 09.12.2013, 06:02

[24 Artikel drucken](#)

Rechtspopulisten im Anmarsch Liberale und Grüne dürften bei der EU-Wahl verlieren, rechte Parteien stark zulegen.

Erstmals liegt eine fundierte Prognose für die EU-Wahl am 25. Mai 2014 vor: Demnach liefern sich die großen Parteienfamilien rechts und links der Mitte ein Kopf-an-Kopf-Rennen mit einem hauchdünnen Vorsprung für die Europäischen Sozialdemokraten (*siehe Grafik*). Massiv zulegen dürften rechtspopulistische, EU-kritische und EU-ablehnende Parteien, wie die britische UKIP.



Zu diesem Befund, der dem KURIER vorliegt, kommen Experten des renommierten Thinktanks „Notre Europe – Jacques Delors Institute“ in Paris. Notre Europe-Direktor Yves Bertoncini sowie Meinungsforscher Valentin Kreilingen haben auf Basis der Wahlergebnisse 2009 und der vorliegenden aktuellen Umfragen für die Wahl 2014 ihre Prognose erstellt. Untersucht wurden die acht größten und bevölkerungsstärksten EU-Staaten (Deutschland, Frankreich, Italien, Spanien, Großbritannien, Niederlande, Polen, Rumänien). Diese Länder stellen 77,5 Prozent der Bevölkerung der 28 Mitgliedsländer und knapp zwei Drittel (63,8 Prozent) der künftig 751 Sitze. „In diesen acht Staaten“, heißt es in der Studie, „wird die EU-Wahl entschieden“. Von den rund 506,8 Millionen EU-Bürgern sind 400 Millionen wahlberechtigt, davon rund 37,4 Millionen Erstwähler. Österreich hat künftig insgesamt 18 Abgeordnete, derzeit sind es 19.

Bertoncini und Kreilingen gehen von einem „harten Kampf“ zwischen Europäischer Volkspartei und Sozialdemokraten aus. Wer von diesen beiden Parteien gewinnt, stellt den nächsten Kommissionspräsidenten, lautet die Vereinbarung. Für die Sozialdemokraten tritt Parlamentspräsident Martin Schulz als EU-weiter Spitzenkandidat an. In der Europäischen Volkspartei gibt es noch keine Entscheidung.

Rechtsblock

Verluste werden Grünen und Liberalen vorausgesagt. Als Gewinner gilt die rechtspopulistische französische Front National (FN). Derzeit ist die FN mit drei Abgeordneten vertreten, die Zahl dürfte auf 17 Abgeordnete anwachsen. Zulegen dürften auch linke Parteien, etwa die spanische Izquierda Unida. Der Partei von Beppe Grillo in Italien werden 19 Sitze vorausgesagt.

Ob eine Fraktion der Rechtspopulisten im neuen EU-Parlament zustande kommt, ist offen. Es gibt Bestrebungen, eine solche Fraktion unter Mitwirkung der FPÖ zu bilden. Nötig wären sieben Parteien aus verschiedenen Ländern und mindestens 25 Abgeordnete. Noch gibt es diese nicht, denn die „Schweden Demokraten“ sind wieder abgesprungen.

(KURIER) ERSTELLT AM 09.12.2013, 06:02

"La sfida della grande Europa", la dichiarazione finale de notre CEO 2013 dans la Repubblica

le 20 Décembre 2013 à 11:50

Article par Comité Européen d'Orientation/European Steering Committee, Jacques Delors, Pascal Lamy, António Vitorino et Yves Bertoncini

[Texte intégral](#)

la Repubblica

La déclaration de notre Comité Européen d'Orientation, adoptée à l'issue des débats du 30 novembre 2013, a été publiée dans le journal italien le 20 décembre 2013 sous le titre: "LA SFIDA DELLA GRANDE EUROPA"

Yves Bertoncini dans Noticias Ao Minuto sur la montée des populismes en Europe

le 28 Décembre 2013 à 12:22

Entretien par Yves Bertoncini

NOTÍCIAS AO MINUTO

Yves Bertoncini, notre directeur, est interviewé dans le journal portugais Jornal do noticias sur la montée des populismes en Europe le 27 décembre 2013 dans un article intitulé "[Populismo aumenta na Europa, mas partidos tradicionais mantêm domínio](#)".

Yves Bertoncini Populistas aumentam na Europa, mas partidos tradicionais mantêm domínio

Os populistas eurocéticos vão aumentar a sua presença no Parlamento Europeu após as eleições de Maio de 2014 mas, com todas as diferenças que os separam, os partidos tradicionais vão continuar a dominar a tomada de decisões.

MUNDO



Lusa

09:32 - 27 de Dezembro de 2013 | Por Lusa

[Share on print](#)[Share on email](#)[More Sharing Services](#)

Para Yves Bertoncini, diretor do "think tank" Notre Europe, do Instituto Jacques Delors, a questão chave nestas eleições é saber qual vai ser o equilíbrio de forças entre os dois principais grupos políticos: o Partido Popular Europeu (PPE, direita) e os Socialistas e Democratas (S&D, esquerda).

PUB

"Vai haver um crescimento dos partidos populistas e do número de deputados populistas. Mas esse aumento não vai mudar grande coisa", disse Bertoncini, contactado telefonicamente pela agência Lusa para Paris.

Atualmente, explicou, há no Parlamento Europeu (PE) entre 100 e 130 deputados de partidos populistas. Depois das eleições de maio, podem passar a 200, num plenário com um total de 751 lugares.

Esses deputados são contudo "uma família muito dividida", estão dispersos por quatro grupos diferentes, pelo que, o facto de serem mais, só "terá como resultado uma influência verbal, de

protesto", porque "continuará a haver mais de 550 deputados 'clássicos' que vão dominar o PE".

"Pode discutir-se quem é populista e quem não é, mas o ponto comum entre os populistas relativamente à Europa é a oposição ao sistema político europeu. Só que por razões muito diferentes. A Esquerda Radical combate o ultra-liberalismo mas não a imigração, enquanto a extrema-direita centra-se mais na livre circulação de pessoas na Europa", explicou.

"O populismo é uma categoria para análise política, não é uma categoria de ação política (...) Se perguntar ao UKIP de Nigel Farage se tem algo em comum com Marine Le Pen vão dizer-lhe que não, que não são extrema-direita. Se perguntar à Izquierda Unida, de Espanha, se tem algo em comum com o Fidesz da Hungria, dir-lhe-ão 'claro que não'", exemplificou.

Bertoncini considerou que "não vai acontecer" a anunciada intenção dos partidos de extrema-direita de França e da Holanda de criar uma frente comum eurocética no PE e que os populistas continuarão divididos por três ou quatro grupos, com "o domínio a ser exercido pelos partidos não-populistas, mais tradicionais, que representam a esmagadora maioria das pessoas".

Mais importante, afirmou, é saber se os partidos tradicionais "vão incorporar algumas ideias populistas". Neste aspeto, sublinhou há ângulos e riscos diferentes.

"Diria que a influência na questão da zona euro será muito reduzida, porque há uma espécie de apoio popular à permanência no euro. Muitos povos não estão contentes -- devido a reformas estruturais muito difíceis, como em Portugal, ou devido aos resgates a outros países, como a Alemanha -, mas a esmagadora maioria pensa que voltar à moeda nacional ainda seria pior".

Já quanto às posições anti-imigração e anti livre circulação, "há um risco importante", como se viu com (o primeiro ministro britânico) David Cameron e o artigo que publicou defendendo uma revisão das regras da livre circulação.

Para Bertoncini, um aumento dos populistas não vai contudo ter influência na tomada de decisões no PE: "Não vai bloquear o PE. Vai até ter um efeito paradoxal de obrigar os partidos tradicionais a fazer mais compromissos", disse.

Dois terços das decisões tomadas, explicou resultam de acordos entre o PPE e o S&D, nalguns casos alargadas aos liberais ou a outros grupos.

Questionado sobre se prevê que o PPE se mantenha como maior grupo político após as eleições de maio, o especialista considera que "isso não é certo" e baseia-se na análise das "tendências" observáveis nos partidos nacionais que integram o PPE.

"A UMP francesa tinha 29 assentos e pode perder 10 deles. Em Itália, era o partido de Berlusconi nas últimas eleições. Elegeram 35, vão perder muitos. O mesmo se passa com a Polónia, Roménia, Espanha -- Rajoy vai perder lugares (...) Portanto, há uma tendência para que o PPE perca muitos assentos", disse.

Do lado do S&D, prosseguiu, "pode haver avanços em vários países": "Em França nem por isso, mas na Alemanha, um pouco, em Itália, um pouco, e especialmente no Reino Unido, onde o Labour (trabalhistas) pode duplicar o número de assentos".

"Seja como for, como vamos continuar a ver um PE governado por uma dinâmica de coligações, com a chamada grande coligação entre S&D e PPE mais equilibrada (...) E isto terá obviamente influência nas decisões tomadas pelo PE", concluiu.

Yves Bertoncini dans Jornal de notícias sur la montée des populismes en Europe

le 28 Décembre 2013 à 12:22

Entretien par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, est interviewé dans le journal portugais Jornal de notícias sur la montée des populismes en Europe le 27 décembre 2013 dans un article intitulé "[Populismo aumenta na Europa, mas partidos tradicionais mantêm domínio](#)".

TAGS

[Política](#)

[Populismo aumenta na Europa, mas partidos tradicionais mantêm domínio](#)

Publicado em 2013-12-27

Os populistas eurocéticos vão aumentar a sua presença no Parlamento Europeu após as eleições de maio de 2014 mas, com todas as diferenças que os separam, os partidos tradicionais vão continuar a dominar a tomada de decisões.

Para Yves Bertoncini, diretor do "think tank" Notre Europe, do Instituto Jacques Delors, a questão chave nestas eleições é saber qual vai ser o equilíbrio de forças entre os dois principais grupos políticos: o Partido Popular Europeu (PPE, direita) e os Socialistas e Democratas (S&D, esquerda).

"Vai haver um crescimento dos partidos populistas e do número de deputados populistas. Mas esse aumento não vai mudar grande coisa", disse Bertoncini, contactado telefonicamente pela agência Lusa para Paris.

Atualmente, explicou, há no Parlamento Europeu (PE) entre 100 e 130 deputados de partidos populistas. Depois das eleições de maio, podem passar a 200, num plenário com um total de 751 lugares.

Esses deputados são contudo "uma família muito dividida", estão dispersos por quatro grupos diferentes, pelo que, o facto de serem mais, só "terá como resultado uma influência verbal, de protesto", porque "continuará a haver mais de 550 deputados 'clássicos' que vão dominar o PE".

"Pode discutir-se quem é populista e quem não é, mas o ponto comum entre os populistas relativamente à Europa é a oposição ao sistema político europeu. Só que por razões muito diferentes. A Esquerda Radical combate o ultra-liberalismo mas não a imigração, enquanto a extrema-direita centra-se mais na livre circulação de pessoas na Europa", explicou.

"O populismo é uma categoria para análise política, não é uma categoria de ação política (...) Se perguntar ao UKIP de Nigel Farage se tem algo em comum com Marine Le Pen vão dizer-lhe que não, que não são extrema-direita. Se perguntar à Izquierda Unida, de Espanha, se tem algo em comum com o Fidesz da Hungria, dir-lhe-ão 'claro que não'", exemplificou.

Bertoncini considerou que "não vai acontecer" a anunciada intenção dos partidos de extrema-direita de França e da Holanda de criar uma frente comum eurocética no PE e que os

populistas continuarão divididos por três ou quatro grupos, com "o domínio a ser exercido pelos partidos não-populistas, mais tradicionais, que representam a esmagadora maioria das pessoas".

Mais importante, afirmou, é saber se os partidos tradicionais "vão incorporar algumas ideias populistas". Neste aspeto, sublinhou há ângulos e riscos diferentes.

"Diria que a influência na questão da zona euro será muito reduzida, porque há uma espécie de apoio popular à permanência no euro. Muitos povos não estão contentes -- devido a reformas estruturais muito difíceis, como em Portugal, ou devido aos resgates a outros países, como a Alemanha -, mas a esmagadora maioria pensa que voltar à moeda nacional ainda seria pior".

Já quanto às posições anti-imigração e anti livre circulação, "há um risco importante", como se viu com (o primeiro ministro britânico) David Cameron e o artigo que publicou defendendo uma revisão das regras da livre circulação.

Para Bertinotti, um aumento dos populistas não vai contudo ter influência na tomada de decisões no PE: "Não vai bloquear o PE. Vai até ter um efeito paradoxal de obrigar os partidos tradicionais a fazer mais compromissos", disse.

Dois terços das decisões tomadas, explicou resultam de acordos entre o PPE e o S&D, nalguns casos alargadas aos liberais ou a outros grupos.

Questionado sobre se prevê que o PPE se mantenha como maior grupo político após as eleições de maio, o especialista considera que "isso não é certo" e baseia-se na análise das "tendências" observáveis nos partidos nacionais que integram o PPE.

"A UMP francesa tinha 29 assentos e pode perder 10 deles. Em Itália, era o partido de Berlusconi nas últimas eleições. Elegeram 35, vão perder muitos. O mesmo se passa com a Polónia, Roménia, Espanha -- Rajoy vai perder lugares (...) Portanto, há uma tendência para que o PPE perca muitos assentos", disse.

Do lado do S&D, prosseguiu, "pode haver avanços em vários países": "Em França nem por isso, mas na Alemanha, um pouco, em Itália, um pouco, e especialmente no Reino Unido, onde o Labour (trabalhistas) pode duplicar o número de assentos".

"Seja como for, como vamos continuar a ver um PE governado por uma dinâmica de coligações, com a chamada grande coligação entre S&D e PPE mais equilibrada (...) E isto terá obviamente influência nas decisões tomadas pelo PE", conclui

Yves Bertoncini dans Panorama sur les élections européennes

le 14 Janvier 2014 à 11:57

Mention par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, est interviewé dans le magazine italien Panorama de décembre 2013 sur les élections européennes dans un article intitulé: "La carica degli Eroscecciti".

LE TEMPS



International New York Times



France - Chine, 17 janvier 2013 - Dialogue avec les internautes chinois sur la crise européenne



Dans le cadre des Dialogues organisés par la FPH **La Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme** et le journal chinois « Le Quotidien du Peuple », nous avons organisé une séance forum avec des internautes chinois.

Mr Yves Bertoncini, directeur de *Notre Europe - Institut Jacques Delors* est intervenu avec Mr Pierre Calame, président du conseil de la FPH, Mr Gerhard Stahl, président de la commission régionale de la Commission Européenne et Mr Valentin Kreilinger chercheur à *Notre Europe - Institut Jacques Delors*, sur le thème : La crise européenne et l'avenir de l'Europe.

Yves Bertoncini répond aux questions de Sina Finance, journal chinois, sur la crise chypriote

le 22 Mars 2013 à 11:52

Entretien par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, répond aux questions de Sina Finance, l'un des plus grand journal chinois, dans un [entretien](#) publié le mercredi 20 mars 2013, sur la crise chypriote qui secoue l'UE.

专家称塞浦路斯危机令欧盟公信力受损

2013年03月20日 21:26 新浪财经 微博 我有话说

新浪财经讯 布鲁塞尔时间3月20日(北京时间3月20日)消息,塞浦路斯危机引发市场连日动荡。欧洲多位专家对新浪财经表示,他们担忧称此场金融危机已演化为政治危机,解决不好将令欧盟公信力尽失。

塞浦路斯议会周二晚间否决了欧盟提出的100亿欧元救助方案。相较于希腊2000亿欧元救助金,塞浦路斯急需的100亿欧元救助并非一笔巨款,但其苛刻的附加条款却牵出背后错综复杂的政治连带因素,引发了各界不满。

欧洲各方学者对新浪财经表示,他们真正担忧的并不是塞浦路斯危机的解决方案,而是危机处理不当将令欧盟公信力尽失,甚至直接影响今后欧盟经济一体化的进程。

欧洲政策研究中心(CEPS),伦敦政治经济学院欧洲研究所、鲁汶大学经济与商业学院教授德浩文(Paul De Grauwe)对新浪财经表示:他对塞浦路斯危机最终得到解决的可能性抱以乐观态度,但对欧盟领导人在危机解决过程中的表现却感到非常失望。

“几天前,他们(聚集欧盟各国元首的欧盟峰会及稍后举行的欧元峰会)一群人坐在一块儿,目标是为了解决眼下的棘手问题。没想到问题还没解决,又‘谈’出了新问题,而且这已经不是第一次。”

针对欧盟强加给塞浦路斯的征收高额一次性存款税的先决条件,德浩文认为这可以算是欧元区内的“以强欺弱”。“我能理解德国国内要求惩罚塞浦路斯的声音。他们想要打击俄罗斯黑社会在塞浦路斯的势力,包括潜在的非法洗钱及逃税问题。但不应该是由可怜的塞浦路斯人民来承担这一切。”

欧洲国际政治经济研究中心(ECIPE)主任埃瑞克松(Fredrik Erixon)认为塞浦路斯危机将最终解决,但解决方案绝对不会“很漂亮”。他向新浪财经表示欧元区领导人在此次危机解决过程中表现得更像是“业余爱好者”。

欧洲智库Notre-Europe主任博通齐尼(Yves Bertoncini)则“夸奖”欧盟决策者们“很天才”,他对新浪财经称:“你无法想象他们如何变魔术般,将一个小到可以解决的金融问题,变成一个大到危及稳定的政治问题。”

博通齐尼批评欧盟决策者在处理此次危机时所暴露的决策力问题,他称:“欧盟犯了一个政治错误,而这个错误势必将影响南北欧间的团结。”此外,他还警告欧盟应从过去的经验中吸取教训,避免触发欧元危机的“传递效应”。

外界对于德国是否该引咎虽仍有歧义，然而可以确定的是若欧元区首脑及欧洲央行不采取补救措施，这不仅会挑起欧元区成员国间的失和，欧盟更将面临公信度问题。

对此，布鲁塞尔经济研究智库Bruegel研究员达瓦斯(Zsolt Darvas)认为塞浦路斯的问题归结到底应由塞浦路斯人自己负责，“他们应该感激德国的援助，把责任推给德国是可耻的。”

塞浦路斯财长今日与莫斯科财长会谈失利后计划做短期停留。巧合的是欧盟委员会主席巴罗佐计划于21日出访俄罗斯。巴罗佐新闻发言人格雷(GRAY)向新浪财经披露：“塞浦路斯问题并不在此次出访议程上，但鉴于问题的严重性，双方可能会探讨。”

受塞浦路斯危机影响，欧元短线持续走低，现欧元/美元汇率动荡于1.28-1.29区间。关于欧元的未来走势，德浩文则表示：虽然欧元跌至最近三月最低值，但欧元估值仍然过高。他认为过强的欧元将大大削弱欧元区经济体的出口竞争力，不利于欧元区经济复苏。而受经济危机冲击最弱的德国无疑是欧元区中最力挺强势欧元的国家。但长远来看，走弱的欧元对整个欧元区经济反弹反而更为有利。(刘佳 发自比利时布鲁塞尔)

Yves Bertoncini sur France 24 pour analyser la crise chypriote

le 22 Mars 2013 à 17:27

Emission par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, est l'invité de France 24, samedi 23 mars 2013 à 18H30, pour analyser la crise chypriote qui secoue l'UE.

Yves Bertoncini sur France 24 English pour analyser la montée des populismes en Europe

le 28 Février 2013 à 10:22

Emission par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, est l'invité de l'émission *Debate* de France 24 English, mercredi 27 février 2013, ayant pour thème la montée des populismes en Europe face aux mesures d'austérité.

EUROPE'S RISING POPULISTS

Following Beppe Grillo's stellar performance in the Italian election, we take the pulse in Greece, Spain and France. What other populist movements might benefit from the Grillo effect, and what kind of movements are they?

- **Toni CRUANYES.** Correspondent for TV3;
- **Gérard DUSSILLOL.** Chairman of the Public Finances Department, Thomas More Institute;
- **Massimiliano GAMBARDELLA.** Political activist;
- **Yves BERTONCINI.** Director, *Notre Europe - Jacques Delors Institute*;
- **Thrasy PETROPOULOS.** Deputy Editor, EnetEnglish (English-language news site of Greece's Eleftherotypia) - from Athens

Yves Bertoncini dans le quotidien brésilien Globo à propos de la montée du populisme en Europe

le 27 Mai 2013 à 10:58

Mention par Yves Bertoncini

Texte intégral



Yves Bertoncini, notre directeur, est interviewé dans le quotidien Globo à propos de la montée du populisme en Europe dans un article publié le 26 mai 2013: "[Crise é combustível para nova onda de xenofobia na Europa Leia mais sobre esse assunto](#)".

Crise é combustível para nova onda de xenofobia na Europa

Cenas de violência em Estocolmo e Londres reforçam temor de choques entre imigrantes e nacionalistas

DEBORAH BERLINCK, CORRESPONDENTE(EMAIL)

Publicado:26/05/13 - 7h00

Atualizado:26/05/13 - 9h31

GENEBRA - Crise de identidade, economia em queda e desemprego são alguns dos ingredientes de uma nova onda de xenofobia e nacionalismo na Europa, alertam analistas. A imagem de um homem com uma faca nas mãos cheias de sangue justificando, diante de uma câmera e em nome do Islã, o assassinato de um soldado britânico em plena luz do dia em Londres, e as cenas da violenta revolta de jovens da periferia (na sua maioria imigrantes ou filhos da imigração) na pacata Suécia reforçam o temor.

O pesquisador do Instituto de Relações Internacionais e Estratégicas (Iris) Jean-Yves Camus teme o crescente sentimento contra o Islã na Europa:

- Acreditamos por décadas que os muçulmanos que fazíamos vir à Europa para fazer nossas economias funcionarem voltariam um dia a seus países. Vocês no Brasil sabem: quando os imigrantes chegam, eles ficam, na sua maioria. E hoje eles reivindicam uma vontade de expressão religiosa própria.

A brutalidade do crime cometido em Londres por Michael Adebolajo, de 28 anos, que matou o soldado britânico Lee Rigby, de 25 anos, em nome do Islã, terá um impacto na visão dos europeus sobre os muçulmanos. E a imigração.

- A barbárie do ato cometido, a reivindicação islamista (do criminoso) e o fato de que é um ato que pode acontecer em qualquer lugar, não vão ajudar as relações intercomunitárias e o modo como o Islã está sendo percebido pelos europeus certamente. É um enorme problema, inclusive para a maioria dos muçulmanos, que são pessoas completamente pacíficas - prevê o pesquisador.

O que conta é a assimilação

Numa reunião no Parlamento europeu no início do ano, deputados chamaram a atenção para o aumento da xenofobia e islamofobia nas democracias europeias atingidas pela crise. O deputado inglês Sajjad Karim, que foi em 2004 o primeiro muçulmano (de origem paquistanesa) a ser eleito para o Parlamento Europeu, disse que a situação é inquietante. Segundo ele, existe uma relação evidente entre a degradação das economias e o aumento do extremismo.

- As pessoas próximas da extrema direita têm um programa comum contra o Islã. A União Europeia precisa imediatamente adotar medidas políticas adequadas para enfrentar este fenômeno - disse, insistindo uso das escolas para ensinar a tolerância.

Yves Bertoncini, secretário-geral do centro de pesquisa Notre Europe (Nossa Europa) vê risco de um aumento de xenofobia e do extremismo, porém, prefere não aderir ao alarmismo.

- Temos que ser prudentes e estar atentos. A extrema-direita ou a extrema-esquerda podem continuar progredindo, mas não vejo um partido de extrema-direita tomando o poder em nenhum país da Europa - disse Bertoncini.

Xenofobia e extremismos estariam progredindo por uma conjunção de fatores: crise de identidade, econômica e cultural na Europa. Mesmo os alemães, que vão relativamente bem, sentem a pressão econômica sobre o continente e seu modelo social, diz Bertoncini. No plano cultural, a Europa precisa se abrir à imigração, porque sua população envelhece, mas a crise econômica fez com que a tensão com os imigrantes aumentasse. No plano político, a construção de uma união na diversidade ficou mais complicado com a crise na zona do euro.

Ao contrário de Camus, ele minimiza a questão religiosa. E cita casos de ídolos do futebol francês filhos de imigrantes, como o craque do futebol Zinedine Zidane (de origem argelina), ou muçulmanos, como Franck Ribéry, um convertido. Ninguém na França se importa com isso. O que conta não é a origem ou a religião, mas a assimilação.

- Zidane é um francês perfeito. Mas quando há bairros desfavorecidos nas periferias e crise econômica, a integração não funciona por conta do social. Podem haver fenômenos religiosos, mas o essencial é social - insiste.

Cresce a percepção de incompatibilidade

Bertoncini diz que a discriminação e o racismo sempre existiram na Europa, mas ganham força em períodos de crise. Ele diz que os verdadeiros extremistas islâmicos no continente se resumem a "alguns milhares" e estão, na maioria, sob controle.

Já Camus acha que a crise não explica tudo. Para ele, há uma percepção cada vez maior de incompatibilidade entre muçulmanos e o continente cristão.

- Há cada vez mais gente que pensa que, no fundo, o Islã é incompatível com a civilização europeia - diz.

E, ao contrário do Brasil ou dos EUA, o modelo de integração europeu é de assimilação:

- Quando você vem para a França, torna-se francês e unicamente francês. Você não é ítalo-francês ou franco-japonês. Nesse modelo, há a vontade de que as pessoas esqueçam sua identidade.

Mas a crise pode ser um peso a mais:

- A crise cria insegurança na mente dos europeus, que veem o continente que dominou a História durante séculos perdendo sua primazia, sobretudo em relação a países emergentes, e o Brasil é um deles. É algo difícil de aceitar para um povo que sempre se considerou o centro da História - avalia.

Mas a crise não explica tudo. Espanha e Portugal, por exemplo, segundo Camus, são dois países em profunda crise onde a extrema direita não progrediu.

- Não há partido de extrema direita em Portugal ou na Espanha. Uma das explicações é a lembrança ainda viva das ditaduras de Salazar (Portugal) e Franco (Espanha). E Portugal tem uma imagem de ser um país fechado – explica Camus, segundo o qual a integração de imigrantes africanos das ex-colônias foi melhor em Portugal do que na França.

Por outro lado, em dois países que vão relativamente bem economicamente em relação à maioria na Europa – Noruega e Suíça – a extrema direita progrediu.

- A Europa não é um continente baseado no multiculturalismo e na mistura de culturas. O Brasil não existiria sem a mistura de populações. Já a Europa é um continente antigo, com uma história milenária – diz Camus.

No meio deste coquetel de crise, sentimento anti-Islã e imigração, a extrema-direita vai abrindo espaço. Na Suécia, chamam-se Democratas Suecos e estão em terceiro lugar nas sondagens antes das eleições de 2014. Na última semana, suecos assistiram, chocados, à eclosão de violência nas periferias de Estocolmo. Jovens revoltados com o que chamam de racismo e esquecimento foram às ruas queimar carros depois que um imigrante de 69 anos foi morto por um policial em Husby.

- Uma periferia sueca com mais de 80% de população estrangeira é um gueto onde há menos acesso ao emprego. Os problemas se acumulam: desemprego, delinquência, degradação do modo de vida. É totalmente insano concentrar uma população de estrangeiros em um bairro de periferia – diz Camus, explicando que na França não passa de 60%.

A torneira começa a fechar. O primeiro ministro britânico, David Cameron, que fez do corte da imigração uma das bandeiras de campanha, está cumprindo sua promessa. Esta semana, novos dados divulgados pelo governo britânico mostram que o número de estrangeiros sendo aceitos no país caiu um terço em um ano – cerca de 80 mil pessoas a menos (de 581 mil para 500 mil). A maior parte dos cortes foram para africanos, caribenhos e asiáticos. O ministro da Imigração, Mark Harper, vangloriou-se dizendo que a queda era a prova de que o governo cortou o abuso. O número de imigrantes deixando o país também está em alta: saltou de 339 mil para 347 mil em um ano.

Leia mais sobre esse assunto em <http://oglobo.globo.com/mundo/crise-combustivel-para-nova-onda-de-xenofobia-na-europa-8501982#ixzz2qO8uBMmP>

© 1996 - 2014. Todos direitos reservados a Infoglobo Comunicação e Participações S.A. Este material não pode ser publicado, transmitido por broadcast, reescrito ou redistribuído sem autorização.

Yves Bertoncini sur Euractiv "The EU and its member states: To recommend is not to command"

le 06 Juin 2013 à 17:13

Article par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, signe un article sur [Euractiv](#) "The EU and its member states: To recommend is not to command" le 6 juin 2013.

The EU and its member states: To recommend is not to command[fr](#)

Tags

[EU membership](#) [EU Relations](#) [European Commission](#) [France](#) [troika](#)

[Share on facebook](#)[Share on gmail](#)

The recent tension between the French authorities and Brussels over the European Commission's recommendations for reform show more than ever the need to clarify the scope of national and joint powers in economic and social matters, says Yves Bertoncini.

Yves Bertoncini is the director of Notre Europe - Jacques Delors Institute, a European affairs think tank founded by the former European Commission president Jacques Delors. This opinion piece is available only in French.

Les récentes tensions entre les autorités françaises et « Bruxelles » autour des recommandations de réformes formulées par la Commission appellent plus que jamais à clarifier la portée des pouvoirs nationaux et communautaires en matière économique et sociale.

Ces tensions font directement écho aux réformes de la gouvernance de la zone euro rendues nécessaires par la crise en cours. La succession des « *memorandums d'accord* », « packs » et « pactes » a en effet engendré un système politique reposant sur un partage des responsabilités en apparence flou, mais qui repose en réalité sur quatre grands modèles.

Il y a tout d'abord le « modèle FMI », tout à fait inédit et qui a brutalement modifié les relations de pouvoir qu'entretiennent l'UE (et plus précisément la Troïka) et quelques « pays sous-programme ».

Ces relations ont été établies parce que ces pays ont *de facto* perdu une partie de leur souveraineté, en raison de leur incapacité à se financer sur les marchés financiers à un prix acceptable, et qu'ils ont donc dû faire appel aux autres pays de la zone euro, devenus prêteurs, donc décideurs.

De telles relations reposent toujours sur l'expression de choix démocratiques, notamment parce que les plans de sauvetage et de réformes sont, en bonne logique, votés par les parlements nationaux.

Dans ce modèle, la souveraineté des pays bénéficiaires de l'aide extérieure est toutefois restreinte et les représentants de la Troïka et du Conseil européen peuvent exiger des engagements précis et importants en compensation des prêts qu'ils accordent : tel un banquier face à des débiteurs en difficulté, l'UE peut donc temporairement commander, pour le meilleur et pour le pire.

Il est plus que jamais utile de souligner que ce modèle ne concerne que quatre pays de l'UE, c'est-à-dire la Grèce, l'Irlande, le Portugal et bientôt Chypre (en Espagne, seul le secteur bancaire est concerné). Et qu'il se distingue très clairement des trois autres modèles décrits ci-après.

Le « modèle ONU » concerne le contrôle des excès budgétaires nationaux (non des budgets nationaux), et donc plus directement la France. Il repose sur l'engagement des États membres à ne pas franchir certaines limites budgétaires, au risque de menacer la stabilité de l'ensemble de la communauté (la crise en cours l'a bien rappelé).

Les États membres sont ainsi principalement tenus de maintenir leur déficit courant sous la barre des 3 % de leur PIB et leur déficit structurel sous le seuil de 0,5 % de leur PIB. Dès lors qu'ils respectent ces limites, ils peuvent agir en toute liberté : l'UE n'intervient pas dans leurs choix budgétaires.

Mais ils peuvent tous être placés sous surveillance s'ils approchent de ou dépassent ces limites, en écho aux dispositions du chapitre 6 de la charte des Nations unies. Si leur excès persiste, ils peuvent théoriquement faire l'objet d'une approche coercitive (l'équivalent du chapitre 7), reposant sur de possibles sanctions, dont décide le Conseil des ministres sur proposition de la Commission.

Encore faut-il tenir compte des circonstances exceptionnelles et/ou de l'indulgence de l'UE : la France n'a par exemple respecté les limites requises que 6 fois sur 15 depuis 1997, sans encourir la moindre sanction... Dans tous les cas, les États membres sont confrontés à une obligation de résultats (repasser sous la limite) et non à une obligation de moyens : il leur appartient de définir comment y parvenir et de respecter ou non les recommandations détaillées de l'UE.

Les réformes introduites par le *Six-Pack*, le *Two-Pack* et le « Pacte budgétaire » n'ont pas fondamentalement modifié ce mode de relations. En matière de suivi budgétaire, l'UE peut donc réprimander, mais non commander.

Le « modèle hyper-OCDE » concerne lui les relations établies entre l'UE et ses États membres pour le suivi des politiques économiques et sociales des États membres, et donc des fameuses « réformes structurelles ».

Ces relations reposent sur la définition d'objectifs communs, en particulier dans le cadre de la stratégie « Europe 2020 ». Elles se fondent également sur une combinaison d'incitations politiques (recommandations, contrôle et pressions mutuelles) entre les pays membres. Cette pression politique est bien supérieure à celle qu'exerce l'OCDE et même appelée à se renforcer dans le but d'éviter des divergences structurelles majeures entre les économies de la zone euro.

Elle n'a cependant aucun effet contraignant sur les choix politiques domestiques des États membres. L'objectif parfaitement louable de consacrer 3 % du PIB aux dépenses de R&D ne doit ainsi en aucun cas être confondu avec la limite des 3 % de PIB fixée pour le déficit : l'UE est compétente pour demander des efforts à ses États membres dans les deux cas, mais elle ne détient des pouvoirs de sanctions que dans le second.

D'où d'ailleurs la tentation européenne de lier le contrôle des excès budgétaires et le suivi des réformes structurelles, même si ces deux exercices renvoient à des pouvoirs distincts. Les

autorités françaises ont donc eu raison de rappeler qu'en matière de réformes structurelles, l'UE peut recommander, mais non commander.

C'est d'ailleurs si vrai qu'est peut-être en train d'émerger un quatrième modèle, le « modèle Banque mondiale », fondé sur le principe que, si l'UE apporte une aide financière à ses États membres, une telle aide doit servir à la promotion de réformes au niveau national.

L'émergence de ce modèle découle directement des résultats mitigés des relations de type « hyper-OCDE » et reflète une transition des mesures d'incitation politique vers des mesures d'incitation financière, présumées plus efficaces car plus légitimes.

La proposition européenne d'instaurer un nouvel « instrument financier pour la convergence et les réformes structurelles » illustre cette évolution, tout comme les tentatives répétées d'imposer une plus grande conditionnalité macroéconomique en contrepartie de l'accès aux fonds structurels européens.

Il serait salutaire que ces quatre modèles de relations politiques puissent plus clairement être distingués dans le débat public. D'une part pour que l'UE ne gaspille pas son crédit politique en apparaissant comme décideur lorsqu'elle ne l'est pas, au risque d'être taxée à la fois d'inefficacité et d'illégitimité.

D'autre part afin que les Français et, au-delà, les citoyens des États membres, soient pleinement conscient des marges de manœuvre, et donc des responsabilités, qui sont les leurs.

Think tanks

- Notre Europe - Institut Jacques Delors: [website](#) [FR]

Yves Bertoncini et Valentin Kreiling sur EurActiv.com: "Repairing the political damage caused by the Troika"

le 29 Juillet 2013 à 15:10

Article par Yves Bertoncini et Valentin Kreiling



Yves Bertoncini notre directeur et Valentin Kreiling chercheur à Notre Europe - Institut Jacques Delors ont signé ce mot sur Euractiv.com: "Repairing the political damage caused by the Troika", le 25 juillet 2013.

Repairing the political damage caused by the Troika

[1 comment](#)

Tags

[Germany](#) [Greece](#) [troika](#)

[Share on facebook](#)[Share on gmail](#)8

The Troika interventions in Greece, Ireland, Portugal and Cyprus have generated long-lasting political damage for the image of the EU that needs to be fixed or compensated: this requires promoting a European political game organised along national and party lines, write Yves Bertoncini and Valentin Kreiling.

Yves Bertoncini is director of Notre Europe - Jacques Delors Institute and Valentin Kreiling is a research fellow at the institute.

"Composed by experts from the IMF, the Commission and the ECB, the "Troika" symbolises the exercise of enormous powers by technocratic actors and, as such, perfectly echoes the traditional critic of the EU's "democracy deficit".

The emergence of this new body must lead not only to a better assessment of the real nature and scope of the EU powers regarding its member states, but also to identify more clearly the way EU decisions are made and the "input legitimacy" they are based on.

On this second issue, it is striking that the eurozone crisis has generated unprecedented lively debates across Europe, which naturally contribute to the input legitimacy of EU decisions, albeit making the EU less effective and also less popular.

Such debates are indeed time-consuming and make it more complicated for national and European authorities to adopt decisions. They have led to decisions that are considered unsatisfactory, for example regarding the austerity-growth balance.

But these debates also contribute to the democratic nature of European policymaking, and then reveal genuine political divides that need to be better analysed.

In this perspective, it is interesting to see that the real new political divide that has emerged from the crisis is not the one opposing European and international experts, but rather the peoples of Europe themselves. Promoting the images of a “Europe of Brussels”/a “Troika from elsewhere” detached from any ties to citizens, and that would successively act against all the European peoples, appears to be ideologically driven.

A more attentive examination of political realities shows that the EU decisions are shaped by the positions expressed by citizens of EU countries, at times strongly divided about what path to take, within countries and between countries.

The equation that has often structured the crisis management is then not “Brussels vs. the people” but rather “the German people vs. the Greek people” and other variations of this kind, for better or worse.

In any case, the explicative power of the latter is much greater than that of the convenient “Brussels vs. the people” divide. But since this situation is also potentially dangerous for the European construction, it is vital to promote a debate more visibly organised on classical political grounds, i.e. on national and party confrontation as alternatives to the “people elite” or the “people-people” divide.

The antagonisms between member states have often been mentioned in the last period, particularly during the series of European Council meetings and eurozone summits dedicated to resolving the crisis, subject of a huge amount of media coverage.

Making these political divides more visible would help the citizens to understand the reasons behind the different positions of the member states: the “*commedia del arte*” at European Council meetings has at least the merit of showing the issues at stake.

It can also make citizens more aware of the possibility to express their European preferences at the domestic ballot box, given that national elections change the composition of the intergovernmental EU institutions.

Currently 12 heads of state or government belong to the EPP, 12 to the PES, 2 to the ECR, 2 to ALDE: the situation was quite different at the heart of the crisis (i.e. autumn 2011), with 16 member states led by the EPP and only 4 by the PES.

When EU leaders gather at European Council meetings, they go there double-hatted: with a national hat and a party hat.

Ahead of the June 2012 European Council, Spanish PM Rajoy teamed up with French President Hollande and Italy’s PM Monti and thus did not put “party before country”, because otherwise he would have had to forge a centre-right alliance with German Chancellor Merkel.

Wearing their national hat, leaders often claim that they represent their country and have the “people” behind them. In parallel, the European party system has steadily become more integrated, and PES, EPP and other parties organise pre-summits of “their” leaders.

The situation is not transparent enough as regards the functioning of the Council of Ministers, even if its voting records are now made public by its secretariat general.

As regards the vote on the draft 2013 budget of the EU, it is for example possible to see that three member states were opposed and voted against. On a longer period, it is also possible to state that the United Kingdom is outvoted the most often while France and Lithuania only find themselves in a minority in exceptional cases.

But there could still be more transparency in those cases when the Council acts as a legislative body: such transparency does not exist for legislative acts that are *not* adopted and the decisionmaking process within the Council itself is largely invisible (intergovernmental bargaining and non-papers).

More transparency would help putting faces and flags on the very intense political discussions going on in the Justus Lipsius building when the heads of state or government have left.

The European Parliament is the other institution within which more visible divides and faces can be offered to the EU citizens.

The level of cohesion of European political groups indeed reaches a level of 90% (compared to 80% for national parliaments), which underlines the primacy of party lines (see VoteWatch Europe website).

The majorities are naturally not the same in different policy areas: most recently, EPP has been able to move to the position of the political group in the European Parliament that tips the balance and wins the most votes.

On civil liberties, ALDE MEPs vote with the centre-left, on trade or economic governance they vote with the centre-right, as it was the case on the Six-Pack.

The analysis of some votes also illustrate that a national delegation sometimes does not follow the line of its European political group, for example recently on the issue of starting negotiations on the EU-US Free Trade Agreement, as the majority of the French MEPs from S&D abstained.

These party divides are bound to be increasingly mentioned ahead of the May 2014 European elections which will provide the arena for a democratic confrontation between all the political forces in the EU.

It will be enlightening for citizens to confront the candidates to become MEP and the incumbents with the voting records of the 2009-2014 legislature.

In addition to party "manifestos", rival candidates running for the Commission Presidency (via debates and hustings) will also offer clearer faces and divides to the European voters, making them more aware that their votes in these elections could lead to different majorities, and then to different political choices.

The affirmation of these national and party divides would underline better that the debate on EU decisions is more open than it seems. It is also a good way to recall that critics of such decisions should not call them "anti-democratic", but rather work to change the balance of power in the European and national elections, and then respect the outcome of the votes."

Yves Bertoncini sur RFI pour évoquer les 50 ans de la mort de Robert Schuman

le 04 Septembre 2013 à 11:54

Emission par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, est interviewé sur RFI dans l'émission "[Allo Bruxelles](#)" le 4 septembre 2013 pour évoquer les 50 ans de la mort de Robert Schuman.

Yves Bertoncini cité par le International New York Times sur les relations Think tanks-Commission

le 15 Octobre 2013 à 11:14

Mention par Yves Bertoncini

International New York Times

Yves Bertoncini, notre directeur, est cité par l'International New York Times, dans un [article](#) intitulé " Europeans Are Faulted Over Using Funds to Support Like-Minded Voices" à propos des relations entre les think tanks européens et la Commission européenne.

Europeans Are Faulted Over Using Funds to Support Like-Minded Voices



Rafael Marchante/Reuters

Residents in Lisbon waited last month for distributions at a food bank program that receives funds from the European Union.

By [ANDREW HIGGINS](#)

Published: October 15, 2013

BRUSSELS — During heated wrangling late last year over the size of a new long-term budget for the European Union, [Notre Europe](#), a Paris-based policy group, wanted to make its voice heard. So it put one of its researchers on a small radio station in the French city of Nantes to answer questions and promote its vision of a “more effective” — and bigger — budget controlled by Brussels.

The exercise in what appeared to be an energetic public debate had a catch, or two, however. The radio station, it turns out, received more than \$100,000 from Brussels last year, according to official European Union records. Notre Europe itself had received more than \$650,000 from Brussels last year, nearly half of its total budget.

“The whole thing is surreal make-believe: people who get E.U. funding talk about how wonderful the E.U. is, and then lobby for it to get more money,” said [Mark Littlewood](#), director general of the Institute of Economic Affairs, a privately financed research group based in London that is offering \$135,000 for the best plan for a British exit from the Union.

At a time when Europe is struggling with soaring unemployment and the enduring euro crisis has raised existential concerns about the 28-nation bloc, there is scant debate in Brussels over the critical issue of whether the solution to the Union's problems lies in "more Europe" — meaning greater political and economic integration — or less.

"They end up just talking to themselves," said Martin Callanan, a British member of the European Parliament who heads the assembly's Conservative and Reformists, a group of lawmakers that, unlike some hard-core, so-called euroskeptics, does not want the European Union dismantled, but does want the authority of Brussels trimmed in favor of national governments.

The effect is not only a tightly circumscribed discussion about what might remedy Europe's crisis, said Mr. Callanan and like-minded critics, but also a rising disenchantment with "the European project," the six-decade-long push for economic and political integration.

The European Commission says it does not tie funding to any particular point of view and provides money to a wide range of groups, including ones that do not see eye-to-eye with Brussels. "The E.U. funds think tanks to stimulate thinking and research on the European Union and its policies by outside bodies," said Pia Ahrenkilde Hansen, a spokeswoman for the commission. "We vigorously reject that those we fund are always pro-E.U."

Yet, a [survey of public opinion](#) released in July by Eurobarometer, the union's polling unit, found that more than two-thirds of Europeans feel their voice does not count in the European Union, up from 52 percent when the question was first asked in 2004.

The European Commission acknowledges it has a problem engaging with ordinary people and worries about the need to rally public support and to close what it calls a "democracy deficit." To that end, it declared 2013 the "year of the European citizen."

It also invited representatives of 16 putatively independent policy research groups from across Europe to share their views at a closed-door working lunch on Sept. 2 with its president, José Manuel Barroso. All have received money from Brussels.

According to the commission's own records, the groups received a total of \$9.2 million last year from the same organization whose policies they assess and seek to influence. The European Parliament, also based in Brussels, has its own pot of money, part of which goes to finance some of the same policy groups — and also the radio station in Nantes.

"There is a fundamental problem with this whole situation," said Mats Persson, the director of Open Europe, a research group based in Britain, calling it "an obvious conflict of interest." Mr. Persson, whose privately funded organization is highly critical of what it views as wasteful spending and needless regulation by the European Union, was not invited to share his opinions with Mr. Barroso.

The director of Notre Europe, [Yves Bertoncini](#), who did attend the meeting with Mr. Barroso, acknowledged that accepting money from the European Commission might create suspicions that "he bought my breakfast and my lunch, so I'll be kind to him." But, he added, "it doesn't work like that."

"We are in favor of European construction, but after that there are very different views about how this should be done," Mr. Bertoncini said. Other research groups that receive European Union financing also challenge policies set in Brussels and disagree on whether austerity, the largely German-dictated focus of the bloc's response to the economic crisis, has been the right course.

But none call for a radical rethinking of Europe's direction as demanded by euroskeptics, who are united by a fierce hostility to any further surrender of sovereign powers to Brussels and mostly want Brussels to roll back its political ambitions and focus exclusively on facilitating free trade.

The European Commission has itself acknowledged that Europe's policy institutes rarely produce any bold new ideas.

In a study last year, the commission noted that such groups' research "tended to be rather 'mainstream.' " It did not cite financial dependency as a possible reason for this or consider the work of research groups deeply hostile to the status quo.

One such group, New Direction, which describes itself as a "euro-realist think tank" and receives financial support from the European Parliament, published [a report](#) by Lithuanian researchers last month that found that 86 percent of the \$2 billion that the European Commission gives annually in direct grants to nongovernment organizations, or NGOs, goes to ones with headquarters in Brussels.

When Mr. Barroso invited research groups to share their views in September, he told them he was looking for outside ideas to help shape his state of the union address, an annual report on the European Union's achievements and challenges.

Those who attended were asked not to reveal who said what during the discussion. But several people who took part said the session mostly stuck to uncontroversial issues and delicate but highly technical matters of little interest to the general public, like a proposed banking union.

Groups that receive grants say the commission imposes no restraints on their research, but applicants for the biggest financing program are required to explain how their work will help "bring Europe closer to its citizens and encourage European integration."

"Just look at the uniformity of views," said Mr. Callanan, the Conservative and Reformists leader in the European Parliament. "Which one of the groups funded by the commission says let's give power back to the nation states? They never say this. That would be heresy and that would be rewarded by cuts in funding,"

Ms. Ahrenkilde Hansen, the commission spokeswoman, denied this and said financing in no way depended on reaching predetermined conclusions.

The European Commission, mindful of widespread public dissatisfaction with, or indifference to, its work, announced in July that it was starting its own news agency at an initial cost of 3.2 million euros, or \$4.3 million, to provide "independent" news about what it does.

The project was swiftly scrapped, however, after an outcry from the International Press Association, an organization representing Brussels journalists, and euroskeptic members of the European Parliament, who labeled the proposed news agency "Brussels Pravda."

At a cost of \$4 million, the commission has begun a series of 50 "citizens' dialogues" between ordinary people and senior Brussels officials. "I want to see a real debate that engages all citizens," Mr. Barroso told the inaugural dialogue at Dublin's City Hall in January. "That is why we are here today."

The audience at the Dublin event was arranged by the Irish branch of the [European Movement International](#), a partly Brussels-financed organization set up in 1948 to promote the goal of a federal Europe, a cause that now has little support in Ireland, or any other country, but still has some ardent supporters in Brussels.

Ms. Ahrenkilde Hansen said the event was open to anybody who requested in advance to attend. "There was no screening by any thought police," she said.

Some questioners were critical of Brussels for its emphasis on austerity as the cure for Europe's economic ills, but all were respectful and, on occasion, gushing in their support for the European Commission's work, particularly that of Viviane Reding, a commission vice president from Luxembourg who took questions from the floor and spoke of the need for a "United States of Europe."

As the citizens' dialogue unfolded politely in Dublin, a protester, Ronan Duffy, stood alone outside in the rain holding an Irish flag scrawled with the words: "NO EU rule in Ireland." Fuming at what he called "that charade" inside, Mr. Duffy said: "I don't feel like I'm a European citizen. I'm Irish. This whole thing about being a European citizen means nothing to me."

Yves Bertoncini sur Deutsche Welle à propos de la "Troika"

le 06 Novembre 2013 à 16:13

Mention par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, est interviewé par la Deutsche Welle à propos de la troika européenne dans un [article](#) publié le 6 novembre 2013.

Extraits:

The Troika a 'political catastrophe':

Protestors aside, three years into the partnership even members of the European Commission have been critical of the aftermath, calling for the Troika's disbandment. At a meeting in July, European Commission vice-president Viviane Reding criticized the IMF's lack of transparency and [called for the partnership to be dissolved](#). Reding's spokesperson, Mina Andreeva, said Reding maintains the sentiment. In an interview with Greek newspaper Kathimerini, Reding questioned the democratic legitimacy of the IMF.

"European citizens do not trust the Troika," Reding said. "And they are right: Fundamental decisions, for example on whether to fire tens of thousands of public employees, should not be taken behind closed doors. They should be debated in the directly elected European Parliament."

Yves Bertoncini, director of the Notre Europe - Jacques Delors Institute think tank, takes Reding's criticisms a step further. He told DW that the image of the European Union has been transformed completely in countries like Greece or Portugal: "The troika has been a political catastrophe for the European Union."

Bertoncini acknowledges that the IMF has a tough job - none of the countries wants an outside agent coming in to call the shots. As a result, "the countries in the program have de facto lost their sovereignty because the financial markets could not lend them any more money at a reasonable price. Then they had to borrow money from the creditors, from the IMF and mainly from the EU, and they had to comply with very severe reforms for this compensation."

Yves Bertoncini cité par Euractiv.com : "Eurosceptic tug-of-war expected in next EU Parliament"

le 09 Décembre 2013 à 10:23

Mention par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, est cité par Euractiv.com le 6 décembre 2013, dans un [article](#) portant sur les élections européennes de 2014 : "Eurosceptic tug-of-war expected in next EU Parliament".

Extraits:

EFD will have to look for alternatives to secure a new firm base, says Yves Bertoncini of the Paris-based think tank Notre Europe: "They will have to gather MEPs from different member states, and will likely try to attract some from other political families. But it will be challenging, for sure."

The EDF could be reduced to a strong UKIP, with others like the Finns Party (formerly True Finns), the Polish Solidarity party and mostly single MEPs to complete their ranks.

Yves Bertoncini sur Euractiv.com au sujet des élections européennes

le 17 Septembre 2013 à 16:46

Entretien par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, répond aux questions d' Euractiv.com sur les élections européennes dans un article publié le 11 septembre 2013 "Think tanks: EU elections could get 'pretty ugly'".

The European Parliament launched its information campaign for the May 2014 elections with a promise that "this time, it's different". EurActiv asked four of the continent's blue-sky thinkers whether it really is, and whether falling voter turnouts could be reversed if so.

Janis Emmanouilidis is Senior Policy Analysis and Head of Programme at the Brussels-based European Policy Centre (EPC). Sonia Piedrafita is Research Fellow at the Brussels-based Centre for European Policy Studies (CEPS) think tank. Yves Bertoncini is Director of the Paris-based Notre Europe-Institut Jacques Delors. Isabell Hoffmann is Project Manager of the Europe's Future Programme at the Bertelsmann Stiftung based in Gütersloh, Germany.

They spoke to EurActiv's Laurens Cerulus

The EU elections in May 2014 will be the first ones to be held under the Lisbon Treaty framework. How will it be different from the previous seven?

Janis Emmanouilidis (EPC): Well, it certainly will be different. First of all, we live under different circumstances. The eurozone crisis has created more attention for EU affairs. People are more interested and there is an open question on the rightness or wrongness of the response to this crisis by EU decision makers.

Secondly, the Lisbon Treaty urges European parties to put forward top candidates for the position of Commission president. This increases the likelihood of people paying attention: they will have the impression that their vote can really make a difference.

Yves Bertoncini (Notre Europe): The campaign will be more political because parties [have] put 'faces' on their campaigns. This makes the elections more personal, which is often the case in national campaigns. But on a European level, this hasn't really been the case so far. Having

top candidates like Martin Schulz, Vivianne Reding or others go into debate: that's what politics is made of.

Are the European parties and their candidates able to carry such a pan-European campaign?

Sonia Piedrafita (CEPS): Parties might come up with strong candidates, but there is a risk that these political figures are well-known in Brussels only. It is very important that citizens across Europe actually know them. So far, the names that have been circulating as frontrunners are not that promising: with some exceptions, these are people that the average European citizen does not know.

Isabell Hoffmann (Bertelsmann Stiftung): Not only the strength of the parties' front-runners matters, also the capacity and clout of European parties, who will have to organize support. It is a huge enterprise for any candidate to campaign across 28 member states. They not only need political skills, but a huge structural and logistical support as well. The question is whether the European parties can in fact make this happen.

Janis Emmanouilidis (EPC): Pan-European campaigns also risk becoming the results of the lowest common denominator: it is possible the European parties won't agree on common campaign issues, or won't tackle the most difficult questions. For example, on the issue of banking union there is a huge divide, not only between member states but within political parties of the same group as well.

Do these elections risk becoming a 'referendum on Europe', in which the debate is limited to a pro-Europe versus anti-Europe discussion?

Janis Emmanouilidis (EPC): I wouldn't oppose such a discussion, since the EU needs to have this debate. Politicians across Europe need to openly discuss this issue with those who have a different opinion on it. It also means the pro-European side will have to come up with strong proposals and arguments.

Yves Bertoncini (Notre Europe): I suspect we'll see another divide appearing in campaigns as well: a classical split between left and right. Mainstream parties will try to differentiate between themselves from other mainstream parties. This is a big challenge for those parties, like the socialist PES or the conservative EPP. Having their frontrunners go head-to-head in the race for the Commission presidency will force them to distinguish themselves from the other contenders.

With a lack of support for the EU on the rise: how big is the chance for a surge in eurosceptic votes?

Isabell Hoffmann (Bertelsmann Stiftung): Well... We have been talking about mobilizing voters and politicizing the EU elections for a long time. We have to be aware that this does not always lead to a clean and rational debate on EU issues - it can get pretty ugly as well. That said, we have seen these eurosceptic pressures popping up in past election campaigns as well and they never quite met expectations.

Janis Emmanouilidis (EPC): The disapproval of the EU and the eurozone crisis have already fostered anti-EU, anti-euro movements. So there is a good chance that these eurosceptic tendencies will have an impact in May. However, the European Parliament will be able to work with a higher number of eurosceptic MEPs. They probably won't form a coherent group.

Yves Bertoncini (Notre Europe): To be honest, I suspect a gain for the eurosceptic parties, but not that great. If you look at countries like Spain, eurosceptic voices are not organized here. For Poland, Hungary or the UK, these parties are already represented in the European Parliament - though they might gain some seats. The major challenge is in France: the extreme-right Front National (FN) only has three MEPs at the moment, but this might go as high as 10 seats after the elections.

But mainstream parties are taking on more EU-critical arguments as well. This will have a bigger impact than fringe, eurosceptic parties across the EU.

These elections could be the most closely-watched yet across a Europe still reeling from financial crisis. Will this boost voter turnout?

Sonia Piedrafita (CEPS): I wouldn't be that optimistic about an increase in turnout. The debate will be structured around national issues primarily. We will have to see how this plays out and whether the candidates for the Commission presidency are able to motivate voters to cast their ballot.

Yves Bertoncini (*Notre Europe*): I think next year will be quite similar to the 1994 EU elections. Europe was [then] struggling with an economic crisis, a debate on the Maastricht Treaty and a war in Yugoslavia. While turnout in 1994 decreased in five out of 12 countries, it went up in other countries like Denmark or France. And there was only a slight decrease Europe-wide.

Today, we have the eurozone crisis, a debate on integrating political powers and a war in Syria where the EU is largely absent. My bet is we will see a slight progression: we are at an all-time low now and voter turnout will increase.

What type of information campaign should the Parliament put forward to help raise citizen's attention?

Janis Emmanouilidis (EPC): They could showcase two elements. First, the top candidates and the effect this will have on the position for European Commission president. Secondly, that people's votes can in fact make a difference, for example to how the EU handles the eurozone crisis. But it is difficult to convince people, since many still feel the EP doesn't have much impact.

Yves Bertoncini (*Notre Europe*): What they definitely shouldn't do is claim that the European Parliament is almighty. Citizens won't fall for a message that says these elections will change their lives.

They should put forward a subtle message, making clear the importance of the European Parliament in sectors such as agriculture, environmental issues or the internal market - those are key sectors the information campaign should focus on.

En avant pour les élections européennes 2014!": la déclaration finale de notre CEO 2013 dans le Temps

le 09 Décembre 2013 à 11:50

Article par Comité Européen d'Orientation/European Steering Committee, Jacques Delors,
Pascal Lamy, António Vitorino et Yves Bertoncini

Texte intégral

LE TEMPS

La déclaration adoptée à l'issue des débats de notre Comité Européen d'Orientation du 30 novembre 2013 a été publiée dans le quotidien suisse Le Temps le 6 décembre 2013 sous le titre : " [En avant pour les élections européennes 2014 !](#) ".

En avant pour les élections européennes 2014!

Jacques Delors

Conscient que l'Union européenne est la cible d'attaques toujours plus virulentes, Jacques Delors tente de convaincre de la nécessité de l'élargissement de la libre circulation et de l'union économique et monétaire. C'est la seule voie pour réussir dans la compétition mondiale, estime-t-il

VOS COMMENTAIRES

Lire tous les commentaires (0)

Ajouter un commentaire

Les élections européennes, entre le 22 et le 25 mai 2014, constituent un rendez-vous majeur, à la mesure de la crise multiforme que traverse la construction européenne. Ce grand rendez-vous démocratique doit nous inciter à relever trois défis politiques complémentaires, via des propositions rappelant le sens de l'UE, parachevant la zone euro et alimentant une confrontation partisane ouverte et résolue.

La Grande Europe

Le surcroît d'attention récemment accordé à la crise de la zone euro ne doit pas faire oublier que les prochaines élections européennes concernent la Grande Europe (c'est-à-dire l'Union européenne à 28): c'est à cette échelle-là que nos pays et concitoyens, unis dans la diversité mais désormais réconciliés, doivent écrire les nouvelles pages de leur aventure communautaire.

La Grande Europe, c'est plus que jamais la bonne échelle pour affirmer le rôle accru de l'UE dans la mondialisation, que la plupart de ses peuples souhaite renforcer, bien conscients que l'union fait la force. L'UE s'est déjà dotée de politiques d'élargissement et d'aide extérieure qui seront mises en débat à l'occasion de la prochaine campagne électorale. Il en sera de même de la politique commerciale, en ces temps de négociations transatlantiques, des efforts européens visant à mieux réguler la «finance folle», qu'il faut amplifier, ainsi que des balbutiements de l'UE en matière migratoire. L'engagement diplomatique et militaire des Européens doit enfin être renforcé, au moins dans leur voisinage proche, y compris sur la base de coopérations restreintes.

La Grande Europe, c'est aussi l'horizon pertinent pour poursuivre les efforts engagés en matière de protection de l'environnement et de climat, ainsi que pour encourager les processus de transition énergétique. C'est tout le sens du projet de Communauté européenne de l'énergie que nous promouvons, afin de répondre à des aspirations prioritaires pour les citoyens et les Etats de l'UE (compétitivité de l'industrie, sécurité d'approvisionnement, protection de l'environnement, etc.)

La Grande Europe, c'est enfin le marché unique, qui peut encore être approfondi dans le domaine des services, de l'économie numérique et des grandes infrastructures, afin de créer davantage de croissance et d'emplois; qui doit permettre une libre circulation des travailleurs à la fois plus fluide et mieux encadrée (en particulier en matière de détachement); et qui doit faire l'objet de davantage d'harmonisation sociale et fiscale, afin d'atténuer les tensions entre Ouest et Est ou centre et périphérie.

Union économique et monétaire

La crise a mis en évidence les failles liées au déséquilibre entre union monétaire et union économique, tout en faisant désormais apparaître la zone euro comme le creuset politique d'une intégration accrue, fondée sur des droits et devoirs spécifiques en termes de discipline et de solidarité.

Il convient donc d'abord de poursuivre les actions de solidarité et de contrôle déjà engagées: mise en place d'une véritable union bancaire, fondée sur une supervision européenne des banques, sur une contribution des acteurs financiers à leur propre sauvetage, et sur une réduction des divergences des taux d'intérêt que doivent payer entreprises et ménages; amélioration de la coordination européenne en matière de politiques économiques et sociales des Etats membres, afin de prévenir les excès et les dérives menaçant le fonctionnement de l'union monétaire, via des incitations financières accordées aux Etats membres engageant des réformes; création de mécanismes d'assurance contracyclique sous différentes formes entre Etats de la zone euro; mutualisation partielle de l'émission des dettes nationales face aux risques de crise systémique qui demeurent...

Parachever l'union économique et monétaire, c'est aussi lui donner une dimension sociale spécifique, en s'appuyant sur les partenaires sociaux, par exemple pour mieux organiser la libre circulation des travailleurs ou la prise en charge européenne des victimes des ajustements structurels, au premier chef les jeunes. C'est lui donner des moyens spécifiques de soutenir la croissance via des investissements massifs, tant pour accélérer la sortie de la grave crise économique et sociale actuelle, qui menace sa cohésion et son dynamisme, que pour mettre en place les conditions d'un développement humain écologiquement responsable.

Il faut enfin compléter la gouvernance de la zone euro en réunissant à nouveau sur une base régulière des «sommets de la zone euro», en dotant l'Eurogroupe d'un président à plein-temps, et en permettant aux parlementaires nationaux et européens de mieux exercer leurs pouvoirs de contrôle démocratique, à Bruxelles comme dans les capitales nationales.

Construction européenne

C'est en formulant un double agenda positif au niveau de l'UE et de la zone euro qu'il sera possible de donner tout son sens à la campagne électorale, qui se développera sur deux registres complémentaires.

Il s'agit tout d'abord de réaffirmer sa confiance dans la construction européenne, en valorisant les acquis fondamentaux que sont, par exemple, l'esprit de réconciliation et le principe de libre circulation. Les partis extrémistes entendent faire des prochaines élections une sorte de référendum pour ou contre l'UE ou l'euro, en tirant parti de la dégradation de son image engendrée par la crise et sa gestion. Refaisons inlassablement la preuve de l'Europe, avec résolution et ouverture d'esprit, sur la base d'une vision large des opportunités et menaces géopolitiques auxquelles elle fait face.

Les prochaines élections européennes doivent aussi permettre une confrontation partisane claire entre des approches différentes du fonctionnement, des politiques et de l'avenir de l'UE. Il s'agit de mettre en exergue les divergences qui séparent les conservateurs, les libéraux, les

sociaux-démocrates, les écologistes, la gauche radicale et les autres forces politiques, et ainsi de permettre aux électeurs de départager leurs programmes pour l'UE à l'horizon 2020.

Dans cette perspective, il est bienvenu que les forces partisans européennes soient en passe de désigner leurs candidats à la présidence de la Commission, afin de personnifier les enjeux du débat et du scrutin. C'est aussi parce que les Européens pourront mettre des visages sur les principales orientations de la construction européenne, mais aussi sur les clivages qui structurent la vie politique de l'UE, qu'ils pourront se saisir pleinement du grand rendez-vous démocratique du printemps prochain, en France comme en Europe.

Liste du Comité européen d'orientation:

Martine Aubry, Maire de Lille, ancienne Ministre

Pascale Andréani, Ambassadrice, Représentante permanente de la France auprès de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE)

Enrique Barón-Crespo, ancien Président du Parlement européen, ancien Président du groupe parlementaire des socialistes européens

Erik Belfrage Conseiller auprès du Président de la Fondation Marcus Wallenberg, et du Conseil de l'Institut suédois d'Affaires internationales (SIIA), membre de la Chambre de commerce international et de la Commission Trilatérale.

Pervenche Berès, Députée européenne, Présidente de la Commission Emploi et Affaires sociales du Parlement européen

Yves Bertoncini, Directeur de Notre Europe - Institut Jacques Delors, administrateur de la Commission européenne

Joachim Bitterlich, Vice-Président de Notre Europe - Institut Jacques Delors, Ancien Conseiller du Chancelier Kohl

Josep Borrell, Ancien président de l'Institut Universitaire Européen de Florence et Président du Parlement européen

Jean-Louis Bourlanges, Ancien député européen

Jean Baptiste de Foucauld, Ancien Commissaire au plan, ancien Inspecteur des Finances

Laurent Cohen-Tanugi, Avocat et écrivain

Etienne Davignon, Ministre d'Etat belge, ancien Vice-Président de la Commission européenne

Jacques Delors, Président du CEO, Président fondateur de Notre Europe - Jacques Delors Institute, ancien Président de la Commission européenne

Sophie-Caroline de Margerie, Conseiller d'Etat

Philippe de Schoutheete, Ancien Ambassadeur de la Belgique auprès de l'UE, Directeur du Département Europe à l'institut Egmont

Anna Diamantopoulou, Présidente du Réseau «Diktyo» pour réformes en Grèce et en Europe, ancienne Commissaire européenne et ancienne Ministre grecque

Henrik Enderlein, chercheur associé à Notre Europe - Institut Jacques Delors, professeur d'économie politique à la Hertie School of Governance de Berlin

Jonathan Faull, Directeur général de la direction générale «Marché intérieur et services» de la Commission européenne

ean-Baptiste de Foucauld, Haut fonctionnaire français, ancien commissaire au plan

Nicole Gnesotto, Vice-Présidente de Notre Europe - Institut Jacques Delors Professeur titulaire de la Chaire sur l'Union européenne au CNAM,

Elisabeth Guigou, Députée française, Présidente de la Commission des Affaires étrangères, ancienne Ministre française

Klaus Hänsch, Ancien Président du Parlement européen

Philippe Lagayette, Président de la Fondation de France, Vice-président et Senior Advisor de la banque Barclay Capital

Pascal Lamy, Président d'honneur de Notre Europe - Institut Jacques Delors, ancien Directeur général de l'OMC

Jean Lapeyre, ancien syndicaliste

Eneko Landaburu, Ancien Ambassadeur, Chef de la Délégation de l'Union européenne auprès du Royaume du Maroc

Pierre Lepetit, Vice-Président de Notre Europe-Institut Jacques Delors, Inspecteur général des finances

Paavo Lipponen, Ancien Premier ministre de la Finlande

Florence Mangin, Directrice des relations institutionnelles et de la Coopération européenne et internationale, Caisse des Dépôts

Vitor Martins, Conseiller pour les affaires européennes du Président de la République portugaise, ancien Ministre portugais

Riccardo Perissich, Ancien Directeur général pour l'Industrie à la Commission européenne, Vice-Président exécutif de la représentation italienne du Conseil des Etats-Unis et de l'Italie

Julian Priestley, Ancien Secrétaire général du Parlement européen

Maria João Rodrigues, Conseillère pour les politiques économiques et sociales auprès de la Commission européenne, professeur à l'Université de Lisbonne, ancienne Ministre portugaise

Artur Santos Silva, Président de la Fondation Calouste Gulbenkian

Pedro Solbes, Président de la Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior (FRIDE), ancien Ministre espagnol, ancien Commissaire européen

Antoinette Spaak, Ministre d'Etat belge, ancienne Députée européenne

Daniela Schwarzer Directrice du département recherches sur l'intégration européenne, Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP)

Christian Stoffaës, Professeur associé à l'Université Paris IX-Dauphine, Membre du conseil d'administration du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII)

António Vitorino, Président de Notre Europe - Institut Jacques Delors, Avocat, ancien Commissaire européen, ancien Ministre portugais

Frank Vandenbroucke, Professeur, Université catholique de Louvain, ancien Ministre belge des Affaires sociales

Christine Verger, Directrice des relations avec les parlements nationaux à la Direction générale de la Présidence du Parlement européen, ancienne secrétaire générale de Notre Europe.

Yves Bertoncini sur France 24 pour parler du détachement des travailleurs et de la fiscalité

le 11 Décembre 2013 à 14:54

Emission par Yves Bertoncini



Yves Bertoncini, notre directeur, est l'invité de France 24 dans l'émission "[la semaine de l'économie](#)" pour parler du détachement des travailleurs et de la fiscalité le vendredi 13 décembre 2013.

Il participe au débat animé par Stéphanie Antoine aux côtés de:

- **Pouria Amirshahi**, député (PS).
- **Charles Beigbeder**, président de Gravitation (UMP)

Des rediffusions auront lieu le samedi 14 décembre 2013 à 23H15 et le dimanche 15 décembre 2013 à 12H15.

Pour plus d'information, voir le site de France 24.

Notre Europe - Institut Jacques Delors est le think tank européen fondé par [Jacques Delors](#) en 1996. Notre objectif est de produire des analyses et des propositions destinées aux décideurs européens et à un public plus large, ainsi que de contribuer aux débats relatifs à l'Union européenne.

Nous diffusons de nombreuses [publications](#) (Tribunes, *Policy Papers*, Études & Rapports, Synthèses), organisons et participons à des [séminaires et conférences](#) partout en Europe et intervenons régulièrement dans les [médias européens](#), par la voix de nos présidents, de notre directeur et de notre équipe.

Nos travaux s'inspirent des actions et des orientations promues par Jacques Delors, et traduisent les grands principes énoncés par notre « [Charte](#) ». Ils sont mis en œuvre à partir de [trois axes principaux](#) : « Union européenne et citoyens » couvre les enjeux politiques, institutionnels et civiques ; « Compétition, coopération, solidarité » traite des enjeux économiques, sociaux et territoriaux ; « Actions extérieures européennes » regroupe les travaux à dimension internationale.

Notre Europe - Institut Jacques Delors est aujourd'hui présidé par [António Vitorino](#), ancien commissaire européen et ancien ministre portugais, qui a succédé à [Tommaso Padoa-Schioppa](#), à [Pascal Lamy](#) et à Jacques Delors. Notre directeur, [Yves Bertoncini](#), anime une [équipe internationale](#) composée d'une quinzaine de membres.

Les instances de *Notre Europe - Institut Jacques Delors* sont composées de hautes personnalités européennes. Notre [Conseil des garants](#) assure la promotion de nos intérêts moraux et financiers. Notre [Conseil d'administration](#) est responsable de la gestion et de l'impulsion de nos travaux. Notre [Comité européen d'orientation](#) se réunit afin de débattre des sujets fondamentaux pour l'avenir de l'UE.

Toutes nos activités sont accessibles gratuitement, en français et en anglais sur notre [site](#) et via les réseaux sociaux. Nous agissons en pleine indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques et des intérêts économiques.

Avec le soutien de :



L'Europe pour
les citoyens



Compagnia
di San Paolo



PREMIER
MINISTRE



19 rue de Milan, F - 75009 Paris
Pariser Platz 6, D - 10117 Berlin
info@notre-europe.eu
www.notre-europe.eu

